

ÉCONOMIE POLITIQUE

Les apports de Paul Boccarda pour une nouvelle civilisation de partage pour toute l'humanité

Historien, économiste, chercheur au CNRS puis maître de conférences à l'université de Picardie et membre du comité central du PCF de 1972 à 2003, profondément engagé dans les luttes sociales et politiques de son temps et dans la formation des militants, Paul Boccarda a consacré sa vie à analyser la réalité économique et la vie sociale en lien constant avec les militants et les combats politiques, prenant en compte les avancées des connaissances sur l'économie et sur tous les aspects des relations des êtres humains entre eux et avec la nature. Ses travaux ont porté sur le capitalisme monopoliste d'État, puis sur sa crise, et sur la révolution technologique informationnelle. Il a élaboré, à l'appui des mobilisations populaires, des propositions sur de nouveaux critères de gestion des entreprises, sur le crédit et sur une autre mondialisation. Ses recherches sur l'anthropologie – notion dont il a proposé l'usage

– poursuivent l'œuvre de Marx, au-delà de l'économie. Au carrefour de l'ensemble de ces préoccupations, ses propositions pour la construction d'un système de sécurité d'emploi et de formation résonnent fortement avec les débats politiques d'aujourd'hui.

C'est pourquoi l'association qui s'attache à faire connaître l'œuvre de Paul Boccarda et à en favoriser la poursuite, dans un esprit d'intercréativité, a souhaité, avec le soutien de la Fondation Gabriel Péri, de *l'Humanité*, de *La Marseillaise*, de *Progressistes* et de *Économie & Politique*, créer l'occasion, non pas tant d'une commémoration que d'un travail collectif, en organisant une conférence-rencontre que le PCF a accueillie en son siège, samedi 17 juin 2023.

Après un rappel en images, à partir d'un choix de séquences filmées, sélectionnées par Alice Boccarda-Lefèvre et Alain Morin, des principaux champs de recherche ex-

DOSSIER



plorés par Paul, le choix avait été fait de traiter plus particulièrement de trois aspects de son œuvre.

Un premier échange, animé par Anne La-faurie, a été consacré au travail de longue haleine mené sur l'anthropologie, pour aller au-delà de l'économie et pour en articuler la théorie avec celle de l'ensemble des relations nouées entre les êtres humains, depuis la naissance jusqu'à la vie au travail, à la vie politique, à la vie intellectuelle et psychique.

A ensuite été rappelé comment Paul Boc-cara a développé les analyses de la surac-cumulation et de la dévalorisation du ca-pital inaugurées par Marx pour mettre en évidence les ressorts fondamentaux de la crise systémique que connaît la civilisation capitaliste et libérale contemporaine, et pour montrer comment, depuis cinquante ans, les tentatives de réponse à cette crise sont elles-mêmes entrées en crise. La dis-cussion a confirmé que ces analyses sont bien présentes dans les luttes sociales, mais aussi dans les débats économiques ac-tuels. Bruno Odent, de *l'Humanité*, animait cette séance.

Ces débats se sont poursuivis, sous la pré-sidence de Fabien Maury, économiste et consultant, à partir des nouveaux critères de gestion proposés par Paul Boccara : leur utilisation par le mouvement syndi-cal pour opposer une logique d'efficacité sociale, écologique et économique aux choix patronaux guidés par le critère de la rentabilité ; les controverses sur la nature de l'entreprise et sa responsabilité sociale ; mais aussi la mise en pratique du proces-

sus révolutionnaire de dépassement des marchés, constitutif du projet communiste. Si denses qu'ils aient été, ces échanges ne couvraient pas toute la variété des apports de Paul Boccara à la théorie marxiste, à la politique du PCF et aux luttes sociales. Une table ronde finale, animée par Françoise Ver-na, de *La Marseillaise*, a été l'occasion de synthétiser ces novations répondant au be-soin de révolutions qui travaille les sociétés contemporaines. Elle a porté en particulier sur la construction d'un système de sécurité d'emploi et de formation, sur celle de nou-velles institutions politiques, économiques et sociales, et sur la part considérable qu'a prise, dans cette œuvre, l'élaboration d'une nouvelle conception du rôle de la France et de l'Europe dans une nouvelle mondialisation de paix et de coopération. Tout laisse penser qu'au-delà du travail que les participants se sont promis de poursuivre, cette journée a permis de fran-chir un cap dans l'appropriation d'une pensée aussi féconde pour le mouvement social que pour le PCF et pour la recherche marxiste.

Nous publions dans les pages qui suivent l'intégralité des propos introductifs à ces différents moments ainsi que plusieurs témoignages qui nous ont été adressés à l'occasion de cette rencontre.

L'enregistrement intégral de la rencontre peut être visionné sur la chaîne Youtube de Radio Arts-Mada : <<https://www.associationpaulboccara.org/2023/06/18/les-apports-de-paul-boccara-pour-une-nouvelle-civilisation-de-partage-pour-toute-humanite/>>.

Christophe Grassullo,
membre du comité exécutif national du PCF

Accueil au nom de la direction nationale du PCF

Chers amis et camarades,
Cher Frédéric, Chère Catherine,
Cher Nasser,

Je veux d'abord, au nom de la direction du PCF et du Comité exécutif national, au nom de Fabien Roussel, secrétaire national, remercier chaleureusement l'Association des amis de Paul Boccara d'avoir organisé cet événement et de nous inviter à y prononcer quelques mots d'accueil, mots forcément empreints de beaucoup d'humilité, face à l'ampleur et la portée des travaux de Paul Boccara.

Au-delà de la diversité et de la qualité des personnalités que cette initiative mobilise, nous nous réjouissons les uns et les autres qu'elle permette de mettre en lumière, aujourd'hui comme dans l'écho qui lui sera rendu, l'importance de l'apport théorique et politique des travaux de Paul, au niveau qu'ils méritent.

Cela fait cinq ans et demi que Paul est décédé. Une diversité de raisons a empêché que cet événement ait lieu plus tôt, auquel nous apportons notre concours : une pandémie, une actualité politique pour le moins chargée et des étapes importantes dans la vie du PCF, et singulièrement une campagne présidentielle et un 39^e congrès, proposant de pousser plus avant les réorientations stratégiques du 38^e congrès.

C'est donc le moment de s'arrêter. Et surtout de consacrer le temps nécessaire à la réflexion sur les apports de ses travaux et sur leur singulière actualité.

Bien entendu, il s'agit de lui rendre hommage, de rappeler combien il a contribué à faire perdurer l'une des matrices de notre histoire, celle que Maurice Thorez appelait « le parti de l'intelligence », c'est-à-dire le parti des chercheurs et des artistes, tout autant que celui des exploités.

L'évocation de son nom suscite dans les mémoires, je le sais, nombre d'anecdotes, parfois savoureuses, qui mettent aussi beaucoup d'humanité dans la personnalité de Paul, et ce n'est pas chose mineure pour nous toutes et tous qui sommes attachés à la fraternité et au bonheur partagé.

Pour rendre hommage à Paul, je ne vais pas trop insister sur le passé, du moins de façon nostalgique. Paul aimait lui-même à dire et à écrire que s'il fallait connaître le passé (puisque Paul n'était pas seulement diplômé d'économie, mais aussi d'histoire), s'il fallait connaître le passé donc et notamment les travaux de Marx, il fallait entretenir un rapport à ce dernier qui ne soit pas sclérosant, pour lui être fidèle dans l'esprit.



Il invitait ainsi à « monter sur les épaules de Marx », pour ne pas être « en deçà », mais « au-delà » de lui. Cet après-midi sera ainsi totalement consacrée aux apports de Paul face à la situation actuelle, face aux grands défis auxquels est confrontée l'humanité.

Paul a été de ceux qui n'ont pas abdiqué, lorsque les crises ont frappé, lorsque les changements dans le mode de production capitaliste sont survenus, entraînant des évolutions dans le monde du travail et dans les formes de l'État.

Oui, les marxistes avaient encore des choses à dire, beaucoup de choses à dire, et voulaient être toujours plus utiles au mouvement révolutionnaire, pour penser la société et pour agir sur celle-ci.

Agir de telle sorte que nous réfléchissions dans cette action et que cela nous fasse progresser dans l'analyse, autant de ce qui bouge que de ce qui perdure de l'état ancien. Et simultanément, affronter ce besoin constant d'analyse, en vue de mieux argumenter, de mieux dégager de nouveaux pouvoirs pour les salariés, dans les entreprises, dans les institutions et l'ensemble de la société.

Et nous retenons à la fois la rigueur théorique de Paul, rigueur qui m'a à titre personnel impressionné dans quelques réunions de la commission économique auxquelles j'ai pu participer, une rigueur théorique souffrant peu les approximations. Mais nous retenons tout autant son ouverture politique pour tenir compte des circonstances présentes et ainsi mieux peser sur le cours des choses, en affrontant les contradictions, dans toutes leurs dimensions.

DOSSIER

La suraccumulation et la dévalorisation du capital à la racine des crises contemporaines

Son analyse des cycles économiques, des crises, avec la théorie de la suraccumulation et de la dévalorisation du capital sont particulièrement utiles pour prendre du recul aujourd'hui : avec la succession des soubresauts chaotiques et difficilement prévisibles, de récessions, de reprises, avec des relances très éphémères de rentabilité, alors même que la pression pour maintenir le taux de profit est pesante. Le système capitaliste semble régner puissamment en même temps qu'il s'avère plus fragile que jamais. Les dividendes records, pour dévaloriser, cohabitent avec les pires mesures d'austérité imposées avec une grande violence par un retour de l'État sous une autre forme.

La situation économique et politique est peut-être bien plus lisible aujourd'hui, alors même que l'issue à la crise systémique apparaît encore très confuse pour l'instant. Surtout avec l'emboîtement des crises du système économique et du système anthroponomique, c'est-à-dire l'organisation de toutes les activités non économiques. La révolution informationnelle a ainsi des conséquences sur les deux systèmes. Elle modifie profondément le procès de travail, comme les différents moments de la vie.

Vous allez revenir sur tout cela cet après-midi et je veux, pour ma part, me concentrer – trop rapidement certainement – sur l'enjeu de cet apport théorique pour l'organisation révolutionnaire qu'entend être toujours plus le PCF.

C'est le rôle du PCF de pousser à la novation

Oui, c'est le rôle de notre parti, du Parti communiste français de comprendre et d'aider à faire comprendre ce qui bouge. Et c'est son rôle de pousser à la novation, autant théorique que pratique.

Et tout particulièrement dans la séquence politique actuelle, où le monde du travail reprend conscience de lui-même, face aux attaques qu'il subit et grâce aux luttes qu'il déploie face à celles-ci, comme durant tous ces derniers mois dans le mouvement contre le recul de l'âge de départ à la retraite ou dans toutes ces luttes, pour l'emploi et les salaires, pour la défense et la promotion des services publics garants de nouveaux droits pour toutes et tous.

C'est le rôle du PCF de pousser à la novation, dans les luttes et dans la bataille idéologique, dans la recherche d'une répartition efficace de la plus-value et d'un recul de la domination du capital, dans la quête de nouveaux pouvoirs pour y parvenir, autant que dans la recherche d'une issue à cette crise politique majeure, dans notre pays, en Europe et à l'échelle de la planète.

À l'évidence, pour faire pencher la balance entre le pire et le meilleur, pour dépasser le capitalisme, il nous faut agir et comprendre encore, hisser la bataille d'analyse et d'idées, montrer la radicalité et la cohérence de notre projet et de nos propositions. Les travaux de Paul Boccara sont, à ce titre, précieux, et nécessitent que nous nous consacrons, les uns et les autres, ici et ailleurs, à leur poursuite créative. Avec la même ambition que Paul quand il consacra ses efforts au développement de l'œuvre de Marx, non pour en réviser les idées ou en affaiblir la portée révolutionnaire, mais bien pour les enrichir et renforcer le combat communiste en vue d'une transformation profonde de la société, de son organisation et de ses logiques.

Peut-il en être autrement alors que se développe une crise écologique et climatique majeure, qui s'accélère chaque

jour sous nos yeux et dont nous percevons qu'elle n'aura pas d'issue positive sans une réponse globale, à toutes les échelles, qui articule la satisfaction des besoins humains, l'émancipation humaine et la libération des potentiels humains avec la préservation de la nature, de la biodiversité et de toutes les ressources naturelles ?

Cette urgence de novation en appui du combat révolutionnaire s'aiguise tout autant quand, à l'appui du conflit en Ukraine, les forces du capital réorganisent la société autour d'une véritable économie de guerre, poussant tout autant les logiques de confrontations internationales que les politiques d'austérité, contre l'emploi et les services publics, contre la satisfaction des besoins populaires, ici et partout en Europe. Elle s'exprime aussi face aux transformations profondes dans les logiques qui sous-tendent l'organisation du « marché de l'emploi », quand les avancées scientifiques et techniques, à l'image de l'intelligence artificielle, sont vouées à accélérer sa mutation vers plus de précarisation, alors que tout appelle au contraire à hisser les qualifications, à libérer les potentiels humains, avec une sécurité d'emploi et de formation, qui libère les travailleurs et la production des exigences de rentabilité du capital, et de nouveaux critères de gestion des entreprises.

Pour le PCF, cela reste un grand défi de rendre cette perspective populaire et l'objet de luttes à tous les niveaux, dans les entreprises comme dans les institutions. Comme le demeure l'exigence d'un puissant mouvement pour la défense des services publics, pour leur extension à de nouveaux champs de la société et plus encore pour leur financement.

Et c'est peu dire que les échéances politiques à venir, notamment européennes, constituent une opportunité en ce sens. La construction européenne appelle ainsi une totale réorientation pour faire reculer les logiques de domination du capital et d'exacerbation des concurrences entre les nations comme entre les travailleurs. Cette réorientation, si elle ne peut nier les besoins urgents de souveraineté, et particulièrement celle des travailleurs sur le travail et sur la production, doit appuyer celles-ci sur les exigences de coopérations nouvelles, pour affronter et dépasser réellement les crises, financières, économiques, sociales, démocratiques ou climatiques.

Notre 39^e congrès a permis d'approfondir certaines de ces questions, sinon de les remettre au cœur de nos débats. Il demeure ouvert un grand chantier pour en faire l'objet de batailles populaires, partout dans la société, l'objet d'initiatives politiques susceptibles d'unifier le salariat autour d'un projet réellement révolutionnaire.

C'est aussi le sens de la réaffirmation du besoin d'un parti communiste plus fort, mieux organisé, mieux structuré pour porter efficacement ce projet. Cela nécessite notamment, par la formation théorique continue, de mettre à la disposition des militants communistes et bien au-delà, les outils de compréhension des contradictions qui structurent la société, et surtout les outils d'intervention dans la bataille d'idées et dans les luttes.

De ce point de vue, l'œuvre de Paul, son développement avec des initiatives à l'image de celles d'aujourd'hui, seront décisifs pour nourrir, en France et en Europe, le combat communiste, à la hauteur de ce qu'il doit être face à une crise systémique à ce point exacerbée. Autant que sera décisive leur appropriation par le plus grand nombre, leur confrontation avec la pratique de constructions politiques, dans des allers-retours constants entre théorie et pratique. Je vous souhaite donc, avec l'exécutif national, avec Fabien Roussel, de bons travaux, tout au long de cet après-midi, travaux et réflexions que j'espère bientôt très largement partagés, au sein du PCF et bien au-delà.

Je vous remercie.

II. Le dernier ouvrage de Paul Boccarda *Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique* définit le concept d'anthroponomie, recherché dès ses premiers travaux et élaboré en 1983.

Le Système anthroponomique de la régénération humaine sociale (et non « régénération ») concerne la transformation des hommes eux-mêmes. Anthroponomie vient de *anthropos* = humain et *nomos* = règles. Paul présente quatre moments du système anthroponomique, de la naissance à la mort. 1) Le moment parental concerne la famille, l'éducation. 2) Le moment anthroponomique du travail. 3) Le moment politique. 4) le moment informationnel avec notamment la transmission de l'information au-delà de la mort. L'anthroponomie est décisive pour le changement de la société dans son ensemble, y compris celui de l'économie. Le système anthroponomique comprend la structure, l'opération de transformation, la régulation, qui entraîne non une simple répétition des opérations, mais renouvellement de la transformation, à partir d'une nouvelle opération. Il n'y a pas seulement « reproduction » des êtres vivants, mais croissance, changement et problèmes, cela présente un aspect conflictuel et dynamique. Les systèmes vivants sont des systèmes ouverts, traversés par un courant d'énergie (Henri Laborit, *L'Inhibition de l'action*). La régulation renvoie à des processus de rétroaction ou *feedback* positif ou négatif, selon que le processus initial soit renforcé dans le même sens ou au contraire corrigé.

Le moment anthroponomique du travail participe à la régénération humaine.

Paul Boccarda analyse l'aliénation du travail mais aussi le processus de désaliénation, émancipation du travail. Chez Hegel, l'aliénation avec la dialectique du maître et de l'esclave revêt une dimension anthroponomique fondamentale, le travail aliéné. Le jeune Marx développe l'analyse de l'aliénation dans le travail. Le travail salarié est acheté contre de l'argent. L'ouvrier dans son travail mortifie son corps et ruine son esprit. Son travail n'est pas volontaire mais contraint. « Le travail de l'ouvrier ne s'appartient pas à lui-même mais appartient à un autre. » Mais c'est aussi l'idée d'une émancipation du travail comme contrainte et aliénation, au profit d'une activité libre. Dans les *Manuscrits de 1844*, Marx écrit « l'activité libre, consciente, est le caractère générique de l'homme ». Il reprend des conceptions de Hegel, mais aussi de Feuerbach sur le caractère sensible de l'homme et la conscience, le travail se rapporte à l'être humain qui souffre, qui est passionné, à l'opposé de l'être de pensée de Hegel. Marx indiquait dans ses *Notes sur James Mill* que dans la production, chacun comme homme (à l'opposé du travail aliéné) s'affirme lui-même, en même temps qu'il affirme l'autre. Plus tard, dans *Le Capital*, il y a des avancées sur la perspective d'une forte réduction de la durée du travail, avec une activité libre au-delà du travail. Pour la vulgate marxiste-léniniste, le travail reste au centre de la vie. *Le Capital* souligne l'intervention dans le travail de l'homme, de la conscience du but ou du résultat, et avance l'idée de l'anthroponomie concernant le travail productif : « en même temps qu'il agit par ce mouvement sur la nature extérieure et la modifie, il modifie sa propre nature, et développe les facultés qui y sommeillent ». Marx considère les luttes ouvrières, les luttes pour le communisme, contre la domination de la propriété privée. Cependant les efforts de Marx sur l'anthroponomie pour dépasser le travail

lui-même restent inachevés, il accorde encore une place trop centrale à la suppression de la propriété privée par la transformation politique. Certes les *Manuscrits* dénonçaient déjà le communisme grossier qui ne voit que la propriété et la répartition des richesses, alors que le centre du communisme doit être le développement de l'activité libre, personnelle, de l'essence humaine. Dans *Le Capital*, c'est surtout le fameux texte sur le « royaume de la liberté », situé au-delà du « royaume de la nécessité » soit du travail productif. Paul Boccarda cherche à dépasser les béances de Marx, et rompre avec la tendance à hypostasier le travail comme créateur de l'homme. Il montre que le dépassement du travail ne se réduit pas à sortir de « la » logique économique, identifiée par certains auteurs, comme André Gorz, de façon indépassable à celle du capitalisme (*Métamorphoses du travail, quête du sens*). Celui-ci recherche la rupture avec la logique économique capitaliste, mais non une autre logique économique.

La crise d'identité au travail, la crise anthroponomique du travail montent dans la crise systémique. Cette crise réside notamment dans l'écart devenu criant entre le but idéal du travail et sa réalité effective. Cela engendre la souffrance au travail et l'exigence de nouvelles règles anthroponomiques et économiques. Paul montre l'historicité du travail à la différence de l'école parisienne de la régulation qui majore les analyses de l'organisation du travail et se focalise sur le taylorisme, au détriment de l'histoire réelle, en négligeant l'opération de transformation technologique et ses conséquences sur la régulation. Taylor, c'est la fin du XIX^e, alors que la crise systémique de l'entre-deux-guerres est le passage au néotaylorisme. C'est aussi l'appel à l'idée de « fordisme », avec la prétendue montée des relations humaines, loin de la critique des sociologues du travail. La dialectique moyens matériels (technologies) et travailleurs. Dans *Le Capital*, Marx montre que la machine-outil, remplaçant la main, est au cœur de la révolution industrielle. Paul Boccarda, dès *La Mise en mouvement du capital*, généralise à toutes les transformations technologiques, l'automatisation, le remplacement complet de la main, et les débuts de la révolution informationnelle, avec le remplacement de certaines fonctions du cerveau et la montée de nouvelles tâches informationnelles (formation). Marx discernait le côté négatif de l'aliénation au travail, liée au caractère étranger du travail, dirigé par le maître et les moyens matériels, et son côté positif avec le développement des forces productives, notamment du travail salarié. Cela prépare un dépassement, à la fois par ce que le travail a d'intolérable et aussi par son enrichissement. De nos jours, c'est l'articulation entre la crise du système économique et la crise anthroponomique du travail ; la montée du chômage, de la précarité, résulte du maintien des structures et régulations capitalistes. Mais monte aussi l'exigence de dépassement. La révolution informationnelle fait monter la possibilité d'un autre type de progression de la productivité, avec l'économie de moyens matériels, de travail passé et le développement des dépenses humaines. Cela appelle le dépassement du travail et la progression des activités informationnelles (formation, etc.). Mais c'est aussi la contradiction entre le besoin de formation et le freinage de la formation, avec les exclusions. Pour sortir des logiques dominantes et dépasser les critères de rentabilité capitalistes, Paul Boccarda promeut l'intervention des salariés dans les gestions avec de nouveaux critères de gestion d'efficacité sociale. La gestion n'appartient pas au seul domaine économique et se situe à l'interface avec l'anthroponomie. Cela s'oppose aux illusions des sociétés étatistes et à ceux qui ne voient d'autres critères que les critères capitalistes.

Cela appelle la créativité d'un processus long de dépassement avec un nouveau rapport entre partage et marché. Il ne s'agit pas d'une pure abolition de l'aliénation mais d'un dépassement. Le dépassement du travail pour l'issue à la crise de créativité, exige une éthique de l'intercréativité. Cela ne supprime pas la conflictualité, la contradiction, mais l'antagonisme et la monopolisation.

Le moment informationnel

Dernier moment crucial pour la régénération, il réamorce le cycle de la régénération. C'est la relation aux morts, desquels vient la plus grande partie de notre information. Au-delà de la mort, l'information est conservée pour la nouvelle génération. Identification/symbolisation. L'analyse ne se réduit pas à la symbolisation qui ramène l'information humaine au langage, et enferme dans notre type de société en bloquant une nouvelle créativité. L'identification développe le psychisme humain, elle peut être caractérisée par l'unité mère/enfant, où le psychisme de l'enfant est identifié à celui de la mère. La désidentification d'avec la mère fait émerger la symbolisation, mais l'identification ne disparaît pas. La créativité artistique est liée à l'identification. Cela renvoie à la dialectique conscience/inconscient, très importante dans l'issue à la crise actuelle. Un dualisme raison/cœur traverse l'information humaine. Le dualisme classique est critiqué par la protestation romantique qui peut être réactionnaire (idéalisation du Moyen Âge), mais elle a aussi une portée révolutionnaire contre une société positiviste et trop raisonnable. Au XIX^e siècle, Fourier place les passions au cœur de son système, Feuerbach critique Hegel au nom de l'homme souffrant. Marx se rattache par tout un côté au romantisme ; au début des années 1840, il était feuerbachien, insistant sur l'homme souffrant et passionné. L'anthroponomie revient, en un sens, vers ce dernier. Dans les *Manuscrits de 1844*, Marx considère que l'homme manifeste ses capacités humaines en faisant le bonheur de l'autre, et tire de cette action son propre bonheur. Mais de nos jours, certains auteurs reconduisent la prédominance du « penser » sur l'« aimer ». La pensée structuraliste privilégie les relations sociales (avec la symbolisation et le langage). Le néostructuraliste Habermas (*Théorie de l'agir communicationnel*) introduit en partie l'opération avec l'agir, cependant cela tend non à transformer, mais à renforcer la structure.

Un processus historique d'aliénation-désaliénation

Feuerbach, dans *L'Essence du christianisme*, montre que dans la religion l'homme place hors de lui sa propre essence, ses capacités créatrices, et se considère comme la créature de Dieu. Dans *Pensées sur la mort et l'immortalité*, il présente dans une perspective matérialiste la vraie immortalité de l'homme, la survie informationnelle de son apport, une forme de « résurrection des morts », une réponse à l'angoisse devant la mort. Durkheim dans *Les Formes élémentaires de la vie religieuse* saisit le rôle de l'émotion et de l'identification ; la raison ne suffit pas, le sacré a une tout autre valeur que le profane, avec une relation d'amour mais aussi de crainte.

Crise informationnelle et dépassement

L'excès de spécialisation, la coupure entre sciences de la nature et sciences de l'homme, mises en grande difficulté, l'insuffisance éthique, conduisent à des poussées régressives, avec des intégrismes religieux. On est passé des idées sur la mort de Dieu (Jacques Nathanson) à celles

de la revanche de Dieu (Gilles Kepel). Mais monte aussi la nécessité d'un dépassement, d'une autre éthique, d'une intercréativité, une auto-direction, la participation de tous à la créativité, une revalorisation de l'identification et de la félicité pour une autre vie. Georges Balandier soutient que notre civilisation actuelle est dans une certaine mesure inhumaine et doit être civilisée. Paul Boccara précise l'idée de civilisation pour une nouvelle créativité. Il ne s'agit pas d'opposer une pensée émancipée, désaliénée, qui serait la Raison, la symbolisation, et une autre pensée qui serait du côté de l'archaïque et des ténèbres. Il y a une double dimension de l'homme ; loin de la cantonner à la raison ou symbolisation, il faut prendre en compte l'identification qui ne se réduit pas à l'émotion. Le besoin d'une réponse à l'angoisse de mort implique une insertion dans d'autres domaines que celui de la raison. La crise de civilisation débouche sur la confrontation entre l'Occident, l'Orient et le Sud, et aussi les besoins de dépassement. Cette crise revêt actuellement une dimension anthroponomique fondamentale avec la difficulté d'avoir des lieux de parole pour dire la souffrance, les blessures, pour donner sens aux aspirations et à la vie. Les aspirations sont détournées : on consulte les gens concernés mais on ne les écoute pas, c'est une consultation intégratrice. La perte de sens liée à la parcellisation fait perdre le sens du tout, d'où le besoin de se raccrocher à un tout pour une vision systémique. Des lieux de créativité devraient répondre au besoin d'intervenir pour créer. Il ne s'agit pas de se sacrifier pour les générations futures, mais de répondre aux aspirations de chacune. L'éthique au nom de l'autre, c'est encore la domination. Il faut que l'autre soit une fin pour lui-même, on doit lui faciliter d'accéder à sa propre créativité et à son autodirection. Paul nous invite à y aller, au risque de se tromper ; car il y a une béance formidable, et un appel !



Stéphane Bonnéry,
directeur de La Pensée

Une théorie pour rompre avec le cloisonnement disciplinaire

Avant toute chose, je tiens à remercier les membres de l'Association Paul Boccara de leur invitation à dire quelques mots aujourd'hui.

Comme le temps est compté, et que je n'aime pas dévoiler des choses trop intimes, je ne m'attarderai donc pas sur ce qu'a représenté ma rencontre dans mon parcours de provincial venant étudier et militer en région parisienne.

C'est avant tout en tant que directeur de la revue *La Pensée* que j'ai été sollicité pour intervenir. Et je dois dire la fierté dont notre revue peut se prévaloir, à regarder la liste des 14 textes que Paul nous a livrés¹, dès 1964, avec l'étude des continuités et ruptures depuis la révolution industrielle du XVIII^e siècle et ses prolongements jusqu'à l'automatisation, et avec le dernier en 2012 au sujet des nouvelles coopérations entre l'Europe et les pays du Sud de la Méditerranée, tiré d'un colloque à Hammamet, en Tunisie, un peu comme un retour aux sources. Entre ces deux textes, on trouve des articles sur l'économie, l'étude historique des cycles et des crises, des évolutions dans le mode de production, les critères de gestion et les nouveaux pouvoirs des salariés, dont on trouve des développements dans bien d'autres revues et plusieurs livres. Ce sont ces aspects qui sont les plus connus des militants comme du monde académique.

C'est bien moins le cas de son travail sur l'anthroponomie. S'il est moins connu, c'est probablement parce qu'il a fait l'objet de moins de publications, parce que Paul était pris par ses travaux économiques et par le militantisme et n'a formalisé ses réflexions qu'assez tardivement. Pourtant, cette conception de l'anthroponomie est étroitement liée au projet de sécurité d'emploi et de formation dont Thalia Denape va parler dans un instant. Et *La Pensée* a eu le grand plaisir de publier ses premières formalisations en la matière, dans le n° 232 de mars 1983, puis dans d'autres, notamment ses articles sur sa conception de l'État, des aspects non économiques de la régénération des humains (sociétés et psychismes), dans le cadre d'une réflexion sur les transformations de la nature humaine par l'action humaine.

Cette élaboration théorique sur l'anthroponomie est bien sûr inachevée, d'abord parce que de nombreuses connaissances disponibles du vivant de Paul auraient mérité d'être intégrées à cette lecture théorique. Ensuite parce que bien des recherches réalisées depuis mériteraient d'être confrontées avec elle. Il faut la considérer comme une ouverture de chantier qu'il conviendrait de poursuivre. Son ouvrage, les *Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique*, parues chez Delga en 2017, constitue au demeurant une



mise en forme qui en dégage la force, et l'actualité, tant sur le plan de la démarche de recherche que de la compréhension du monde, et je traiterai moins ce second point puisque Thalia va en parler.

Les données ne parlent pas d'elles-mêmes

La recherche actuelle est en difficulté. Certes, ses conditions de production l'expliquent, avec la pénurie des moyens alloués aux domaines de connaissances qui n'apparaissent pas directement rentables à court terme. De même, les grandes questions théoriques sont rejetées par les appels à projets de financement de recherche qui s'inscrivent dans des logiques positivistes et utilitaires sous le pouvoir de l'argent.

Mais la structuration de la recherche pose aussi problème. Il est logique que l'accumulation des connaissances, comme la complexification des fonctionnements des sociétés, poussent à une relative spécialisation des objets d'études. Mais on a atteint un point où cela devient contre-productif. Or, la théorie anthroponomique rompt avec le cloisonnement disciplinaire lorsque Paul Boccara emprunte à une diversité de sources : Histoire, Anthropologie, Sociologie, Psychologie, Philosophie, Économie. Ne plus couper sciences de la nature et sciences humaines et sociales, c'est au fond l'une des ambitions de cette théorie qui nous place tout de suite à un niveau qui est celui de Darwin ou Marx.

De plus, cette élaboration théorique prend complètement à revers toute une tendance, pas forcément consciente, du monde intellectuel, où il y a de moins en moins d'échanges, de confrontation, sur l'aspect théorique même. Soyons lucides : c'est à la fois une force et une difficulté, pour faire connaître ses travaux, et plus largement pour les marxistes.

Une faiblesse, car le fait même de théoriser est souvent mal perçu. Nos collègues psychologues qualifient aujourd'hui péjorativement de « philosophes » ceux qui théorisent, car l'idée dominante c'est de produire des données, des mesures, dans une logique positiviste, comme si elles parlaient d'elles-mêmes. Par exemple, il y a des millions gâchés dans des analyses épidémiologiques du décrochage scolaire pour repérer et compter des enfants soi-disant voués à échouer à l'école du fait de caractéristiques intrinsèques, sans jamais interroger les conditions faites à la scolarité qui permettent ou pas à tous d'apprendre. J'ai rencontré beaucoup de jeunes collègues, disant qu'ils sont des chercheurs mais qui ne se voient pas comme théoriciens, ne se sentant pas capables, du fait de leur propre formation et trajectoire universitaire, où ils ont été enfermés dans une approche techniciste de la science.

Mais simultanément, dans cette situation de marasme ambiant, la diffusion de la théorie anthroponomique peut aussi apparaître comme une force, du fait de la puissance des propositions qui revêtent un pouvoir explicatif : nombre de chercheurs sont épuisés par une fuite en avant débilite à produire des résultats fractionnés, aveugles sur la manière de les interpréter faute de les adosser à une théorie.

Économie et anthroponomie

Dans le même ordre d'idées, l'un de ses grands apports réside dans son articulation entre économie et anthroponomie. D'abord, cette conception s'oppose à l'économisme : contrairement à ce que certains marxistes ou structuralistes ont pu penser par le passé, on ne peut pas déduire simplement et mécaniquement l'organisation d'une société à partir du mode de production d'une époque et d'un pays. Mais la théorie de Paul Boccarda constitue aussi inversement un point d'appui pour sortir de l'impasse dans laquelle tendent à nous enfermer ce qui s'est développé dans les sciences humaines et sociales avec la résurgence de nouvelles formes d'idéalisme et de relativisme, que nous avons dénoncées dans de récents numéros de *La Pensée* : non, les manières de vivre des humains ne sont pas sans rapport avec les réalités économiques et matérielles, toutes les recherches sérieuses qui ne s'interdisent pas de le regarder montrent le contraire, il y a un rapport mais qui n'est pas direct ni mécanique. Et tout ne tient pas au hasard, à la contingence, en apesanteur matérielle des nécessités pour satisfaire des besoins fondamentaux élargis, et toutes les évolutions ne sont pas réversibles. Oui, le sédentarisme ou la vie outillée de multiples objets techniques sont bien des « constructions » historiques et sociales, mais une fois que l'on a dit cela, avec un emprunt ponctuel à l'analyse de Marx, si on isole cet emprunt de l'ensemble de la logique de Marx, on en vient à s'engager dans une impasse. Car ce qui a été « construit » par l'histoire des hommes n'est pas aussi aléatoire et fragile, n'est pas aussi facile à « déconstruire » que l'exercice verbal à la mode semble le permettre : les humains d'aujourd'hui ne sont pas prêts à redevenir des chasseurs-cueilleurs (nous ne survivrions pas bien longtemps), et nous serions bien en difficulté pour survivre sans les machines ne serait-ce qu'agricoles. Paul Boccarda prend notamment la question de la démographie : son accroissement sur la planète rend certaines choses irréversibles. Il y a bien transformation des sociétés, de la nature humaine, et ce n'est pas, comme le prétendent certains anthropologues, insulter les peuples d'autrefois ni ceux qui vivent un peu à l'écart du monde globalisé que de dire cela. Cela permet de dégager ce que Paul Boccarda appelle des « systèmes historiques typés ».

Ni déterminisme étroit, ni hasard. Le système économique et le système anthroponomique sont conçus en interrelation : les changements économiques, dans le mode de production et dans la situation de suraccumulation/dévalorisation, déterminent des nécessités dans la transformation de la nature extérieure, qui trouvent des réponses en fonction de ce que l'état de développement du système anthroponomique (et de ses sous-systèmes, que l'ouvrage commence à détailler) rend possible, encourage ou freine. Et inversement, les transformations anthroponomiques incitent à des modes de vie, à des réflexes mentaux, qui ont des effets sur l'économie.

Paul Boccarda accorde ainsi une importance particulière à la révolution informationnelle. Elle a modifié en quelques décennies bien des aspects du mode de production, des modalités d'emploi et de travail. Elle a également, dans le système anthroponomique, installé des manières de s'informer qui tendent vers la gratuité : une fois qu'une information est transmise, celui qui l'a diffusée n'en est pas dépossédé, à la différence des objets manufacturés. Il y a donc diffusion, et constitution d'habitudes sur la gratuité, sur le partage, plutôt que sur la marchandisation, même si le système économique capitaliste fait tout pour marchandiser, et si, dans la sphère anthroponomique, il y a un détournement de cette logique avec la diffusion massive d'informations biaisées au service des logiques idéologiques de dés-information.

Face à l'hyper-spécialisation, et à l'affaiblissement des propositions théoriques, il y a ici des instruments de compréhension du monde qui sont très heuristiques, et qui simultanément permettent d'outiller l'action politique.

Des chantiers mériteraient d'être engagés, pour détailler chacun des quatre moments anthroponomiques : moment parental (survie du nourrisson, éducation et formation), moment travail, moment politique, et moment informationnel (la relation aux morts et à la culture héritée). Et de le faire en tenant compte des travaux nombreux et spécialisés, mais trop spécialisés souvent, pour intégrer leurs apports dans la perspective d'ensemble. En articulant une diversité d'aspects anthroponomiques (démographie, modalités de représentation politiques, etc.) dont l'articulation permet de définir des « systèmes historiques typés ». Mais il ne s'agit pas seulement de lister une diversité d'éléments à chaque période, plutôt d'identifier des couples d'opposés récurrents dont les polarités peuvent changer et s'articuler différemment : entre individu et intérêt général, entre identification et symbolisation, etc. Et Paul Boccarda envisage encore avec ce prisme les relations entre chacun des moments anthroponomiques. Simultanément, l'attention pour les transformations s'inscrit explicitement dans la volonté de comprendre la crise en cours, systémique, et ses issues possibles, au travers de l'étude de phénomènes d'actualité : démocratie délégataire, représentation syndicale, relations entre générations, rapport à la culture héritée des générations décédées, enjeux de la formation, etc.

Les bouleversements en cours dans notre société, profonds, font que beaucoup de chercheurs et de militants se posent des questions, et le patinage sur place en matière théorique fait de plus en plus d'insatisfaits. La mise au travail de ce chantier que nous légue Paul Boccarda est d'une grande actualité parce que cet apport est éclairant pour inventer de nouvelles solutions aux problèmes qui sont en train de se reconfigurer.

1. La liste complète des articles est disponible sur notre page web. Elle comporte des liens qui renvoient vers les articles libres d'accès en ligne : <https://gabrielperi.fr/les-tresors-de-la-pensee/paul-boccarda-dans-la-pensee/>.

Thalia Denape,
économiste, membre du conseil
national du PCF

L a sécurité d'emploi et de formation : une réponse à la domination des femmes

La sécurité d'emploi et de formation (SEF) est souvent restreinte à tort à une proposition « purement » économique, un simple élément parmi d'autres du programme des communistes qui répond au problème du chômage et ne serait pas porteur d'un projet alternatif plus large. La SEF prévoit que tous les individus soient en emploi ou en formation, débouchant sur un emploi, meilleur et mieux rémunéré que le précédent, dans une sécurité de revenu et une liberté de choix. Elle permet de faire disparaître le chômage plutôt que de le réduire. Mais il s'agit également de retrouver du sens et de la créativité au travail et hors du travail au-delà des enjeux de rentabilité, ce qui rejoint des aspirations contemporaines au-delà de l'économie. En ce sens, la SEF est un projet de dépassement du marché du travail, bien plus radical qu'un projet de plein-emploi qui se contenterait d'atteindre un taux de chômage jugé « d'équilibre », défini à 5 % par l'Organisation internationale du travail et qui est une proposition réactionnaire.

La SEF se veut être un projet qui fait le lien entre une transformation du système économique et du système anthropologique pour dépasser la crise actuelle. Je vais tâcher aujourd'hui de développer quelques éléments montrant que la mise en place d'un projet comme la SEF est susceptible de transformer les aspects non-économiques de nos vies. Si on reprend la typologie de Paul Boccard sur les différents moments anthropologiques, la SEF apparaît centrale de manière assez évidente dans les moments travail, politique et informationnel. Je vais donc tâcher d'innover en concentrant mon exposé sur le moment parental et insister sur un autre aspect peu explicité : la transformation des rapports femmes-hommes que pourrait accompagner la SEF.

Dans un premier temps j'évoquerai rapidement les éléments de crise du modèle de la famille conjugale, pour pouvoir ensuite montrer en quoi la SEF peut aider à dépasser cette crise.

On assiste aujourd'hui à une crise de la famille conjugale et à la remise en question d'une domination fondée sur le genre.

Le moment parental est le moment de la famille tout le long de la vie, mais est particulièrement important au début du



cycle de vie qui englobe les moments de la naissance, de la socialisation et l'éducation des enfants si on le prend au sens large. C'est notamment un moment crucial dans la vie des femmes qui assurent aujourd'hui dans nos sociétés l'essentiel du travail reproductif.

La forme historique du modèle parental que constitue la famille conjugale est vivement critiquée sur le plan de la domination patriarcale qu'elle induit, mais une autre forme de famille peine à se définir comme une alternative stable, acceptée dans les mentalités et le droit malgré des créativité nouvelles et des progressions (mariage et parentalité homosexuel, coparentalité, famille monoparentale, etc). Les mouvements féministes s'efforcent de construire de nouvelles relations femmes-hommes qui sortent de la domination dans tous les domaines, à commencer par la division sexuelle du travail qui assigne les femmes aux tâches reproductives, et par les violences sexistes et sexuelles. Néanmoins, les préjugés ont la vie dure malgré l'ampleur du mouvement des femmes : le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le Développement datant de cette année, qui mesure l'indice des normes sociales de genre, montre qu'il n'y a aucune amélioration sur les préjugés de genre. 49 % des enquêtés considèrent que les hommes sont des meilleurs dirigeants politiques que les femmes, 25 % considèrent qu'il est normal que les hommes battent leur femme.

Cette domination se poursuit dans le moment travail et agit en retour sur le moment parental : les femmes sont plus souvent en temps partiel pour s'occuper des enfants, et assurent l'essentiel des tâches domestiques ; au travail, les métiers féminisés sont moins reconnus et moins valorisés, les femmes subissent une discrimination et sont moins bien payées que les hommes, entraînant à nouveau un repli des femmes sur le foyer. Il y a d'ailleurs une contradiction dans le maintien de ces normes de domination selon le genre et la nécessité du développement du travail de tous, de l'augmentation de la qualification et de la créativité qui supposent des normes plus égalitaires.

La SEF peut agir comme un levier pour dépasser les dominations fondées sur le genre en articulant le système économique et anthroponomique.

En agissant sur les moments travail, politique et informationnel, elle peut rétroagir sur le moment parental en créant des conditions favorables au dépassement des dominations, dans une volonté d'émancipation de l'ensemble de l'humanité.

La SEF assure une plus grande place au temps pour soi qui permettrait aux femmes le développement de leur capacité et de leur créativité réelle.

La nouvelle productivité permettrait la diminution progressive du temps de travail et permettrait déjà d'alléger le poids de la double journée (celle où les femmes cumulent le travail et les tâches domestiques), avant qu'une essentielle meilleure répartition du temps domestique dans le couple n'intervienne. Cela permettrait d'augmenter le temps libre des femmes qui pourront le consacrer à des loisirs, à l'engagement syndical et politique, à une vie familiale et amicale plus riche.

La SEF prévoit un développement du temps de formation sans précédent, librement choisi, gratuit car financé par la cotisation. Ce temps de formation est à la base du développement d'une efficacité nouvelle qui permet aux femmes et aux hommes de leur donner les moyens d'exprimer leur créativité. Le développement des services publics de la petite enfance et de l'enfance avec création d'emploi garantirait une place en crèche gratuitement pour tous les enfants. Ceux-ci pourraient alors se développer plus facilement dans un cadre collectif et avec des professionnels de la petite enfance formés à leur métier, tout en libérant les parents de la charge d'organiser les gardes, charge particulièrement lourde pour les familles isolées. Bien sûr, la liberté de choix étant au centre de la SEF, il serait toujours possible pour les familles de garder leurs enfants ou d'offrir cette possibilité également aux grands-parents désireux de s'occuper de leurs petits-enfants, mais ce ne serait plus une contrainte.

La SEF pourrait contribuer à augmenter les droits des femmes.

Il existe une corrélation positive forte entre progression du niveau de développement d'un pays et augmentation des droits des femmes ainsi que baisse des préjugés de genre. La SEF organiserait les possibilités d'un développement des richesses produites, avec un droit à la formation étendu, et donc une progression significative du niveau de développement, ce qui permettrait ainsi un cercle vertueux pour les droits des femmes.

De plus, la liberté de choix dans le travail peut amener à une modification des mentalités vers une place étendue aux choix dans tous les domaines. Pour les femmes, cela pourrait aboutir à une liberté de choix plus grande, notamment sur leur désir d'être mère ou de ne pas l'être, alors que les multiples mesures d'interdiction de l'IVG se développent dans le monde.

La SEF permettrait de rééquilibrer les relations femmes-hommes.

Ce rééquilibrage interviendrait tout d'abord au travail : en effet, en se donnant comme objectif un développement de la créativité de toutes et tous pour développer les richesses produites, plutôt que des logiques de rentabilité, la SEF permet d'aller vers des normes plus égalitaires, car pour atteindre l'exigence d'une nouvelle efficacité, on ne peut pas accepter qu'une moitié de l'humanité soit limitée dans sa capacité de création du fait des rapports de domination. Par exemple, il deviendrait possible de mettre en place un contrôle des entreprises pour sanctionner toute mesure discriminatoire à l'encontre des femmes, contrôle qui serait réalisé par les salariées elles-mêmes qui peuvent saisir les conférences locales, régionales ou nationales. Celles-ci ont le pouvoir de conditionner des taux avantageux de cotisations, d'impôt et d'intérêt des crédits à l'application stricte d'une égalité dans les entreprises. De plus, la valorisation d'une formation exigeante et le lien étroit entre formation et salaire permettraient une augmentation de la rémunération des femmes car elles profiteraient enfin de leur avantage scolaire (les femmes ont aujourd'hui un meilleur niveau de formation que les hommes en moyenne, mais ont toujours un revenu en moyenne plus faible), mais aussi une valorisation des métiers dits féminisés, qui gagneraient en attractivité pour l'ensemble des individus, en tendant ainsi à une plus grande parité.

Ce rééquilibrage agirait alors dans la famille : la segmentation et la sous-valorisation des métiers féminisés ainsi que l'existence d'une discrimination, qui aboutissent à des rémunérations plus basses pour les femmes, sont des arguments sexistes souvent utilisés dans le couple pour que ce soit les femmes qui réduisent leur temps de travail à l'arrivée des enfants, ce qui diminue encore davantage les revenus des femmes. Une remise en question de cela pourrait permettre de renégocier le partage des tâches dans le couple. De plus, cela permet par exemple d'envisager une égalité de durée de congé maternité et paternité (vu que les hommes s'occuperaient alors davantage des enfants) et une reconnaissance d'une nécessité d'un temps élargi pour l'accueil d'un enfant. Enfin, la SEF permet la disparition de l'angoisse du chômage, l'augmentation des revenus et leur continuité, la liberté de choix dans le travail, qui permettent aux femmes de gagner une indépendance nouvelle et de sortir d'une éventuelle dépendance économique dans le couple qui nuit à la relation et peut constituer un terrain pour une domination sur tous les autres aspects de la vie et les violences associées.

La SEF oriente les besoins de recherche, de formation et d'emploi dans les domaines délaissés jusqu'ici et nécessaires à l'émancipation des femmes.

Pour ne prendre qu'un exemple, les femmes sont les premières touchées par les logiques de rentabilité introduites dans la santé, en particulier dans leur accompagnement dans la maternité : fermeture des maternités, pression à l'accouchement rapide contre les logiques physiologiques, moins d'accompagnement aux premiers jours de vie de

l'enfant (on notera le scandale de la « bébé box », proposition phare du gouvernement pour l'accompagnement des jeunes parents qui prévoit *grosso modo* une crème hydratante contre les rougeurs pour bébé et des tisanes anti-déprime pour maman...), etc. La SEF change la logique du système économique, se débarrasse de la logique de rentabilité et permet ainsi la possibilité d'un véritable accompagnement à la maternité et la paternité. De plus, les nouvelles institutions démocratiques pourraient créer des emplois et financer les investissements nécessaires au rattrapage du retard accumulé sur la recherche sur le corps des femmes qui empêche aujourd'hui d'agir sur leur santé spécifique et de lutter contre des maladies comme l'endométriose, pour ne prendre qu'un exemple, du fait d'une vision androcentrée du corps humain.

Pour conclure, J'aimerais évoquer les vigilances à avoir pour que le projet communiste aboutisse réellement à une émancipation personnelle et collective de l'ensemble de l'humanité, sans en exclure les femmes. J'ai cherché à montrer que la SEF peut créer des conditions favorables à une égalité réelle entre femmes et hommes. Néanmoins, la mise en place de celle-ci doit faire l'objet d'une vigilance particulière et de moyens spécifiques car sur la question de l'émancipation des femmes, rien n'est mécanique. Il faudra en effet veiller à la mise en place effective de cette égalité notamment en mandatant les nouvelles institutions

démocratiques à prévoir des moyens spécifiques à la lutte contre les violences faites aux femmes et à la lutte contre les préjugés sexistes, des créations d'emploi dans les associations et services publics qui combattent les inégalités de genre et les violences, ainsi que des formations spécifiques pour les salariés et plus généralement, une formation de tous les salariés à la nécessité de l'égalité. Il faudra aussi évaluer l'évolution de l'emploi des femmes, notamment sur leur recours au temps partiel, sur leur mise en responsabilité au travail, leur charge de travail domestique, ainsi que les niveaux de salaires et prendre des mesures si les objectifs ne sont pas atteints par la sanction, l'incitation, etc. Enfin, la mise en place de la SEF nécessitera des transformations anthropométriques en amont. Les préjugés sexistes persistent et peuvent constituer un blocage à la mise en place d'une Sécurité d'emploi et de formation qui permette une égalité effective. Or, celle-ci ne permettra pas une plus grande efficacité sur le plan économique ainsi qu'une émancipation réelle du genre humain si elle ne permet pas aux femmes de se libérer des dominations qu'elles subissent. Cela doit nous inciter à engager une réflexion large sur la manière de transformer les rapports de genre profondément en accordant une place centrale à l'éducation et à l'accompagnement à la parentalité afin de préparer les jeunes générations à l'égalité.

Paul Boccara

**Une sécurité
d'emploi
ou de formation**

**Pour une construction révolutionnaire
de dépassement contre le chômage**

Yves Dimicoli,
économiste, ancien membre de la
direction du PCF et ancien animateur de la
commission économique du PCF

Les travaux de Paul Boccarda sur les crises, au cœur des enjeux politiques d'aujourd'hui

Paul Boccarda a révélé les processus de suraccumulation durable du capital avec l'analyse des cycles longs du capitalisme, de 48 à 60 ans¹. À une phase d'essor des conditions économiques accompagnant le profit, succède une phase de difficultés de 23 à 35 ans, nommée par Paul « crise systémique ». Du fait de l'excès de capital global relativement au profit global réalisable, remplacer les salariés par des machines aux technologies économisant le capital matériel n'empêche plus, alors, le chômage et l'insuffisance de la demande de croître, tandis que s'exacerbe la surexploitation des travailleurs employés.

L'issue est ouverte par les luttes qui, conjuguées à des idées neuves, finissent par imposer une dévalorisation structurelle de capital à taux réduit, nul, voire négatif, déformant le capitalisme².

Ainsi, après la deuxième guerre mondiale, les nationalisations, le financement public de la production, la Sécu... ont imposé le « capitalisme monopoliste d'État social ». Mais, après les « trente glorieuses », le capital privé, en appui sur le capital public dévalorisé et fort de critères de gestion inchangés dans la production, a repris son accumulation jusqu'à l'actuelle crise systémique. Mais celle-ci dure depuis 50 ans³.

Les réponses capitalistes ont, en effet, engendré trois révolutions des opérations économiques la rendant très radicale.

La révolution informationnelle, analysée et ainsi nommée par Paul, fait suite à la révolution industrielle qui s'achève au plan mondial. Elle tend, elle, à remplacer des opérations du cerveau humain par des machines transformant l'information. Précisément, les informations – les résultats des recherches par exemple – deviennent plus importantes que le matériel pour produire. Or, une même information peut être partagée et enrichie jusque dans le monde entier.

D'où la visée d'un dépassement vers une économie de « partages généralisés », selon l'expression de Paul, avec un bond des dépenses pour développer toutes les capacités humaines et le recul systématique de tous les coûts en capital.

Au contraire, privatisations et déréglementations aidant, le capital privé récupère ce partage possible avec, jusqu'en Asie si peuplée, l'expansion des multinationales. Au sein de leurs réseaux monopoleurs, elles peuvent mieux partager les coûts informationnels qu'un État ou une entreprise étatique. Pour enrichir leurs actionnaires et détruire les rivaux,



elles l'ont fait, jusqu'ici, contre leur base nationale, en délocalisant, en fragmentant les processus productifs, en multipliant les fusions et acquisitions financées par appels aux marchés financiers.

Dans les pays industrialisés, où elle est née, la révolution informationnelle a boosté les services, ainsi que de rapides progrès de productivité industrielle contre l'emploi. Hyperconcurrence et déflation salariale ont contenu les prix à la consommation.

L'industrialisation en trombe des pays émergents a soutenu la croissance mondiale avec la salarisation et l'urbanisation de foules immenses. Sur cette base, l'État autoritaire chinois s'est emparé de la révolution informationnelle jusqu'à inquiéter Washington pour son *leadership* technologique mondial.

Ce faisant, l'humanité a été rendue plus interconnectée et interdépendante que jamais. Le principe de luttes se conjuguant pour maîtriser et construire autrement le monde peut sortir des limbes face aux périls.

La révolution monétaire, liée à la révolution informationnelle, résulte du désancrage de la monnaie à l'or⁴ érigeant le dollar en monnaie mondiale de fait. D'où une création monétaire effrénée, surtout en dollars, et l'envolée des endettements, publics et privés, sur des marchés financiers globalisés inflationnistes et spéculatifs qu'accompagne la déflation sociale.

En s'endettant à l'extérieur dans leur propre monnaie, les États-Unis aspirent les capitaux flottants, accentuant leur ascendant informationnel et militaire, et exportent des capitaux américanisés dominateurs. Paul parlait de « néoimpérialisme ». Les excédents commerciaux de la Chine sur les pays industrialisés lui ont fait accumuler d'énormes réserves en dollars replacées, pour l'heure, en bons du Trésor des États-Unis. La stabilité du dollar dépend donc aussi, désormais, de Pékin.

Les pays européens se sont dotés de l'euro pour rivaliser avec le dollar dans l'attraction des capitaux, au lieu de servir à partager et se codévelopper⁵. Cela mine leur modèle social, aggrave chômage, retards technologiques, cancer financier et hémorragie de capitaux. Mais la colère sociale gronde, même au Royaume-Uni où elle a été si longtemps refoulée, poussant le besoin d'une autre utilisation de l'euro.

Pays émergents et en développement souffrent le plus de la dictature du dollar et de la politique monétaire américaine. Les BRICS, pour s'en émanciper, aspirent à un instrument monétaire commun, défiant le FMI. De quoi interpellier les Européens. La révolution écologique exige un changement de paradigme, celui du profit et de l'accumulation. Elle résulte de l'extension du système capitaliste au monde entier qui met en cause la survie de notre niche écologique. Paul parlait de « la tragédie des fins de cycle long » ! Une crise protéiforme fait rage, suscitant des majorations de coût et appelant d'immenses besoins de reconversion fondamentale des productions. Les migrations de survie exacerbent les besoins de services publics et d'institutions de co-développement. Mais les intérêts dominants résistent frénétiquement. Illusionnant sur le « capitalisme vert », leurs mesures de correction s'appuient sur les marchés et respectent la domination du système capitaliste, faisant grandir anxiété et protestation dans tous les milieux.

Depuis 2008, la crise de ces réponses capitalistes fait rage. Les poussées périodiques d'insuffisance de la demande globale ont pu être, plus ou moins, compensées par les endettements publics et privés. Mais, dès 2007-2008, éclatent des crises de surendettement puis une première récession mondiale. Contrairement aux années 1930, des soutiens publics ont empêché une déflation catastrophique. Les achats bancaires massifs d'obligations d'État, appuyés par les Banques centrales, ont surtout servi à regonfler les marchés financiers et à aider des investissements réels contre l'emploi. D'où, dès 2019, le retournement vers une autre récession mondiale précipitée par la pandémie de la COVID en 2020.

Les États ont alors « quadruplé » leurs interventions, accentuant les endettements publics, grâce à une création de monnaie des banques centrales comparable, en deux ans, à celle des dix années précédentes.

Avec une reprise de rattrapage, l'inflation financière est repartie de plus belle. Les pénuries d'énergie, dues à l'odieuse guerre en Ukraine et aux spéculations, celles des composants, dues à la désorganisation mondiale des chaînes d'approvisionnement et d'activité, celles d'emplois et de qualifications, dues à l'obsession de rentabilité, ont fait ressurgir l'inflation des prix à la consommation. Elle reflète la suraccumulation, l'inefficacité de l'offre, le manque de services publics.

Ne sachant, face à l'inflation, que « refroidir » la demande, les banques centrales ont relevé les taux d'intérêt, faisant chuter les cours des obligations publiques déjà émises. Des banques, goinférées de ces titres et ayant prêté à tout va, chancellent.

Les banques centrales sont face à un dilemme. Poursuivre la hausse des taux précipiterait une récession, déjà effective en Allemagne, tandis que s'essouffle la reprise chinoise,

et elle mettrait à mal l'immobilier. Mais une baisse rapide des taux enflammerait les marchés financiers.

Sûrs que les banques centrales sont obligées de conjurer tout effondrement, les marchés financiers ne désarment pas, préemptant d'immenses potentiels de création monétaire, lesquels pourraient, au contraire, servir à codévelopper les humains et protéger la vie sur terre.

Les États-Unis, protectionnistes, s'appuient sur l'OTAN, regonflée par la guerre, pour pousser leur complexe militaro-industriel, contenir la Chine, aligner l'Europe. Ils s'appuient sur la crise écologique pour lancer des méga plans de soutien au capital, au nom d'une « réindustrialisation verte », attirant plus que jamais l'argent. Les pays européens tentent de rivaliser sur ce terrain, dans une surenchère mortifère d'aides publiques aux profits et de déflation sociale, accentuant, qui plus est, la concurrence intrazonale... Gare à l'euro !

Les propositions avancées par Paul, visant à maîtriser et commencer à dépasser les marchés du capitalisme, sont d'une actualité brûlante :

- 1 – Le marché du travail avec la sécurité d'emploi ou de formation, but et moyen de sortie de crise.
- 2 – Les marchés monétaires et financiers avec un nouveau crédit bancaire, incitatif à la création d'emploi et à la formation, pour les investissements réels, matériels et de recherche avec des Fonds régionaux de bonification sélective d'intérêt et un pôle financier public élargi de nationalisations bancaires ; avec une BCE refinançant sélectivement ce crédit et un Fonds d'expansion des services publics sollicitant sa création monétaire ; avec une refondation du FMI et de la Banque mondiale et la promotion d'un nouveau DTS comme monnaie commune mondiale alternative au dollar.
- 3 – Le marché de produits et services avec de nouveaux critères de gestion et une refonte écologique et culturelle des productions.
- 4 – Le marché mondial avec des coopérations de co-développement et une expansion commune des services publics et des biens communs à toute l'humanité.

1. Marx a analysé qu'au fondement des crises de surproduction que connaît le capitalisme, tous les 7 à 11 ans, il y a la suraccumulation de capital : un excès de capital global, relativement au profit global réalisable, qui interdit au capital additionnel un profit suffisant. Une partie du capital global doit alors se valoriser à taux réduit. C'est une dévalorisation conjoncturelle. Avec l'analyse « systémique » et celle des cycles de 48 à 60 ans du capitalisme, dits « cycles Kondratieff », Paul Boccara a mis en lumière le processus de suraccumulation durable du capital : le rapport « capital accumulé/valeur ajoutée produite » s'élève, renvoyant à l'élévation du capital accumulé relativement au profit global réalisable, au travail salarié et aux limites de la population exploitable. Depuis les années 1790, le capitalisme a connu quatre cycles Kondratieff.

2. Il s'agit, à chaque fois, d'une transformation marquante du système, comme l'a montré Paul Boccara, « avec une modification des règles du marché, du jeu du régulateur du taux de profit et l'avènement d'une nouvelle structure sociale ».

3. Cela conduit à postuler que le type historique de régulation du système capitaliste – par le taux de profit *via* les prix de marché – est définitivement enrayé et qu'il n'y aura plus de cycle Kondratieff. Autrement dit, le moment est venu de chercher à commencer à dépasser ce système.

4. Initié sous le mandat du président américain Nixon en 1971-1973, relancé en 1979 (choc Volker) et accentué sous le mandat du président américain Reagan en 1980-1982.

5. La force de son taux de change est prétendument assurée par la destruction de leur modèle social censée contenir leur endettement, la baisse obsessionnelle du « coût du travail » censée assurer la compétitivité de leurs produits et des taux d'intérêts censés rendre plus attractifs les placements en euro qu'en dollar.

Luttes syndicales dans un groupe pétrolier multinational



Je vais commencer mon propos par deux faits. Le premier : quatre textes en 1982 revisitent le droit du travail, les lois Auroux qui « feraient » entrer la « démocratie » dans le monde du travail... dans les faits, ces lois sont mises en place suite à une volonté du patronat d'encadrer le calendrier des luttes (Lois Auroux : relatives aux libertés des travailleurs, négociation annuelle, expression directe des salariés, mise en place des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT)... Le second : à la suite du plan chimie lancé en 1982 par l'État, une vaste restructuration de ce secteur qui avait été nationalisé a lieu. C'est par un décret du 24 décembre 1987 que Rhône-Poulenc est autorisé à céder la totalité de ses participations dans le capital d'Orogil à la société américaine Chevron Chemical Company. J'intègre l'entreprise en 1992 au poste de secrétaire, statut intérim suivi d'un CDI, à l'avenant 1-employé. Là je découvre que, dans l'entreprise, il y a deux régimes d'accords : pour les salariés ex-Rhône-Poulenc et pour les nouveaux embauchés, à qui d'autres accords s'appliquent, moins-dissimulés socialement. Exemple : la retraite chapeau pour les ex Rhône-Poulenc, financée entièrement par l'employeur (régime à prestations définies) qui garantit un niveau global de retraite pour ses salariés.

Les dégâts de la rentabilité

D'ailleurs, qu'est-ce que Chevron groupe mondial pétrolier américain ? Aujourd'hui plus de 60 000 salariés, présents sur tous les continents. Au début du xx^e siècle, la loi anti-trust aux USA a morcelé les quelques grands groupes pétroliers en plusieurs compagnies. Je peux vous dire qu'aujourd'hui, au xx^e siècle, le groupe Chevron est redevenu ce qu'il était.

Le rythme des fusions-acquisitions, qui se font quasi tous les 10 ans, a aussi rythmé les modifications des conditions de travail et d'organisation des salariés. [Chevron-Phillips, Chevron-Texaco, rachat Paramins à Lubrizol]. Tout ça en parallèle à l'évolution, au bouleversement de la révolution technologique et informationnelle.

Évidemment, l'objectif de ces acquisitions-fusions a toujours été assumé : augmentation de la rentabilité et, de fait, garder une enveloppe constante de « rémunérations » des salariés. Ce qui est valable pour l'ensemble du secteur (exemple de Total qui a aussi connu des découpages par des filialisations). Et ce secteur de la chimie est un secteur à la pointe de la révolution technologique et information-

nelle (et lorsqu'un site ne l'est pas il faut se poser la question de son devenir...). Toutes les décennies, introduction par vague de nouvelles technologies.

Dans un système économique qui cherche à économiser de l'humain dans le processus de production et de recherche. On pourrait attendre de ces évolutions technologiques un allègement de la charge de travail. Sauf que ce qui prime c'est la recherche d'efficacité maximum, associée à des réorganisations qui font reposer la responsabilité de la finalité du travail, et non plus de sa propre exécution, jusqu'au plus petit coefficient.

Dans la branche chimie, la recherche de la rentabilité a conduit à l'externalisation de services, informatique, gestion paie, bureaux d'études, entretien des locaux, services de sécurité, remplacement du personnel par de l'intérim... et donc hors la convention collective et aussi des accords d'entreprise.

Ce que j'ai vécu, par contre, comme syndicaliste, délégué syndical et secrétaire du CCE, ce que mon syndicat porte, c'est la volonté farouche de la sécurité au travail, ce qui veut dire : jamais un salarié seul à son poste de travail, un outil de travail entretenu, des procédures strictes en cas de dépotage, des procédures immédiates de dépollution, et ces procédures validées par les organisations syndicales et pas par la direction américaine, une ouverture/une visite de l'usine organisée pour les habitants proche du site... et tout ça n'a été arraché que par la lutte, et un rapport de force constant entre l'organisation syndicale, les salariés et les directions d'entreprises.

Ce rapport de force créé a aussi permis que le ratio entre personnel entreprise et extérieur soit pérenne, voire en réinternalisant des services (informatique...). Quand je dis rapport de forces, je dis construction de la revendication, luttes



sur ces revendications par la grève pour préserver et obtenir de nouveaux conquits spécifiques à l'entreprise. Tout en faisant le lien avec les luttes nationales.

La formation, clé de la réussite de la Révolution informationnelle

L'évolution des technologies, la révolution informationnelle sont portées par un fantasme du capitalisme que le robot allait remplacer l'humain. Le système de la modélisation dans le secteur de la recherche, plus d'accidents au travail... (rachats par Air liquide de sites industriels faisant passer le nombre de salariés de 150-200 à 4, mais plus sur site, car pilotage à distance avec une sécurité industrielle du site par drones).

Par exemple, quand la norme européenne REACH a été travaillée, Chevron a mandaté le directeur de l'usine de l'époque pour faire du *lobbying* en tant qu'expert. REACH, c'est le règlement européen qui est entré en vigueur en 2007 pour sécuriser la fabrication et l'utilisation des substances chimiques dans l'industrie européenne. À l'époque, dans mon service, on a été amené à travailler sur ce dossier pour voir l'impact et les contraintes sur nos procédures de travail. Et donc sur quelles mesures il fallait peser pour qu'elles nous correspondent et qu'elles soient le moins contraignantes pour l'entreprise. Donc l'objectif était clairement assumé que les mesures n'aient pas de portée environnementale ou ne soient pas plus protectrices pour les salariés et la population, mais qu'elles soient en définitive les moins contraignantes pour la commercialisation et le transport des produits. Et ce *lobbying* a été réussi.

Pour continuer sur l'évolution des technologies et la révolution informationnelle, la mise en œuvre n'est possible que si on y associe de la formation professionnelle, initiale et continue. Et parce que nous en étions conscients dans mon syndicat, par exemple, quand nous avons négocié fin 1999 les 35 heures, nous avons construit le cycle de travail pour les salariés postés en y intégrant une journée de formation. Il a quand même fallu une grève et on y est arrivé.

Sur la branche, aujourd'hui, comme le rapport de force est différent, la volonté affichée de concurrencer les diplômes, d'État et donc à valeur nationale, par les certificats de qualification professionnelle est assumée par le patronat.

Je vous ai dit en introduction que j'avais été embauchée comme secrétaire. Ma formation professionnelle initiale,

c'est un niveau deug de droit, une formation d'assistante de direction par l'AFPA. Et aujourd'hui, je suis technicienne qualification et homologation dans la recherche et le développement. En fait, je me suis appropriée la sécurité d'emploi ou de formation. J'ai eu des périodes de chômage, pendant lesquelles j'ai été formée. Chez Chevron, j'ai bénéficié d'une formation en interne avec les salariés qui ne demandaient qu'à partager leurs connaissances. Et en externe, j'ai suivi une formation dans un lycée technique professionnel, formation construite conjointement avec la Chambre de commerce et d'industrie du Havre et Chevron. Et une formation par l'ENSPM à l'IFP, L'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs à l'institut français du pétrole.

La sécurité d'emploi ou de formation, ça m'a construite. Ça a participé à la construction de mon identité dans ce monde.

La formation professionnelle dans notre monde capitaliste est toujours fonction de l'employabilité des individus. Alors que la sécurité d'emploi ou de formation nous retire du lien de subordination. Et, pas que. Ça m'a émancipée en tant que femme. Accéder à un métier très genré masculin. Être une femme syndicaliste dans un syndicat d'une entreprise avec des emplois, genrés masculin pour la production, genrés féminin pour l'administratif.

La formation professionnelle repose aujourd'hui sur le principe de la monétarisation au lieu de libérer du temps. C'est un enjeu de société.

Et puisque le sujet de notre table ronde traite du diagnostic et des enjeux d'issues à la crise, un dernier point concernant la crise de 2008. En réalité, l'impact a commencé à être vu dans ma boîte en 2010, et encore. *Quid* de la crise qui s'annonce aujourd'hui? tout va bien chez Chevron. Impact covid? dans la branche, accroissement du recours à l'activité partielle. Chez Chevron, record de bénéfices. Impact augmentation du prix de l'énergie? Dans la branche, des entreprises ont eu recours au chômage technique pour revendre leur énergie! Aujourd'hui, les perspectives économiques de branche sont en progression.

Et pour coller à l'actualité, en sortie de covid les luttes pour les salaires ont été un levier pour la mobilisation contre la réforme des retraites, et aucun doute que demain les luttes pour les salaires vont reprendre.



Dominique Plihon,
professeur honoraire d'économie à
l'université Sorbonne-Paris Nord

Paul Boccarda et la crise économique



Je voudrais commencer par dire mon admiration pour Paul Boccarda qui a influencé mes réflexions sur le capitalisme, à commencer par sa thèse du capitalisme monopoliste d'État. Celle-ci garde une certaine actualité aujourd'hui quand on constate l'évolution récente du capitalisme dominé par des oligopoles, notamment dans des secteurs tels que le numérique ou la banque. ATTAC et l'Observatoire des multinationales viennent de publier le mois dernier un ouvrage intitulé *Le Livre noir du CAC 40* dont la problématique est assez proche des analyses de Paul Boccarda.

Comme le thème de notre table ronde est « la crise économique : diagnostic et enjeux d'issues », je vais essayer de montrer la pertinence et l'actualité de la pensée de Paul Boccarda en me situant par rapport à l'un de ses derniers ouvrages *Transformations et crise du capitalisme mondialisé – Quelle alternative ?*, dont la deuxième édition a été publiée en 2015.

Je me situerai au double niveau du diagnostic de la crise du capitalisme et des propositions pour promouvoir des alternatives

Diagnostic : une crise systémique, durable, et multidimensionnelle du capitalisme financiarisé et mondialisé

Le premier tome de l'ouvrage de Paul est sorti en 2007, soit l'année même où éclatait l'une des plus grandes crises du capitalisme. Or sa vision du capitalisme mondialisé et dominé par la finance proposait une grille d'analyse qui, d'une manière anticipée, permettait d'annoncer et de comprendre les causes de cette crise majeure.

Paul Boccarda insistait sur « la radicalité » de la crise du capitalisme monopoliste d'État inscrite dans un cycle de longue période, qui l'a conduit à conclure qu'il s'agit d'une crise qui dure, et dont l'issue est incertaine. Par ailleurs, Paul Boccarda avait mis en avant le caractère global et multidimensionnel de la crise actuelle, ce qu'il appelait les « révolutions » qui amplifient les contradictions internes du capitalisme, qui perturbent le processus d'accumulation capitaliste et réduisent la rentabilité du capital : révolution informationnelle, écologique, sociale, sanitaire et monétaire (crédit).

Paul Boccarda a bien décrit les trois principales réponses apportées par les politiques néolibérales à ces contradictions internes du capitalisme contemporain :

– L'augmentation des profits au détriment des salaires dans la valeur ajoutée.

– La croissance à crédit.

– La recherche de débouchés offerts par le reste du monde. Ce qui conduit Paul Boccarda à montrer que le capitalisme néolibéral est intrinsèquement associé à la montée des inégalités, au surendettement et aux déséquilibres commerciaux.

La cause principale de l'essoufflement et de la crise actuelle du capitalisme provient de ce que l'ensemble des leviers mis en place par les politiques néolibérales pour restaurer la rentabilité du capital a atteint ses limites. Diagnostic que je partage avec Paul Boccarda, comme la plupart des économistes progressistes.

Ainsi en est-il du niveau devenu considérable de l'endettement des ménages et des entreprises. Le canal du crédit, qui a été un des moteurs du capitalisme financier, aujourd'hui en panne par suite de cette situation de surendettement global.

Dans ce contexte, les États sont intervenus massivement pour éviter l'effondrement du système productif et financier, et pour préserver la rentabilité du capital (socialisation des pertes). Mais, et c'est une contradiction majeure, ces interventions publiques ont affaibli les États (montée de la dette publique) et sont à l'origine de l'instabilité financière (création massive de liquidité et hausse des taux d'intérêt par les banques centrales).

Les enjeux et scénarii de sortie de crise : les propositions de Paul Boccarda

Dans son livre *Transformations et crise du capitalisme mondialisé*, Paul Boccarda présente un certain nombre de propositions pour une sortie de crise « progressiste ».

Parmi les propositions les plus saillantes :

– Maîtrise et dépassement des quatre marchés fondamentaux : travail, monétaire et financier, production, marché mondial (réforme des organisations internationales : FMI, BM, OMC).

– Nouvelles avancées de l'appropriation sociale des moyens de production, contrôle social des entreprises

– Développement des services publics et de l'État social, à rebours des politiques néolibérales.

Ces pistes de réforme correspondent très largement à celles que nous défendons dans notre ouvrage *Le Livre noir du CAC 40*. Ainsi, la transformation radicale du capitalisme mondialisé et financiarisé passera nécessairement par le démantèlement de ces oligopoles, qu'il s'agisse des GAFAM ou des grandes banques systémiques, préalable indispensable au contrôle social. Ces alternatives dépendront

très largement des rapports de force entre l'oligarchie politico-financière dominante et l'ensemble des forces politiques et sociales progressistes. L'épisode récent de la réforme macronienne des retraites en France montre que la partie est loin d'être gagnée...

Un scénario noir, réactionnaire n'est pas à exclure... dont certains éléments sont présents aujourd'hui.

Trois obstacles majeurs à surmonter pour éviter ce scénario noir :

– L'affaiblissement des politiques publiques et de l'État stratège et planificateur, indispensables à la bifurcation écologique et sociale.

– La régression de la démocratie : progression des gouvernements autoritaires et illibéraux.

– Conflits géopolitiques entre les blocs de pays = > coopération internationale difficile.



Denis Durand,
animateur de la commission économique du
PCF, codirecteur d'Économie & Politique

Efficacité contre rentabilité : des critères opérationnels pour les luttes

Le travail de Paul Boccarda sur les nouveaux critères de gestion a été exposé pour la première fois de façon systématique en 1978, et a connu tout son développement après la victoire électorale de 1981, au moment où, dans la crise du capitalisme monopoliste d'État social, on n'allait pas tarder à rencontrer les limites des conceptions politiques déléguant à l'État le soin de corriger les contradictions du capitalisme.

Il faut mesurer ce que ce travail a apporté de profondément nouveau. Le principe d'une intervention des salariés dans la gestion des entreprises est à peu près aussi ancien que le mouvement ouvrier, avec des moments emblématiques comme la controverse entre Guesde et Jaurès sur la nationalisation des charbonnages, ou, plus tard, les espoirs placés dans les prérogatives économiques des comités d'entreprises.

Mais ce que Paul Boccarda apporte de nouveau, c'est le moyen d'opposer une alternative rigoureuse au critère de rentabilité qui guide les décisions en régime capitaliste, et en règle ainsi tout le fonctionnement. Non seulement des critères précis, radicalement opposés à celui du taux de profit, mais les moyens d'exprimer ces critères dans un langage concret, celui de la comptabilité d'entreprise, utilisable dans les luttes sociales pour réfuter les arguments patronaux et mobiliser autour d'objectifs de production, de technologies, d'embauches, de formation, de financement définis par les salariés et leurs représentants.

Je ne peux donner, dans ce bref exposé, qu'une idée générale de ces critères, qui forment un système, de la même façon que le critère capitaliste du taux de profit s'exprime selon différents points de vue dans tout un appareil d'indicateurs et de ratios.

La logique première est d'opposer à la rentabilité – qui rapporte le profit au total du capital avancé – un critère d'efficacité. Transcrit dans les termes de la comptabilité d'entreprise ordinaire, ce critère est le rapport entre la valeur ajoutée et le montant total du capital matériel et financier avancé dans l'entreprise.

Une efficacité économique, écologique et sociale

L'efficacité dont il est question ici est économique : c'est la recherche d'une efficacité maximale du capital matériel et



financier, soit le maximum de valeur créée pour une masse donnée de travail mort avancée sous forme de moyens matériels de production ou d'engagements financiers. C'est aussi, d'emblée, une efficacité écologique : pour un montant donné de valeur ajoutée, on cherche à minimiser la quantité de moyens matériels – équipements, matières premières, énergie – mis en œuvre. C'est enfin une efficacité sociale : plus les avances en capital sont limitées en regard de la valeur ajoutée créée, moins le prélèvement d'une part de cette valeur ajoutée pour rémunérer les apporteurs de capitaux sous forme de profit se justifie.

Mais pour que cette dimension sociale s'impose, elle doit être expressément visée par la recherche d'une maximisation de la part de la valeur ajoutée qui ne va pas aux profits. Cette valeur ajoutée disponible s'oppose au profit comme l'efficacité VA/C s'oppose au taux de profit. La combinaison de ces deux critères conduit donc à faire croître le plus efficacement possible la valeur ajoutée qui alimente les salaires et les prélèvements destinés à une utilisation sociale : cotisations sociales et prélèvements fiscaux destinés à financer les services publics.

On peut être plus précis en disant que le but est de faire croître une valeur ajoutée disponible supplémentaire, au-delà de la valeur ajoutée disponible nécessaire pour respecter la réglementation existante et l'état actuel de la gestion de l'entreprise. Cette valeur ajoutée supplémentaire peut être effectivement produite, et elle sert alors à aug-

menter les salaires et les prélèvements publics. Elle peut aussi rester potentielle, c'est-à-dire que le gain de productivité qui l'engendre sert à réduire le temps de travail, condition première pour faire grandir le « règne de la liberté » en réduisant le « règne de la nécessité ».

La valeur ajoutée disponible à prendre en compte ne se limite pas à celle qui sera distribuée aux salariés de l'entreprise considérée; elle peut se calculer en prenant en compte l'effet de telle ou telle décision de gestion sur l'ensemble de la population concernée par l'entreprise. Par exemple, le critère pertinent pour la gestion d'une banque est la valeur ajoutée créée par l'ensemble du tissu économique qu'elle finance, rapporté, d'une part au total de ses crédits à ce tissu économique, d'autre part au stock de capital matériel qu'il met en œuvre.

Il y a là une cohérence d'ensemble qui peut constituer la base d'un type tout à fait nouveau de planification non étatique, décentralisée, démocratique, autogestionnaire et axée sur le développement des êtres humains dans toutes leurs dimensions.

Les nouveaux critères de gestion et de financement, et la conquête de pouvoirs démocratiques qu'ils viennent appuyer, rendent concrète l'idée d'un nouveau type de croissance de la productivité, une recherche d'efficacité fondée sur le développement des capacités humaines – le travail vivant, l'emploi et la formation – et non pas sur l'accumulation de moyens matériels de production pour augmenter le taux d'exploitation des travailleurs sous l'aiguillon de la rentabilité capitaliste.

Cette proposition profondément révolutionnaire s'est heurtée à des résistances principalement inspirées par l'étatisme qui dominait, et qui domine encore la vision du monde à gauche. Mais elle n'en a pas moins nourri, depuis plus de 40 ans, des expériences concrètes et de nombreuses luttes dans l'industrie, dans les services et dans les services publics.

Aujourd'hui, son actualité prend des formes nouvelles. J'en prendrai deux exemples.

Le premier est la revendication d'une conditionnalité des aides publiques aux entreprises. Leur montant atteint depuis la « grande récession » de 2008 puis le confinement de 2020 des proportions extraordinaires qui ont frappé l'opinion. Il paraît alors naturel que ces aides ne soient pas dispensées sans contrepartie de la part des entreprises bénéficiaires. Mais quelles contreparties ? Dans le cas des aides (chômage partiel, prêts garantis par l'État...) dispensées en 2020 au moment des confinements, la condition signifiée aux employeurs était : soyez rentables ! C'est ainsi que les principaux bénéficiaires d'aides en ont profité pour accélérer leurs plans de suppressions d'emplois – et pour accentuer la désindustrialisation du pays. Par contraste, on peut concevoir ce qu'aurait donné la consigne de réduire en priorité les dépenses en capital matériel – par exemple en carburants et en matières premières – ou de choisir, pour restructurer l'outil de production, des technologies reposant sur le développement des qualifications de la main-d'œuvre plutôt que sur l'externalisation ou sur l'acquisition de compétences par croissance externe. C'est cette logique qui a inspiré nos propositions pour le financement des retraites reprises dans un appel lancé par toutes sortes de personnalités du mouvement social¹ : moduler les cotisations sociales patronales pour inciter à la croissance de la masse salariale en proportion de la valeur ajoutée.

De la contestation de la rentabilité capitaliste au dépassement des marchés eux-mêmes

Un autre témoignage de l'actualité du travail de Paul Boccara est la place que tient la mise en avant de nouveaux critères de gestion dans le projet communiste, tel que le récent congrès du PCF en a affirmé l'« actualité brûlante », pour citer le texte adopté à Marseille en avril dernier.

Le conflit entre le critère du taux de profit dans la gestion des entreprises et dans l'utilisation de l'argent, d'une part, et de nouveaux critères d'efficacité, d'autre part, avec les choix de gestion concrets dans lesquels il peut se traduire à tel ou tel stade du processus selon l'évolution des rapports de forces, caractérise le chemin menant de la crise actuelle de la civilisation capitaliste et libérale à une civilisation communiste où les « producteurs associés » auraient le pouvoir d'organiser l'économie selon de nouveaux principes régissant non seulement la répartition des richesses, mais d'abord leur production. Dans la bataille d'idées, cette référence aux critères de gestion a un premier avantage : donner un contenu concret à cette transition, que l'on hésite encore parfois à qualifier de « socialiste », entre le capitalisme et le communisme conçu à la fois comme une société radicalement différente de la société capitaliste, et comme le chemin qui y mène.

Elle a un deuxième avantage : appeler à poursuivre le travail ! Car les nouveaux critères de gestion dont on parle aujourd'hui sont des critères marchands : c'est leur utilité dans les luttes mais c'est aussi leur limite puisque le but final est de dépasser les marchés, sans perdre de vue pour autant la nécessité d'une organisation efficace de la production, de l'économie de moyens en vue d'un but social ou écologique donné. Cette recherche d'un dépassement des nouveaux critères de gestion eux-mêmes est contenue d'emblée dans le travail qui a mené à leur définition. Et elle n'est pas renvoyée à un stade futur, un communisme achevé qui se distinguerait du processus qui y conduit. Il doit donc faire l'objet d'expérimentations dès les luttes d'aujourd'hui. C'est par exemple le cas des critères d'efficacité non marchands qui doivent dès aujourd'hui inspirer la gestion des services publics comme l'hôpital ou l'école. On voudrait définir une mesure du degré de réponse aux besoins sociaux rapporté aux dépenses en travail pour obtenir ces réponses. Paul Boccara a identifié ces domaines de recherches, la suite du travail est devant nous.

Références

- Paul Boccara, *Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères*, Éditions Sociales, 1985.
- Claude Laridan et Philippe Benollet, *Pour une gestion radicalement nouvelle, La Dialectique pour changer de Gestion*, Notre Temps, 2013.
- Claude Louchart (dir.), *Nouvelles approches des gestions d'entreprises*, L'Harmattan, 1985.
- « Entreprise, le retour des critères de gestion », dossier d'*Économie & Politique*, n° 764-765, mars-avril 2018, <http://www.economie-politique.org/sites/default/files/eco_po_764_765_dossier.pdf>.
- Jean Lojkine, *Le Tabou de la gestion. La culture syndicale entre contestation et proposition*, L'Atelier, 1996.

1. <<https://www.economie-et-politique.org/2023/01/18/retraites-pour-une-reforme-de-progres-social-et-de-civilisation-contre-le-recul-de-lage-de-depart/>>.

Daniel Bachet,
professeur émérite à l'Université
d'Évry-Paris-Saclay

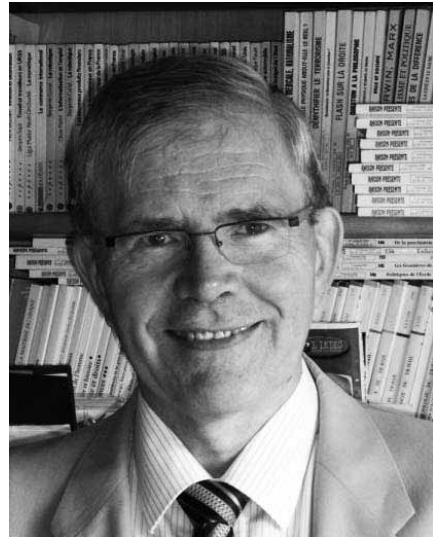
Intervenir avec de nouveaux outils comptables

Paul Boccard est l'un des premiers économistes et théoriciens à avoir saisi l'importance des outils comptables alternatifs au profit et à la rentabilité. Il a compris très rapidement que la manière de voir et de compter était décisive pour prendre des décisions stratégiques en faveur du travail et de l'emploi. Les outils de gestion sont des « technologies politiques ». Ils orientent la façon de voir et d'organiser le travail. Ils ont également pour mission de provoquer ou bien d'empêcher les atteintes aux fonctions environnementales essentielles à la survie de la biosphère. Ils peuvent enfin prévenir ou non les dégâts collatéraux du développement économique sur les humains : risques socio-psychologiques, accidents, coûts de l'insécurité environnementale, etc.

On peut démontrer que le travail est susceptible d'être appréhendé comme une véritable source de valeur à travers une nouvelle manière de voir et de compter. C'est dans cette perspective que travaillent les économistes et les théoriciens qui poursuivent les analyses de Paul Boccard : Frédéric Boccard, Yves Dimicoli, Denis Durand, Nasser Mansouri-Guilani, Fabien Maury, Catherine Mills, Alain Morin et toute l'équipe de la revue d'*Économie et Politique*. Il existe un lien étroit entre les critères de gestion, la conquête des pouvoirs démocratiques et l'utilisation de l'argent par les entreprises et les banques. Denis Durand en particulier a bien insisté sur le développement d'un nouveau crédit bancaire pour les entreprises qui embauchent, qui forment et qui créent des richesses. Il s'agit d'économiser les ressources naturelles, de faire baisser le coût du capital afin de dégager davantage de moyens pour le développement des êtres humains¹. De fait c'est toute la représentation de la « productivité » qui est à revoir et à remplacer par des critères d'efficacité économique, sociale et écologique.

Le travail, le capital et l'entreprise : Réhabiliter la valeur ajoutée

La valorisation du travail est indissociable de l'outil comptable mais également de la démocratisation et de la reconstruction de l'entreprise. En effet, le travail ne peut exister que dans un cadre institutionnel qui dépasse l'activité immédiate de son exercice au quotidien. Refonder l'entreprise pour construire une véritable démocratie économique implique comme préalable d'assigner à l'entreprise une finalité institutionnelle qui ne soit plus le profit, puis d'en ti-



rer toutes les leçons en termes d'organisation des pouvoirs et de nouvelle efficacité économique et sociale.

Le pouvoir stratégique ne peut plus provenir de la seule propriété des titres de capital. L'apport de capital pourrait être pensé sur le modèle du prêt bancaire par opposition aux actions sur les marchés. Les apporteurs de capitaux n'appartiennent pas véritablement à l'organisation humaine productive qu'est l'entreprise. Les actionnaires de contrôle, qui prêtent l'argent, apportent des moyens financiers, mais ils n'utilisent ni les locaux, ni les machines, et ils n'obéissent pas aux normes qui se créent dans l'organisation productive. Ils ne sont que des apporteurs de fonds ou des prestataires de services qui possèdent des parts. Ils ne doivent plus détenir le pouvoir de créanciers résiduels et leurs voix ne seront plus prépondérantes dans la prise de décision. C'est une étape dans la démocratisation générale de l'économie qui concerne la nouvelle conception d'un marché socialisé mais également la création monétaire qui doit être, elle aussi, adossée à des instances démocratiques. Ainsi, les actionnaires n'ont pas vocation à participer directement au pouvoir stratégique. À terme, les financements devraient être assurés par un système bancaire socialisé et démocratisé et non par des actionnaires à la recherche de rentabilité financière.

Il faut, par conséquent, conduire juridiquement les dirigeants des entreprises à prendre en compte l'ensemble des intérêts qui vont être affectés par leur décision et non les seuls intérêts des actionnaires. Cela implique que les dirigeants ne soient plus seulement nommés au comité exécutif ou au directoire par celles et ceux qui apportent le capital mais également par l'ensemble des salariés créateurs de valeur.

L'objectif de l'entreprise, conçue à la fois comme une « société » (entité juridique) et une structure productive, est de produire et de vendre des biens et/ou des services en vue de dégager un revenu : la valeur ajoutée. C'est la fonction première et « l'objet social » même de l'entreprise qui donne du sens à l'action du dirigeant sous le contrôle des mondes du travail. Le dirigeant (ou le comité exécutif qui dirige l'entreprise) doit agir en respectant un certain nombre de contraintes : équilibre économique et écologique, intérêts collectifs des parties constituantes, conditions de travail, etc.

Or, l'article 1832 du Code civil indique que la « société est instituée par deux ou plusieurs personnes qui conviennent par un contrat d'affecter à une entreprise commune des biens ou leur industrie en vue de partager le bénéfice ou de profiter de l'économie qui pourra en résulter ».

L'énoncé de cet article occulte le collectif de travail, la structure productive et ne fait référence qu'au « bénéfice ». Aussi faut-il changer cette formulation et souligner que l'objectif de la société n'est pas de maximiser le profit et de partager le bénéfice qui en résulte (ce qui n'intéresse que les détenteurs de capitaux) mais de produire et de vendre des biens et des services. La contrepartie économique de cette richesse créée est la valeur ajoutée à partager équitablement entre les parties constitutives de l'entreprise.

La valeur ajoutée est une grandeur économique qui se calcule par la différence entre le chiffre d'affaires et les consommations intermédiaires. Elle est à la fois le véritable revenu de l'entreprise et la source de revenus des ayants droit entre lesquels elle est répartie : le personnel (salaire), la société (autofinancement) et les apporteurs de capitaux (rémunération du prêt).

Grandeur économique essentielle, elle permet de couvrir le coût global de la structure qu'est l'entreprise : garantir sa pérennité, financer les salaires du personnel (cotisations sociales incluses) et des dirigeants, rémunérer les intérêts des banques, régler les impôts et taxes demandés par l'État, assurer l'autofinancement (amortissements de l'outil de production de la structure + parts réinvesties du résultat), rémunérer les capitaux engagés.

Le profit ne représente qu'une part de la valeur ajoutée, ne garantit pas la performance globale de l'entreprise, c'est-à-dire son efficacité économique, sociale et écologique.

Il est par conséquent plus que jamais indispensable d'assigner une nouvelle finalité à l'entreprise et de construire juridiquement, c'est-à-dire politiquement, de nouvelles règles qui tiennent compte de celle-ci si l'on souhaite rééquilibrer les pouvoirs concernant les décisions de production et de répartition des richesses.

Une nouvelle organisation des pouvoirs

L'axe structurant de la nouvelle organisation des pouvoirs pourrait être conçu sur la base d'une nouvelle légitimité des dirigeants qui recevraient leur pouvoir de gestion et de décision à la fois des travailleurs et des apporteurs de capitaux. Les actionnaires de contrôle n'auraient cependant pour vocation que d'apporter le capital et d'être rémunérés pour cette avance par un taux d'intérêt. Ils ne sont que des prestataires de service. Si le taux d'intérêt est fixé, il suffit de négocier leur part au moment de l'affectation des résultats. Dans les grandes sociétés : ouverture massive du conseil d'administration², qui est une instance stratégique, aux représentants des salariés, afin de mieux définir l'intérêt de « l'entreprise » et des différentes parties concernées. Rappelons que le conseil d'administration est un organe de direction qui a comme mission, à la tête d'une organi-

sation, de définir sa stratégie. Le contrôle social doit s'exercer non seulement dans les instances de délibération (assemblée générale et conseil de surveillance) mais également dans les instances de direction des entreprises (comité exécutif ou directoire).

L'organisation du travail et du temps de travail pourrait relever d'un « conseil d'entreprise ». Ce conseil d'entreprise aurait pour mission de repenser le travail en vue d'initier les formes d'autonomie et d'émancipation pour une démocratie directe sur les lieux de travail.

Ce conseil d'entreprise disposerait d'un droit renforcé à la consultation et à l'information, mais également d'un pouvoir de veto sur de nombreuses décisions : équipement des postes et gestion du temps de travail, embauches, mutations, etc. Le dirigeant de la société ne pourrait agir que s'il obtenait l'accord de son conseil d'entreprise. Ce dernier serait présidé par un représentant des salariés. Les conseils d'entreprise seraient donc de pures assemblées de salariés, sans représentants de l'employeur.

La configuration institutionnelle d'ensemble (conseil d'administration ou de surveillance, comité exécutif ou directoire et conseil d'entreprise) réorganiserait les pouvoirs opérationnels, tactiques et stratégiques. Ce qui signifie qu'il faudrait multiplier les formes de contrôle des salariés à ces trois niveaux qui relèvent des domaines économique et politique.

Dans cette nouvelle configuration, les *stock-options* et autres rémunérations axées sur la création de « valeur actionnariale » n'auraient plus aucun sens, la « vraie » valeur devenant la valeur ajoutée.

Le pilotage de la société et de l'entreprise ne pourrait alors s'effectuer que sur la base de comptes de gestion orientés valeur ajoutée dont la confrontation permettrait ensuite aux différentes instances institutionnelles reconfigurées de prendre des décisions plus conformes au développement de l'entreprise telle que nous l'avons définie. Les représentants des salariés au conseil d'administration et au conseil d'entreprise seraient alors en mesure de faire connaître l'intérêt social de l'entreprise qui se mesurerait d'abord par la production et la vente de biens et de services.

Les propositions que nous avons présentées se situent dans le prolongement des travaux de Paul Boccara sur les outils de gestion alternatifs à la rentabilité capitaliste. Elles devraient déboucher sur une normalisation qui les précisent et qui les rendent opérationnelles.

Mais il ne suffit pas de développer une nouvelle vision de l'entreprise et de nouveaux modèles comptables. Encore faut-il les traduire en normes susceptibles de produire les indicateurs de performance correspondant aux nouveaux objectifs assignés aux entreprises. Cela suppose une validation institutionnelle de l'information sociale et environnementale.

Comment parvenir à s'entendre sur les indicateurs susceptibles de l'exprimer et se doter d'outils normatifs pour les mesurer ? La mission est à la fois technique et politique. Cela implique de démocratiser les espaces institutionnels stratégiques où se jouent pour le moment la fabrication des normes comptables par les seuls maîtres des « codes du capital » (experts de la comptabilité, avocats, banquiers et politiques) et de donner la possibilité aux citoyens d'investir les lieux de pouvoir afin de décider du « bien commun »³. Pour cela, il ne faut pas enfermer les espaces de délibération à l'intérieur des seules unités de production. Cela suppose au contraire de concevoir des formes institutionnelles méso et macro sociales qui soient à même de définir les niveaux de salaires dans les entreprises mais également les

choix d'orientation des investissements ou les niveaux de qualification.

Le bien commun ne se confond pas avec un « optimum financier » mais relève d'une efficacité indissociablement économique, sociale et écologique globale. La question des normes comptables devrait être instruite et débattue par des citoyens éduqués au goût de la vérité et aux modes de délibération pour faire émerger une intelligence collective irréductible au capital.

Il s'agit de concevoir un autre code que celui du capital qui « remettrait le droit des entreprises, des marchés et de la finance au service de l'intérêt commun »⁴.

Bibliographie

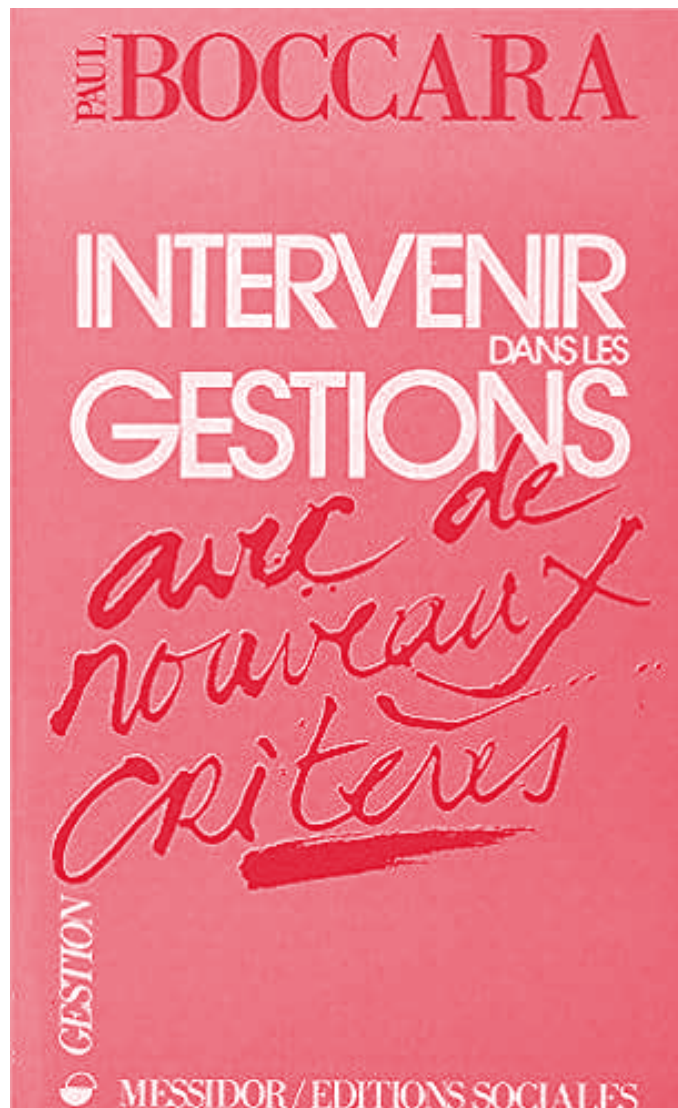
- Bachet Daniel, *Reconstruire l'entreprise pour émanciper le travail*, UPPR, 2019.
- Boccara Paul, *Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères*, Messidor, Éditions Sociales, 1985.
- Boccara Frédéric, *Les PME/TPE et le financement de leur développement pour l'emploi et l'efficacité*, Les éditions des Journaux Officiels, mai 2017.
- Durand Denis, « De la crise de l'entreprise aux nouveaux critères de gestion : tour d'horizon des propositions en présence », *Économie et Politique*, n° 764-765, mars-avril 2018.
- Durand Denis, *Sept leviers pour prendre le pouvoir sur l'argent*, Éditions du Croquant, 2017.
- Mansouri-Guilani Nasser, *10 propositions pour sortir de la crise*, Éditions de l'Atelier, 2009.
- Pistor Katharina, *Le Code du capital, comment la loi fabrique la richesse capitaliste et les inégalités*, Seuil, 2023.
- Toulouse Jean-Michel, *La Démocratie ne peut pas être « représentative » ! La démocratie directe délibérative : bilan et perspectives*, L'Harmattan, 2022.
- Toulouse Jean-Michel, *Quelle démocratie délibérative ? La démocratie directe délibérative : bilan et perspectives*, L'Harmattan, 2022.

1. *Sept leviers pour prendre le pouvoir sur l'argent*, Éditions du Croquant, 2017.

2. Ou du conseil de surveillance comme en Allemagne.

3. Pour des propositions de démocratisation de l'élaboration de la décision politique, tant au niveau des entreprises qu'au niveau sociétal, voir les derniers ouvrages de Jean-Michel Toulouse cités dans la bibliographie.

4. Katharina Pistor, *Le Code du capital, comment la loi fabrique la richesse capitaliste et les inégalités*, Seuil, 2023.



Fabienne Rouchy,
membre de la commission exécutive
confédérale de la CGT

Un point d'appui et une source d'inspiration pour les luttons syndicales

Dans sa bataille pour les droits d'intervention des salariés dans la gestion des entreprises, la CGT considère les travaux de Paul Boccarda comme une référence importante aujourd'hui, comme elle l'a été dans les luttons des dernières décennies. C'est une dimension présente dans tous les aspects de notre bataille syndicale, et pour le syndicalisme en général.

Les nouveaux critères de gestion avancés par Paul Boccarda sont des outils dans la bataille syndicale pour réfuter les fausses évidences du discours patronal affirmant qu'« il n'y a pas d'alternative ». Ils aident les salariés à expliciter les objectifs d'efficacité sociale, écologique et économique dont leurs luttons sont porteuses, et qui s'opposent, de fait, radicalement, à l'obsession de la rentabilité et de la baisse de ce que le patronat et le gouvernement appellent le « coût du travail ».

Les entreprises exercent en effet une responsabilité sociale du fait de l'impact de leur activité sur la société et l'environnement. Cette responsabilité ne doit pas rester un sujet de discours ou un thème de communication. Elle concerne l'ensemble des dimensions de la vie sociale et les entreprises ont, dans ce sens, des comptes à rendre à la population, mais elle s'exerce de manière particulière à l'égard des salariés, qui sont au cœur du fonctionnement de l'entreprise. Cela implique pour la CGT que les salariés doivent avoir un ensemble de droits d'intervention, allant jusqu'à l'intervention sur la stratégie de l'entreprise.

Me concernant, en tant que syndicaliste CGT salariée de la Banque de France, j'ai régulièrement expérimenté la nécessité absolue d'être à l'écoute des propositions des salariés, dans le cadre notamment de grands projets portés par la direction ou de transformations nécessaires de l'outil de production.

De nouveaux critères de gestion et de financement à la Banque de France

Pour donner des exemples concrets, lorsqu'il s'est agi de modifier certains processus de fabrication et de mettre en place de nouvelles machines dans les sites industriels de



la fabrication des billets, les errements de la direction, au nom d'un aveuglement technologique niant l'apport et les capacités créatrices des salariés, ont failli mettre en péril l'existence même de nos usines, les emplois associés, et la capacité du pays à produire des billets de qualité, répondant aux exigences de la confiance du public dans la monnaie.

Si la Banque de France est aujourd'hui le premier producteur de billets en euros, c'est parce que les syndicalistes de l'imprimerie de Chamalières, après des années de mobilisations, ont en son temps convaincu Jean-Claude Trichet, alors gouverneur, de corriger des choix technologiques désastreux pour adopter ceux qui ont fait le succès industriel d'aujourd'hui.

Si la papeterie fiduciaire de Vic-le-Comte est actuellement en capacité d'accueillir la construction d'une nouvelle imprimerie moderne, porteuse d'avenir, c'est parce que les très fortes mobilisations sociales ont imposé la modernisation et l'intégration de la papeterie de la Banque de France

dans un pilier public européen de fabrication des billets. Tout cela ne s'est pas fait sans grèves, parfois dures, et sans le soutien de la population et de ses élus.

Le conflit en cours à Chamalières pour des conditions de travail acceptables, avec un nombre suffisant d'ouvriers autour des machines d'impression, est partie prenante de cette lutte acharnée pour le respect des personnels et la reconnaissance de leur expertise. Nous contestons radicalement l'obstination des dirigeants de l'irouchynstitution à maintenir un climat social délétère tout en jouant la division entre catégories de salariés et en faisant pression sur les autres organisations syndicales contre la CGT, très implantée et majoritaire sur le site. Nous le faisons en étant porteurs d'une autre logique, faisant reposer l'efficacité industrielle sur le développement des capacités des ouvriers, des techniciens, des ingénieurs, des employés et cadres de nos sites de production, grâce à un développement suffisant de l'emploi et de la formation de toutes et tous.

Quoi qu'en pensent les employeurs, les salariés sont les meilleurs experts de leur travail et la conquête de nouveaux droits d'intervention pour eux et leurs représentants est plus que jamais d'actualité. Elle se situe dans une bataille pour notamment davantage d'administrateurs salariés et un pouvoir accru pour ces représentants des personnels, partie intégrante du combat difficile que nous menons contre le capital.

En outre, la responsabilité sociale des entreprises n'a de sens que si elle fait l'objet d'une appropriation collective et citoyenne, afin d'échapper à la forme qu'elle prend trop souvent : celle d'un engagement unilatéral et auto-administré, servant bien souvent principalement les objectifs de communication interne et externe des firmes multinationales et masquant l'incompatibilité des aspirations des actionnaires avec celles d'autres acteurs, en particulier celles des salariés. Pour parvenir à cette appropriation collective, l'ensemble des acteurs doit être sollicité, les salariés bien sûr, mais également les populations concernées par le développement des activités de ces groupes dans les pays d'implantation qui doivent pouvoir être entendues, les consommateurs, les citoyens, etc.

Elle doit être associée à un régime de sanctions pour celles des entreprises qui viendraient à violer les normes internationales, européennes et nationales, et il faut mettre en place une conditionnalité sociale et environnementale des aides publiques aux entreprises.

Au contraire de critères de pure rentabilité, les nouveaux critères de gestion proposés par Paul Boccara sont des outils utiles aux luttes syndicales pour faire prévaloir une autre cohérence, au niveau de la gestion de l'entreprise comme de l'ensemble de la société.

À la Banque de France, par exemple, nous cotons les entreprises et les banques se réfèrent à cette cotation pour leur attribuer des prêts. Notre système de cotation s'appuie sur la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements financiers et évalue le risque du point de vue des banquiers et des actionnaires.

Aujourd'hui, quand une entreprise développe sa capacité à produire des richesses en investissant et en créant des emplois, la Banque de France peut la sanctionner en dégradant sa cotation au nom de critères purement financiers, sans attendre le retour sur investissements. Cette méthode est destructrice d'emplois. Nous voulons, au contraire, que ces critères de cotation soient définis au niveau national, dans le cadre d'une politique monétaire européenne au service du bien-être humain.

Nous revendiquons une réforme de la cotation et sa modulation en fonction de critères sociaux (création et sécu-

risation des emplois, développement de la formation), économiques (renforcement du potentiel de création de valeur ajoutée dans les territoires) et écologiques (économie de moyens matériels, de matières premières et d'énergie, non-pollution de l'environnement). La prise en compte de tels critères répondrait également à l'urgence écologique que nous traversons : réchauffement climatique, effondrement des écosystèmes, empoisonnement des sols et des aliments, 6^e extinction des espèces, etc.

Enfin, pour la CGT, les organisations syndicales doivent être concrètement associées à la mise en œuvre d'une conditionnalité sociale et environnementale des aides aux entreprises, en particulier concernant les multinationales.

En résumé, les travaux de Paul Boccara sont un point d'appui et une source d'inspiration pour nous, et nous continuons à travailler sur les matériaux très utiles à notre réflexion qu'ils constituent indéniablement.



Intervention d'Alain Obadia, président de la Fondation Gabriel Péri

Chers amis et camarades

Nous avons convenu avec Frédéric, Catherine et Nasser que j'intervienne sur le registre du témoignage. Je souhaite le faire à partir d'une expérience de travail en commun avec Paul. Cela permettra d'illustrer les conditions réelles dans lesquelles son travail s'est effectué, conditions réelles qui ne sont pas exemptes de difficultés et de contradictions.

J'ai voulu intervenir dans cette partie du débat car la première initiative forte qui nous a réunis Paul et moi porte sur la question des critères de gestion et qu'elle a marqué le début d'une longue coopération.

Il a été souligné l'importance que Paul accordait à la liaison étroite entre le travail d'élaboration théorique et la confrontation de celui-ci avec l'action, les luttes, les mobilisations populaires, la réflexion commune avec le mouvement syndical pour développer les capacités d'intervention des salariés.

L'initiative sur laquelle je veux nous faire réfléchir ensemble relève justement de cette démarche et de cette préoccupation.

J'ai quelque part la fierté de pouvoir rappeler que le bureau national de l'UGICT a été la première instance à tenir une journée d'étude avec Paul sur la question des critères de gestion. Ce doit être vrai puisque c'est lui qui me l'a dit. Cette journée d'étude s'est tenue à la mi-1982.

Élément important, lorsque j'ai fait cette proposition au bureau l'accord a été massif. Il faut dire que cette initiative répondait à un vrai besoin. Il était important de favoriser le développement de batailles syndicales très concrètes sur ces questions dans les entreprises, pour favoriser le développement des luttes, avec une argumentation plus percutante sur la réalité des moyens existants et donc sur les avancées possibles.

Quelques mots pour rappeler le contexte de ce moment. Le Parti communiste participe au gouvernement de gauche avec toutes les contradictions que cela implique. La CGT entretient un rapport ambivalent avec ce gouvernement. Elle soutient les avancées en cours mais, dans le même mouvement, elle exprime sa volonté de pousser plus loin le changement pour qu'il réussisse pleinement. Nous sommes encore dans la période où il y a des avancées (discussion des lois Auroux, loi de démocratisation du secteur public, LOTI concernant les transports, processus de nationalisations en cours). Mais nous sentons bien :

- que des freins existent dans le gouvernement qui empêchent le changement de se situer à la hauteur des nécessités ;

- que certaines des avancées sont insuffisantes et peuvent même se retourner si certaines mesures ne sont pas prises (exemple des Lois Auroux avec leur portée mais aussi leurs limites face aux stratégies patronales d'intégration) ;



- qu'il existe, dans la population, un attentisme massif sur la base d'une vision du changement décrété d'en haut et que la participation active des salariés pour créer un rapport de force satisfaisant n'est pas vraiment intégrée ;

- que nous avons besoin de cette intervention, mais que celle-ci, pour se développer, doit se situer à portée de lutte dans l'entreprise ce qui n'est pas le cas des orientations macro-économiques et de la démarche étatiste dans lesquelles les socialistes veulent cantonner le débat.

- C'est d'autant plus vrai qu'au-delà des grands discours de cette époque sur l'industrie — portés par exemple par Jean-Pierre Chevènement responsable de cette question au gouvernement — la poursuite du processus dit de restructuration de l'industrie (en fait de désindustrialisation) frappe de plein fouet le pays.

Bref, nous avons besoin d'acquiescer les concepts, les analyses et plus globalement la démarche d'élaboration concrète indispensable pour relever ces défis.

Une journée marquante

Nous nous mettons donc d'accord avec Paul sur l'objectif et le format. Ni lui ni nous ne voulions des discours généraux et de l'autocongratulation. Nous voulions une session de formation et de réflexion permettant des débouchés concrets à partir d'exemples d'entreprises ou de groupes que connaissaient bien les membres du bureau (Thomson, CGE, Saint Gobain, Rhône Poulenc ou encore BNP et Crédit Lyonnais pour les banques). C'est bien ce qui s'est produit. Dans mon souvenir ça a été une journée marquante pour nous tous. Ce fut évidemment le cas pour les syndicalistes

que nous étions. Nombre d'entre nous avaient déjà lu les articles de Paul dans *Eco Po* ou dans *Issues*. Mais se faire expliquer la démarche et décortiquer les concepts avec la réponse à des questionnements ou à des interrogations, c'est évidemment autre chose. Et puis, comme l'après-midi nous avons pu concrétiser tout cela sur les entreprises que j'ai citées, cela nous a ouvert des horizons !

Je crois aussi, en tous les cas il nous l'a dit, que Paul était heureux. D'abord parce qu'il était toujours heureux de partager son travail, ses connaissances, ses réflexions, ses analyses. Ensuite parce que la partie de réflexion sur les groupes industriels et financiers avec les perspectives de batailles concrètes que cela pouvait engendrer, lui semblait essentielle. D'ailleurs, il ne la concevait pas autrement que dans l'échange et l'élaboration collective avec ceux qui étaient sur le terrain, qui vivaient les situations, qui pouvaient agir dessus. Par ailleurs, il se disait, et je me le disais aussi, que si l'actif militant de la CGT s'emparait de la thématique ça pouvait porter loin. Ça pouvait donner plus de force et d'efficacité aux luttes dès lors que celles-ci portaient dans un même mouvement protestation, résistance et propositions.

Évidemment, aujourd'hui cette idée peut sembler familière. En tout cas, elle est dans le paysage. Mais ne nous y trompons pas ! C'était loin, très loin, d'être le cas il y a quarante ans !

Pour tout dire, nous avons rencontré dans notre mouvement syndical d'immenses résistances sur ce point. Et de fait, à cette époque nous sommes restés minoritaires. L'idée qui prédominait était qu'intervenir sur les gestions n'était pas de la responsabilité des syndicalistes. Que la gestion c'était l'affaire des patrons. Que nous allions créer une confusion des genres et que nous allions tomber dans la collaboration de classe ! Ce débat, s'il a été fort dans la CGT, a aussi existé dans le Parti. Certains s'en souviennent ici !

Nous nous sommes donc battus, chacun dans sa sphère de responsabilité, pour faire prévaloir des conceptions plus offensives. À cette époque, la section économique du Parti était allante sur ce sujet. Dans la CGT, le bureau confédéral, je peux en témoigner, était majoritairement ouvert à la démarche. Comme secrétaire général Henri Krasucki ou Gérard Alezard en tant que responsable des questions économiques ont mené ce combat avec conviction. Ils n'étaient pas seuls. Bien d'autres l'ont fait aussi ; que je ne tente pas de citer car la liste serait longue et que je risquerais d'en oublier certains.

L'intervention des salariés dans les gestions et sur les critères d'efficacité ainsi que la liaison revendications/propositions alternatives ont été placées au cœur des orientations de l'UGICT. Dans les années qui ont suivi, de nombreuses luttes ont été menées dans bien des entreprises qui ont été sous tendues par cette approche. Mais force est de constater qu'il nous a fallu beaucoup plus de temps que nous ne l'imaginions pour que cette idée devienne un bien commun dans l'actif militant de la CGT.

Je ne suis pas en train de dire que ces résistances, ces retards seraient la cause principale de la victoire, à ce moment historique, de ceux qui prônaient la soumission aux thèses néolibérales et qui étaient en train de prendre le dessus. On l'a vu quelques mois après avec le tournant de la rigueur. C'est bien la responsabilité des orientations dominantes du gouvernement qui est en cause. Je pense néanmoins que si l'intervention des salariés était allée plus loin, nous aurions pu obtenir sectoriellement des résultats meilleurs et surtout nous aurions pu permettre à des millions de travailleurs de gagner en conscience de classe, en

clarté sur la nature de l'affrontement, en confiance dans leur force potentielle.

Paradoxalement, les résistances qui se faisaient jour sur une base apparente de rectitude de classe, relevaient d'un postulat sous-jacent qui allait à l'inverse en considérant que la gestion c'est toujours l'affaire du capital et que nous ne devons pas nous en mêler. À leur corps défendant, les tenants de cette thèse laissaient le champ libre au patronat et à la droite, bien sûr, mais aussi à la social-démocratie qui avait poussé et théorisé la vision selon laquelle il faut accepter que la gestion des entreprises reste sous la responsabilité du seul patronat. Des années plus tard et sous la pression des dogmes qui dominent la construction européenne, le social-libéralisme étendra cette logique à l'ensemble de l'économie qui devrait avant tout selon cette approche donner des preuves de son attractivité pour les actionnaires et les marchés financiers. Dans ces conceptions, le politique devait se contenter de réguler les conséquences de cette situation pour en limiter, prétendument, les effets sur les couches populaires avec les résultats qu'on connaît.

Il m'a semblé intéressant de rappeler ce contexte politique et idéologique à partir d'un exemple concret car il fait aussi partie des conditions du combat que Paul a mené.

Au-delà de cet exemple, je veux souligner qu'avec son apport majeur à l'analyse du capitalisme monopoliste d'État, de la crise systémique et du rôle de la révolution informationnelle, qu'avec ses propositions novatrices sur la sécurité d'emploi ou de formation, qu'avec l'élargissement de l'horizon des luttes qu'il embrasse en réfléchissant sur la dimension anthropologique du combat émancipateur, Paul a beaucoup apporté pour permettre au mouvement populaire de se déployer pleinement. C'est le combat qu'il a mené. C'est un combat de pleine actualité et d'avenir. Je suis heureux d'y avoir à ses côtés apporté ma modeste pierre.



La sécurité d'emploi et de formation (SEF) et les jeunes



JEUNES COMMUNISTES

On aborde la SEF à ce moment de la rencontre, dans les perspectives de construction et d'action qu'on peut tirer des travaux de Paul Boccara, puisque ce projet formulé dès 1996 n'est pas un projet clef en mains. Bien au contraire, il a été construit dans et pour l'action politique et à ce titre il appelle à d'autres développements.

C'est parce que la question qui nous intéresse est celle de l'action politique, et de l'action politique efficace pour une transformation révolutionnaire de la société, que nous avons besoin d'un projet communiste. Et c'est un projet doté d'une cohérence globale, qui articule le dépassement du capitalisme avec l'émancipation de toutes les dominations, qu'est la SEF, et il est important d'insister sur le fait que c'est un projet de transition révolutionnaire, donc dynamique, qui a besoin de l'intervention continue, consciente et organisée de notre classe : on ne peut pas séparer l'intervention théorique dans des journées comme celles-ci de la pratique politique dans les luttes, et c'est pour ça qu'il faut insister sur l'appropriation collective et critique de la SEF.

En effet, la SEF est le nom que l'on donne à la transition qui vise à changer le mode de régulation de l'économie, contre le taux de profit qui est aujourd'hui le critère qui oriente toutes les décisions de production, d'investissement, de financement. On peut s'arrêter un instant sur ce concept de régulation, central dans les travaux de Paul notamment dans les controverses qui ont pu l'opposer aux structuralistes comme Maurice Godelier : loin de signifier la reproduction à l'identique, la pérennité, la régulation permet de concevoir comment, malgré l'expression dans tous les aspects du système capitaliste de cette contradiction fondamentale capital-travail salarié, le système peut former un tout cohérent. La régulation, c'est le concept qui permet de penser en même temps la cohérence profonde du système et son caractère contradictoire et qui permet d'en déduire l'analyse de ses lois de mouvement, de ses transformations, de sa dynamique ; et donc, de comprendre ses limites et penser son dépassement révolutionnaire. Si bien que cette notion de régulation nouvelle de l'économie nécessite de faire sauter cette séparation entre l'économie et le politique, puisqu'elle ne se limite pas aux frontières de l'entreprise mais concerne le système dans son ensemble, et la SEF précisément vise à articuler le travail et l'au-delà du travail, pour un tout autre rapport au travail et une révolution de l'ensemble des rapports sociaux.

Ce sera donc le dernier point de cette introduction : il ne faut pas tomber dans le travers de penser que la SEF serait une question technique. Parce qu'elle vise le dépassement du mode de production capitaliste, elle engage une transformation révolutionnaire non seulement des rapports sociaux de production, c'est-à-dire l'ensemble des relations sociales nécessaires à permettre la production et la reproduction de la vie immédiate (d'où l'intérêt de Paul pour l'anthroponomie, puisque ces rapports sociaux renvoient également aux réalités politiques, juridiques, théoriques d'une société qui donnent forme aux contradictions qui traversent le réel), mais la SEF engage aussi une révolution des forces productives qui sont en relation dialectique avec ces rapports de production (puisque dépasser la forme marchandise du travail implique de révolutionner les rapports pratiques entre les hommes dans la production de leurs moyens d'existence).

De là vient l'articulation centrale dans la SEF des enjeux de formation, de développement des capacités humaines, avec celles d'emploi, de rapports sociaux nécessaires à la mise en mouvement des forces productives.

La SEF, c'est donc un projet révolutionnaire de dépassement du capitalisme, qui vise à répondre aux immenses défis de civilisation qui nous attendent, ce qu'on peut voir à l'aune de ce que ça représente pour les jeunes.

Ce n'est pas très original de partir de la façon dont la SEF répond aux besoins et aspirations de la jeunesse, d'une part parce que « la jeunesse » est souvent un argument électoral alors même que c'est une catégorie d'âge qui s'abstient massivement, peut-être parce que c'est un thermomètre de l'ambition qu'une société se donne pour son avenir.

La jeunesse, en première ligne face à la précarité intrinsèque du salariat capitaliste

« Jeunesse » : ce groupe social doit être pris dans son ambivalence dialectique. Il n'est pas coupé du monde social et à ce titre il est traversé par les antagonismes de classe, il vit des réalités diverses. Mais cette période de la vie où l'individu se construit est marquée par des expériences et des aspirations communes aux jeunes, et donne une consistance à cette catégorie. Parmi ces aspirations, qui en vérité sont des aspirations de l'ensemble de la société, on a l'autonomie, l'accès à une formation de qualité mais aussi l'accès à un travail épanouissant et utile, bien rémunéré et sécurisé, permettant ainsi une liberté hors du travail et du salariat capitaliste.

Dans le contexte actuel de crise systémique du capitalisme, les jeunes travailleurs sont utilisés comme variable d'ajustement aux besoins du marché du travail, à travers la recrudescence des formes d'emploi précaire qui fragilisent leurs parcours. En témoigne ainsi la volonté des gouvernements successifs de subventionner l'emploi des jeunes, de sorte que le patronat n'aurait pas à les rémunérer. Ils représentent par ailleurs une porte d'entrée pour faire accepter à l'ensemble du salariat des formes d'exploitation accrue, à travers la mise en place de contrats en dehors du droit commun, d'une myriade de sous-statuts d'insertion dirigés vers les 16-25 ans (services civiques, CPE, garantie jeunes, mais plus largement le recours important au CDD et à l'intérim), parce que le patronat tire parti de leur aspiration à entrer sur le marché du travail, de leurs compétences acquises récentes, de leur flexibilité. Les jeunes sont ainsi à la fois « une variable d'ajustement pour les besoins de valorisation du capital et un public prioritaire sur lequel on expérimente la libéralisation du travail »¹. Enfin, notons que ces dispositifs d'exception permettent également le financement public de l'accumulation privée, à travers notamment le financement par l'État d'une main-d'œuvre à moindre coût².

C'est à la fois inefficace pour les jeunes qui n'ont pas les moyens de construire librement leur vie et leur avenir, de s'émanciper, mais aussi pour la société, car la précarité de l'emploi génère du chômage de masse chez les jeunes et prive la société de leurs qualifications et de leurs apports, à l'heure où la révolution informationnelle appelle à un tout autre développement de la productivité, qui mette les salariés, leur créativité et leurs compétences au centre.

C'est précisément un dépassement de la précarité fondamentale qu'organise le marché du travail, que ce soit celle des revenus, ou celle liée à la sujétion salariale, qui fragilise l'emploi, que permet la SEF. Parce que l'enjeu est de s'attaquer aux structures qui engendrent la précarité et les inégalités sociales, en dépassant le marché du travail de manière révolutionnaire, c'est-à-dire en l'abolissant de façon réussie : il s'agit donc de supprimer le processus en prenant en compte le problème auquel celui-ci permet de répondre, nommément l'organisation des mobilités des hommes et de l'appareil productif, et en résolvant ce problème tout autrement. Ce système de sécurité d'emploi ou de formation, articulé à la Sécurité sociale, se déploie selon plusieurs chantiers : la sécurisation des parcours de vie tout en permettant la mobilité des salariés, afin de permettre une nouvelle efficacité sociale de la production, laquelle doit être démocratiquement gérée, grâce à de nouveaux pouvoirs sur les entreprises et les banques.

Ces nouveaux pouvoirs s'exercent par les salariés en interne des entreprises, mais aussi par une planification nou-

velle décentralisée et démocratique, avec des moyens financiers, et un suivi démocratique des engagements pris. Et l'on s'appuie sur des pôles publics dominants dans les grands secteurs économiques, constitués par nationalisations ou par création d'entreprises publiques, qui impulsent la mise en œuvre de ces orientations démocratiquement décidées dans toute la filière.

La SEF, c'est la possibilité pour tous d'alterner un emploi dans le cadre d'un CDI très amélioré et des périodes de formations, dans une sécurité de revenu, sans jamais passer par la case chômage. Le salaire est payé par l'employeur, le salarié en formation est rémunéré par des cotisations sociales mutualisées payées par les entreprises. Le développement du volume d'emploi (absent dans les autres propositions de gauche) est assuré par l'instauration de pouvoirs nouveaux sur les entreprises et sur l'argent, notamment celui des banques, contre le pouvoir du capital.

Pour les jeunes spécifiquement, et leur insertion dans l'emploi, il s'agirait donc de mettre en place des engagements de création d'emploi et d'embauches de jeunes par les entreprises (par exemple, avec un quota de 10 % d'embauche de jeunes de moins de 25 ans par toutes les entreprises afin de sortir de cette exclusion massive de la jeunesse hors de l'emploi sécurisé)³ ; un revenu de formation sécurisé pour les étudiants en formation initiale, ce qui rejoint la revendication de la JC d'un revenu étudiant, des contrats de type « CDI plus », c'est-à-dire des CDI sécurisés avec un temps de formation significatif, rémunéré et obligatoire pour l'employeur, sanctionné par un diplôme. Mais également la mise en place de pré-recrutement de jeunes dans les entreprises publiques et la Fonction publique, avec une formation rémunérée, par exemple dans l'éducation, la santé, les transports... Il s'agirait de recruter les jeunes par concours, ils recevraient un présalaire durant leur formation et celle-ci serait sanctionnée par un diplôme.

En résumé, la SEF pour les personnes c'est, après la formation initiale, une affiliation automatique auprès d'un nouveau service public de l'emploi et de la formation. Chacun peut passer une convention avec ce service public et avec son employeur, engageant ce dernier, pour sécuriser son accès à une formation choisie et rémunérée, débouchant sur un meilleur emploi que le précédent. On pourrait imaginer dès à présent que chacun aurait droit, en plus, à 3 ans de formation, rémunérée en milieu de vie professionnelle, soit pour se réorienter et changer de métier, d'activité, soit pour approfondir ses connaissances, progresser dans le même type d'activité.

Une nouvelle régulation de l'économie, une nouvelle liberté pour les individus

Un tel système supprimerait le chômage comme régulateur du marché du travail, et donc dépasserait le marché du travail qui est l'un des quatre marchés fondamentaux du capitalisme. En effet, la nouvelle régulation économique permise par la SEF peut être schématisée de la façon suivante : face à une baisse de la demande, on conserve les gens, mais on engage des dépenses de recherches et de formation, avec revenus et emplois maintenus. On ne les met plus au chômage.

Cela tire la demande de services publics de formation, pendant qu'on engage des concertations collectives pour de nouvelles productions écologiques et sociales, économisant le capital matériel. On redémarre alors pour de nouvelles productions, accompagnées par des investissements matériels et, surtout, des embauches et le retour des sala-

riés de la formation au travail, ainsi qu'une réduction du temps de travail. Ce système oppose donc à la régulation capitaliste du marché du travail qui s'appuie sur le chômage, une mobilité maîtrisée, c'est-à-dire une régulation par des transitions entre périodes de travail et périodes de formation avec une sécurité de revenu et une liberté de choix.

Liberté, parce que la SEF permet une liberté de se former, tout au long de sa vie active, mais aussi parce que la formation, et la nouvelle efficacité qu'elle permet, fondée sur le développement des capacités humaines, permet de réduire le temps de travail.

Mais cette émancipation personnelle et collective consiste aussi dans une véritable sécurisation des parcours de vie et une réelle maîtrise de ceux-ci. Ce qui exige une gestion démocratique de l'emploi et de la formation, et notamment des nouveaux pouvoirs d'intervention des travailleurs dans les gestions, combinés avec des pouvoirs de toutes les populations sur les entreprises *via* une planification démocratique de l'emploi et de la formation.

Ces nouveaux pouvoirs concernent non seulement les choix de créations d'emplois et d'investissements ; la maîtrise des financements, donc de l'argent, des banques et des entreprises, mais également les critères qui président à ces décisions collectives. Et cela s'inscrirait dans un projet de planification démocratique de l'économie, s'appuyant sur la création d'un pôle public bancaire, qui passe par la nationalisation des grandes banques, et de nouvelles institutions démocratiques chargées de gérer collectivement les décisions de production, d'investissement et de formation : les conférences régionales et nationale permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive. Cette planification démocratique de l'économie est nécessaire pour satisfaire les besoins sociaux gigantesques qui émergent, pour la transition écologique, le développement des services publics, la réindustrialisation. Pour y répondre à la hauteur des enjeux, il faut pouvoir se projeter dans la formation à tous les métiers qui nous seront indispensables et se mettre en capacité de recruter les travailleurs et travailleuses d'aujourd'hui et de demain. D'où le besoin de mettre en place une planification des besoins en emploi et en formation à travers de vastes plans de prérecrutements dans la Fonction publique ainsi que des contraintes pour l'embauche de jeunes en CDI dans les entreprises : c'est tout l'inverse de la sélection qui est la logique à l'œuvre dans le parcours scolaire des jeunes, que ce soit au lycée ou dans l'enseignement supérieur.

Dans cette perspective, c'est bien une toute autre progression de la productivité totale que rend possible la SEF, fondée sur le développement des capacités humaines *via* la formation (il s'agit d'ailleurs de remettre en cause le découpage structurant dans ce que Paul qualifie de civilisation libérale entre des âges de la vie, en dépassant la coupure liée à l'irréversibilité du passage de la formation initiale à l'emploi, qui est en fin de compte une opposition entre activité productive et activités concourant au développement des capacités et des personnes : ce dépassement-là représente une véritable révolution anthropologique puisque c'est le fait de ne pas être enfermé toute sa vie dans son travail, d'avoir prise dessus à l'échelle individuelle comme collective *via* la planification, qui permet de dépasser le travail salarié lui-même « comme forme contrainte actuelle des activités de production matérielle et des activités humaines transformatrices et créatrices, ainsi que de sa privation par le chômage et la précarisation »).

Cette nouvelle efficacité sociale est aussi rendue nécessaire, comme enjeu de luttes, par la révolution technologique informationnelle qui est en train de bouleverser nos façons de produire. Celle-ci remplace en effet certaines opérations du cerveau, et non plus seulement de la main, par la machine : de plus en plus, produire consiste à manipuler des informations, et pas seulement à transformer de la matière, ce qui fait naître l'exigence objective d'un nouveau type de croissance de la productivité, d'une nouvelle efficacité économique fondée sur le développement de la créativité et des compétences des travailleurs, et donc la réduction du coût du capital pour dépenser davantage en salaires et en formation.

C'est en cela que la SEF éradique le chômage et la précarité en dépassant aussi l'opposition qui caractérisait notamment les modes de production antérieurs, que ce soit le féodalisme ou le capitalisme, entre les intérêts de l'individu et du collectif, et représente un progrès de civilisation : en effet, la SEF répond au besoin de souplesse d'une société humaine pour l'évolution des productions, notamment au regard des impératifs écologiques, mais aussi au besoin de sécurité et aux aspirations de chacun à une vie émancipatrice dans la maîtrise des temps et de la relation révolutionnée entre travail et hors travail, tout en répondant à un 3^e grand besoin appelé par la révolution informationnelle, celui d'une efficacité nouvelle contre la rentabilité financière qui permette en même temps de réduire le temps de travail – sur la journée comme sur la carrière, avec les périodes de formations – et donc de réaliser d'autres activités sociales émancipées du marché du travail, tout en y étant articulées (puisque elle lie émancipation individuelle par la formation et la maîtrise de son travail, et contribution à la société par la participation à la production).

« La SEF prend tout son sens dans un continuum entre accompagnements à l'orientation tout au long de sa scolarité, formation librement choisie, entrée dans la vie active de manière sécurisée, emploi stable et droit au retour à la formation »⁴. Une ambition qui nécessite de reprendre les bastions de souveraineté du capital pour s'attaquer à la logique du taux de profit.

Conclusion

Je conclurai mon propos avec cette jolie phrase de Paul qui résume bien la façon dont pour lui, c'est dans la proposition marxiste d'une liberté au-delà du travail, de ce que Marx appelle le royaume de la nécessité, et avec un pied dans celui-ci, que s'éclaire la proposition de SEF : puisqu'en effet, il la considèrerait même dans la perspective d'un dépassement du travail comme « forme historique aliénée des activités créatrices, qui sont le propre des êtres humains, pour des activités sociales de créativité maîtrisées par chacun ».

1. *Le projet communiste et les jeunes au XXI^e siècle*, *Économie et politique*, <economie-et-politique.org>.

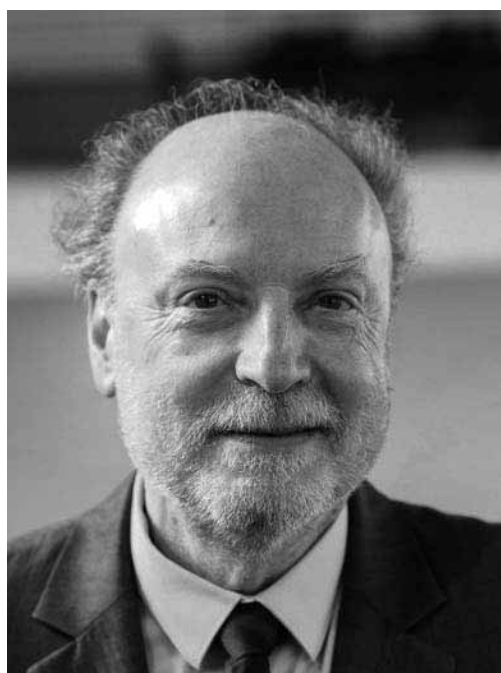
2. « Contrat d'engagement » : pour les jeunes, Emmanuel Macron fait... du vieux avec du vieux, *Économie et politique*, <economie-et-politique.org>.

3. « Sécurité de la jeunesse et enjeu crucial d'un nouveau service public d'emploi et de formation », *Économie et politique*, <economie-et-politique.org>.

4. <<https://www.economie-et-politique.org/2023/03/14/le-projet-communiste-et-les-jeunes-au-xxie-siecle/>>.

Francis Wurtz,
ancien président du groupe GUE
au Parlement européen

L'apport de Paul Boccarda sur l'Europe



Je remercie les organisateurs de cet hommage à Paul Boccarda de m'avoir associé à leur initiative. J'ai fait la connaissance de Paul en 1975, dans le cadre de ce qu'on appelait alors « école de 4 », autrement dit le stage de 4 mois dédié à l'époque à la formation des futurs cadres du Parti communiste français. L'événement a beau dater de près d'un demi-siècle, un cours de Paul ne s'oublie pas : pour le débutant que j'étais, l'épreuve fut ardue, mais elle m'ouvrit un horizon captivant, car par-delà l'économie, on parlait histoire, valeurs, civilisation, bref : politique au sens noble du terme. De ce jour date mon intérêt pour les analyses, les propositions et la vision alternative développées par cet économiste communiste d'exception. J'ai toujours admiré le chercheur autant que j'ai apprécié l'homme, qui, en tête-à-tête, face à un profane de mon espèce, était capable d'écoute, d'échange, de patiente pédagogie, et, le cas échéant, d'autocritique.

Après que j'ai eu pris des responsabilités politiques et parlementaires sur l'Europe, mon attention porta plus particulièrement sur les écrits de Paul consacrés à cette dimension de ses travaux. Sa démarche, tout en rejetant naturellement le « fédéralisme » bruxellois – en réalité profondément rigide et vertical –, refusait le recroquevillement sur un souverainisme étroit et dépassé. Les enjeux tant européens que mondiaux étaient alors en plein bouleversement. Bien de vieilles réponses s'avéraient obsolètes. Il fallait déceler, décortiquer et maîtriser en permanence les changements à l'œuvre afin d'y riposter sans retard dans les actions et porter en permanence au niveau requis notre projet alternatif.

L'exigence d'une refondation de la Construction européenne

En Europe, la création de l'euro et le poids déterminant pris par la Banque centrale européenne du fait de son potentiel démultiplié de création monétaire, puis le défi du projet de Traité constitutionnel européen, puis la crise dite « de la dette » et les plans d'austérité, avec le moment paroxystique du désastre social et démocratique de la crise grecque... rendirent chaque jour plus évidente l'exigence de la refondation de cette construction, et donc le besoin d'impulser un travail de fond pour nous hisser à la hauteur de nos responsabilités. Les batailles d'idées se succédèrent et s'entremêlèrent : règle des 3 % du Pacte de stabilité ; « flexicurité » ; « concurrence libre et non faussée » ; « modèle allemand »... *versus* nouvelle politique monétaire et crédit sélectif répondant à des critères sociaux et écologiques ; sécurisation de l'emploi et de la formation ;

mise en commun de moyens, partage des coûts en coopération et réduction des coûts en capital ; nouveau statut des salariés avec des pouvoirs d'intervention, etc.

Mais pour Paul – c'était une autre de ses qualités – il ne s'agissait pas d'égrener une palette de solutions toutes faites, mais de chercher à permettre aux citoyennes et aux citoyens de s'approprier des idées correspondant à leurs aspirations et à leurs capacités d'intervention, dont l'expérience de la campagne pour le NON de gauche au TCE a confirmé la portée, dès lors que les conditions en sont réunies. Dans cet esprit, nous devons à Paul la proposition de créer un Fonds européen de développement social et écologique financé par la BCE et destiné à permettre une expansion inédite de services publics. Afin de priver nos adversaires de l'argument de la non-faisabilité de cette réforme en dehors de transformations trop ambitieuses, Paul eut à cœur de rappeler chaque fois que nécessaire que cet objectif était conçu pour pouvoir être concrétisé rapidement, sans changement préalable de traité. Notre proposition fut d'ailleurs adoptée par toutes les composantes du Front de gauche ainsi que par le Parti de la Gauche européenne. Elle permit également de nourrir un dialogue constructif avec des organisations syndicales comme le DGB allemand. Nous souhaitons en faire l'objet d'une « initiative citoyenne européenne », une disposition du trai-

té de Lisbonne permettant en principe d'obtenir un débat au Parlement européen sur le sujet, voire une décision législative européenne, moyennant la collecte d'un million de signatures à travers l'Europe. Hélas, la Commission refusa de valider notre initiative, arguant que les traités, sans s'y opposer, ne prévoyaient pas la mise en place d'un tel instrument! Est-il besoin de dire que, si cette procédure s'est avérée inappropriée car soumise au bon vouloir de ladite Commission, la proposition elle-même n'a rien perdu de sa pertinence à l'heure de l'aggravation des inégalités sociales, des inégalités de développement au sein de la zone euro et au-delà, tout comme des manques criants dans l'UE en matière de transition écologique?

Sur tous ces sujets, l'apport des réflexions de Paul fut, à mes yeux, remarquable, et même, dans certains cas, décisif pour éviter aux communistes et à celles et ceux qu'ils influençaient, de se laisser piéger par la fausse radicalité de slogans alors en vogue dans certains milieux de gauche. Je pense particulièrement aux campagnes, à un moment très pernicieuses, pour la sortie de l'euro. Prenant appui sur le rejet massif, évidemment légitime, des politiques menées au nom de « l'Europe » et d'un euro conçu au bénéfice des marchés financiers, ces docteurs Diafoirus faisaient miroiter l'illusion qu'un retour au franc nous aiderait à nous libérer des souffrances sociales et du boulet des dettes publiques. Il n'était pas évident, du fait de la prégnance de la culture franco-française dans nos rangs, de contrer ces fausses évidences. Nous devons, je pense, aux efforts pédagogiques et à l'autorité de Paul – dont l'opposition frontale aux politiques d'austérité, à la soumission aux diktats des marchés et à l'Europe libérale en général n'était pas contestable – d'avoir été en mesure de mener avec succès une bataille d'idées aussi offensive contre la démagogie des partisans du « y a qu'à sortir de l'euro » que créative sur « l'alternative radicale d'un autre euro ».

D'un côté, il mit en garde contre le désastre que constituerait une cascade de « dévaluations compétitives » débouchant sur des rivalités mortifères entre peuples, notamment d'Europe du Sud, chaque pays étant isolé face aux marchés financiers, aux spéculateurs et au dollar-roi. Mais, dans le même temps, il appela aux luttes et aux recherches de convergences parmi les forces de progrès en France et en Europe pour une tout autre utilisation possible de l'euro et de la BCE, pour une gestion solidaire de l'interdépendance entre les économies européennes.

Changer l'Europe pour changer le monde

Enfin, ce ne fut pas la moindre contribution de Paul à nos réflexions collectives sur l'Europe que de ne jamais isoler notre vision des transformations nécessaires sur notre continent des profonds changements en cours dans le monde. Au demeurant, changer l'Europe ne prend pleinement son sens que comme contribution positive aux transformations du monde. Dans cet esprit, Paul fut très tôt attentif à l'émergence, dans ce qu'on appelle aujourd'hui le « Sud global », d'initiatives politiques de très grande portée, comme la création des BRICS, puis celle d'institutions financières internationales indépendantes de Washington. Il scrutait avec beaucoup d'intérêt ces innovations structurantes, non sans en pointer les limites à dépasser. Il tirait de ses échanges directs avec ses interlocuteurs de pays comme la Chine ou l'Inde la conviction que des aspirations montantes dans cette partie du monde pouvaient converger avec les nôtres en matière de recherche de voies vers une autre construction de la mondialisation. Ce fut, par exemple, le cas en matière de transformation du système monétaire

international. Paul a, très tôt, mesuré la portée qu'avait pour nous la volonté des BRICS de s'émanciper de la domination du dollar. Aussi a-t-il d'emblée inscrit ses propositions pour une autre utilisation de l'euro dans la perspective de la constitution d'une vraie monnaie commune mondiale à partir des Droits de tirage spéciaux du FMI – une démarche elle aussi d'une grande actualité, et qui appelle de nouvelles initiatives.

Plus généralement, sa réflexion sur les transformations à opérer dans le monde incluait l'institution de biens communs de l'humanité – je cite Paul – « l'alimentation, l'énergie, la santé, l'eau, l'environnement et l'écologie, la recherche, la culture [...] dégagés de la domination des groupes privés, de tous les hégémonismes et de la domination du marché ». Et surtout, comme dit au début de mon propos, elle renvoyait à une culture et à des valeurs de partage, d'apports transversaux, « à l'opposé de tous les intégrismes ». Une autre civilisation, pour toute l'humanité.

Paul Boccara

La Crise systémique Europe et Monde Quelles réponses ?

ESPERE - Le Temps des Chances

*Évelyne Ternant, économiste,
membre du comité exécutif national
du PCF*

Le rôle des nouvelles **I**nstitutions dans la transformation révolutionnaire

Les institutions occupent une place centrale dans le processus révolutionnaire exploré par Paul Boccara, en ce sens qu'elles ont vocation à devenir le lieu du dépassement conjoint de la domination du capital et de la domination de l'État centralisé délégataire, qui forment un couple complémentaire – et diabolique – dans les sociétés capitalistes. C'est dans de nouvelles institutions transformatrices que vont converger deux mouvements d'émancipation : les conquêtes de pouvoirs des travailleurs dans les entreprises qui font reculer la logique du capital, et la réappropriation par les citoyens de fonctions politiques accaparées par l'État et l'appareil bureaucratique, une mainmise que le présidentialisme des institutions a poussée à l'extrême.

Lieu de dépassement de la coupure entre l'État central et les travailleurs

Ces institutions nouvelles sont des lieux concrets et opérationnels de transformation révolutionnaire autogestionnaire et décentralisée. La perspective d'une révolution dans le cadre d'un mouvement populaire autogestionnaire et décentralisé est une innovation politique majeure apportée par Paul Boccara. C'est un renversement tellement à rebours des expériences historiques et des traditions culturelles à gauche, largement dominées par l'étatisme, qu'il n'est pas encore pris pleinement en compte aujourd'hui, y compris au sein du Parti communiste.

Les nouvelles institutions, qui ne peuvent vivre et se développer que par la créativité et l'expérimentation populaires, visent en premier lieu, je cite Paul, à « dépasser la coupure bourgeoise entre État central des citoyens et travailleurs exploités dans les entreprises capitalistes, ainsi que l'écartèlement entre élections politiques et revendications syndicales, favorisant le maintien de la domination des exploités et des bureaucrates »¹ (propos écrit il y a 37 ans, dont on mesure à quel point il est au centre de l'actualité sur la question des rapports entre le mouvement social et la perspective politique!).

Paul poursuit : « on peut leur opposer la jonction révolutionnaire des luttes politiques et des luttes à



l'entreprise non simplement par l'intermédiaire d'un parti, mais par la lutte pour l'institution de nouveaux pouvoirs politiques et économiques de tendance décentralisée et autogestionnaire ».

Le capitalisme a pour caractéristique de séparer l'économique et le politique, non pas au sein des classes dirigeantes, où les responsables politiques et économiques sont en relation étroite, et même en collusion au sein d'une alliance entre l'État et le capital, mais dans la société, où il y a effectivement une coupure entre la sphère économique et la sphère politique, qui assigne les citoyens à rester hors du champ économique et établit une sorte de cordon sanitaire entre l'entreprise et le reste de la société, pour la laisser entre les mains du seul capital. Les nouvelles institutions de transformation visent au contraire à faire de l'entreprise et de ses choix stratégiques un sujet public, débattu hors de l'entreprise, parce que l'entreprise est une question éminemment politique. On se souvient de l'expression de Paul Boccara, « il faut savoir sortir de l'entreprise pour mieux y rentrer », qui permet à la fois d'intégrer les exigences des citoyens aux décisions d'entreprises et de construire un rapport de force plus puissant contre le capital.

Lieu d'exercice du processus L'autogestionnaire

La deuxième fonction de ces nouvelles institutions est de réaliser dans la vie, dans la vraie vie concrète, le processus de transformation, grâce à des expérimentations qui se développent avec toute la complexité et la singularité du réel, où les catégories de l'ancien monde sont confrontées à celles qui émancipent de la domination des critères du capital et de la délégation du pouvoir politique. C'est ainsi que dans ces nouvelles institutions se développent des « mixités conflictuelles » et se réalisent des dépassements effectifs du système économique et politique, même s'ils ne sont que partiels.

Deux formes de mixité institutionnelle caractérisent le processus révolutionnaire.

Au plan économique, la « mixité conflictuelle » porte sur la confrontation entre des critères capitalistes de gestion, qui ne disparaissent pas d'un coup de baguette magique, mais sont confrontés à des critères marchands non capitalistes d'efficacité sociale – exposés dans la table ronde précédente – mais aussi une mixité entre des critères marchands d'efficacité et des aspects non marchands, proprement anthropologiques, par exemple des exigences au regard du féminisme, ou des besoins d'épanouissement strictement individuel vers des activités sociales libres, qui sont partie intégrante du projet d'émancipation communiste dans le « hors travail » ;

Au plan politique, la « mixité conflictuelle » porte sur la combinaison entre la démocratie représentative ou délégataire placée de plus en plus sous contrôle social, et l'introduction d'une démocratie non délégataire, décentralisée, qui s'inscrit dans des principes autogestionnaires qui réunissent quatre traits caractéristiques :

- Le partage des pouvoirs entre des sphères d'actions décentralisées jusqu'au niveau plus bas, où chaque travailleur ou citoyen puisse s'inclure.

- Des concertations entre ces sphères pour régler certaines questions communes, avec une circulation horizontale des informations et des débats.

- Une rotation des rôles, principe très important de l'autogestion, qui s'applique notamment au rôle de « pilote » ou d'organisateur des concertations.

- Enfin, la « non-scission » selon l'expression de Paul, autrement dit la jonction entre l'activité des travailleurs et les activités des citoyens électeurs, permise précisément par ces institutions où, dans un mouvement conjoint, les travailleurs s'émancipent de la délégation du pouvoir de direction de leur travail au patronat, et les citoyens s'émancipent de la délégation de leurs pouvoirs politiques. Il se réalise ainsi une articulation institutionnelle entre le politique et l'économique.

L'autogestion devient une exigence puissante qui monte de la société, car la révolution informationnelle a créé les conditions technologiques d'une décentralisation de l'information et d'une circulation horizontale à grande échelle des connaissances, des expériences et des débats.

Une planification ascendante

Le processus révolutionnaire est donc appelé à se développer dans une multiplicité d'expériences autogestionnaires réalisées dans des institutions nouvelles qui fonctionnent en autonomie, se concertent et s'agrègent en coordinations successives, depuis le niveau le plus décentralisé du territoire local, jusqu'au niveau européen en passant par les niveaux régional et national.

Dans le cadre de cette démarche de planification ascendante, qui part des besoins et des actions décentralisées, à l'opposé d'une planification étatique centralisée, le niveau régional devient dans la pensée de Paul un lieu important de mise en cohérence des projets locaux. Il imagine qu'à côté des assemblées élues pourraient exister ce qu'il appelle « des chambres régionales de concertation des interventions depuis les entreprises et les services ». Ces mêmes lieux de concertation se retrouvent au niveau national en remplacement du Sénat, et au niveau européen, par la création d'une nouvelle assemblée auprès du Parlement européen.

Avec la puissance de son analyse dialectique, Paul Boccara porte son regard au-delà des fonctions régressives auxquelles le capital assigne les régions et l'Union européenne. Il en dégage tout le potentiel transformateur, à partir d'une analyse serrée des contradictions, là où beaucoup de consciences, y compris au sein du Parti communiste, ont tendance à s'en tenir à une vision défensive vis-à-vis de ces niveaux d'organisation politique.

De la pensée de Paul Boccara au projet communiste

Dans le projet porté par Fabien Roussel à l'élection présidentielle figure la création de « conférences permanentes pour l'emploi, la formation, la transformation écologique des productions ». Elles concernent tous les échelons territoriaux et le niveau national et réunissent les forces sociales et économiques : syndicats, associations, élu.e.s, patronat, banques, services publics. Elles fixent des objectifs précis sur lesquels s'engagent les entreprises, sont adossées à des fonds financiers régionaux et nationaux auxquels participent les banques. Elles assurent le suivi et le contrôle des engagements des entreprises.

Il s'agit là d'une traduction fidèle dans un programme politique de la pensée de Paul sur les institutions, qui répond d'ailleurs à une exigence démocratique émergeant de nombreuses luttes sectorielles : dans la santé, avec la revendication d'une démocratie sanitaire ; sur les transports et mobilités, avec la revendication de conférences régionales avec les usagers et les syndicats pour sortir du face à face entre les présidences de région et la SNCF ; démocratie encore pour sortir des conflits sur le partage des usages de l'eau. Au grand rassemblement national de Lure (Haute-Saône) sur les services publics en mai 2023, la nécessité d'une planification des besoins en services publics élaborée à partir des territoires a été largement évoquée.

Pour autant, de l'inscription officielle dans un projet à un portage politique effectif et efficace, il y a une marche très haute qui reste à franchir. Elle passe par la diffusion de ces idées, mais aussi par l'effet d'attraction des premières expérimentations, qui nous manquent aujourd'hui. Là où il y a des tentatives, en Bourgogne Franche-Comté par exemple, la proposition de « conférence régionale permanente pour l'emploi, la formation et la transformation écologique » portée par le groupe des élu.e.s communistes se heurte aux pratiques et traditions de la direction sociale-démocrate de la région : « l'emploi et la formation sont ainsi dissociés de la stratégie de développement économique, qui n'est élaborée qu'avec les acteurs économiques. Les services publics sont absents de ces instances, si bien que les besoins de formation et d'emploi sont principalement élaborés à partir des besoins des entreprises tels qu'elles les définissent. Les organisations de salariés ne sont pas systématiquement associées. Il manque des outils pour réaliser le suivi des orientations stratégiques, et mesurer l'efficacité des dispositifs mis en œuvre. Quant au suivi des enga-



Frédéric Boccara,
économiste, membre du comité exécutif national
du PCF

Paul Boccara et la novation révolutionnaire

Vaste programme ! Toute sa vie Paul l'a employée à cela.

Première partie - La notion de « novation »

1. Novation révolutionnaire désigne à la fois

- Le caractère novateur de ses idées au service d'une révolution.
- Une nouvelle conception de la « révolution », du processus révolutionnaire.

2. L'emploi du mot novation

Il est né dans un contexte : le milieu des années 1980, face aux échecs politiques et à deux types de conservatismes, celui qui se serait contenté d'une simple « rénovation », travailler sur l'image sociétale sans novation, en risquant de bazarder (liquider ?) le dur du dur du combat de classe révolutionnaire, et de l'autre côté, le conservatisme qui insiste uniquement sur la conservation du combat de classe, s'enferme dans des symboles passés, sans voir le nouveau dans la société et sa portée révolutionnaire, pour un nouveau projet.

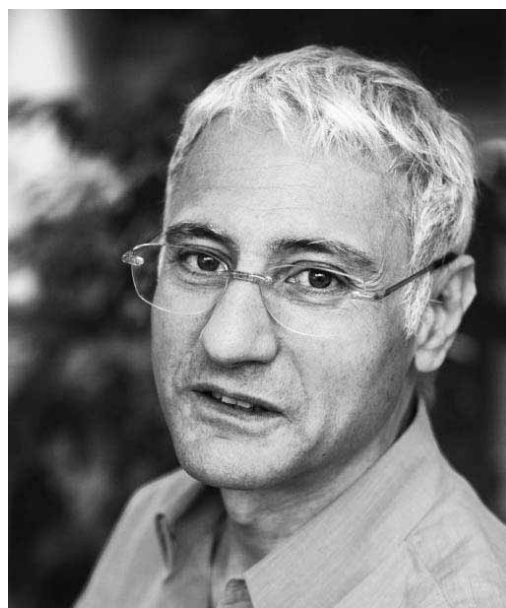
C'est un combat qui l'a conduit jusqu'à la dure décision de proposer de fonder l'ANR (action, novation, révolution) un réseau au sein du PCF, réseau qui fut l'artisan principal du fameux « Manifeste » du 38^e congrès du PCF.

Dépasser ces deux conservatismes par une novation révolutionnaire, la question demeure.

3. L'ambition de la novation

Paul place l'ambition de la novation au niveau de la civilisation dans un enjeu triple : enjeu de sens (avec l'anthropologie), enjeu économique (contre le capitalisme) et enjeu planétaire de la domination occidentale sur le monde, sans lâcher une novation dans aucun des trois domaines ! Il prolonge ainsi l'exigence de Marx de changer conjointement le « royaume de la nécessité » et celui de « la liberté » ; celui de la liberté étant le plus important comme but, tandis que changer celui de la nécessité est absolument incontournable.

Cela replace tout son travail dans une perspective qu'avait déjà soulignée Erich Fromm dans les années 1960. Une recherche de sens, qui animait aussi déjà les tentatives de Jaurès et qu'on retrouve plus tard dans le fameux cri poussé par d'autres sur le « désenchantement du monde ». Elle s'exprime aujourd'hui chez différents penseurs cherchant une nouvelle spiritualité, voire un dépas-



sement des religions, ou cherchant à dépasser la coupure orient/occident, ou celles et ceux qui sur le racisme ou le genre cherchent à dépasser l'identification individualiste, biologique et a-historique de la personne humaine (par exemple Élisabeth Roudinesco, Réjane Sennac). Cela fait jonction avec les inquiétudes – ou exigences – exprimées aussi par l'angoisse existentielle écologique actuelle (qu'on peut rapprocher de *La Nausée* de la fin des années 1930).

Ce sont encore les analyses d'un « monde sans esprit », dénonçant le traitement des êtres humains comme des « machines humaines », en le reliant à l'exploitation capitaliste (comme le fait Roland Gori).

Toutes ces recherches renvoient à autant de crises.

Dit autrement, la question est : quelles novations pour articuler valeurs humaines, dites universelles, et ambition révolutionnaire, dite « de classe ». Débat fondamental !

Deuxième partie - Le brouillage d'idées novatrices, les déformations et récupérations

Les idées nouvelles voient « leur flamme noyée », disait-il, dans un article paru dans *l'Humanité*.

Il y a eu, et persiste, refoulement, déformation, récupération plus ou moins conservatrice de ses idées novatrices. Il le savait et disait « j'aurai des disciples, de droite comme de

gauche ». Il a abordé cette question dans un bref papier paru dans *l'Humanité* en novembre 2001, intitulé « brouillage d'idées ». « Même quand des idées et propositions sociales radicalement novatrices commencent à percer, elles sont souvent perverties par les idées conservatrices soutenues par les médias. Leur flamme est noyée. Au contraire l'articulation [...] avec des luttes effectives de pointe [...] cela peut contribuer à éclairer le sens, la viabilité et la perspective de construction. »

Quelques exemples :

– **Nationalisation et logique nouvelle** à partir du capitalisme : On a eu une déformation insistant de façon structuraliste sur la propriété étatique, alors que la question décisive est celle du fonctionnement des entreprises selon d'autres critères de gestion.

– **L'intervention dans la gestion de l'entreprise ou de la cité, avec d'autres critères** : elle est commentée comme une « participation », utilisée pour justifier toute participation, par principe ! Ou inversement, comme une collaboration de classe, sans voir ce qui est décisif – les critères alternatifs – à savoir qu'il ne s'agit pas de faire mieux que les patrons sur ce qu'ils savent faire, mais avec une autre logique qu'eux, car il y a un certain antagonisme d'intérêts.

– **Un autre euro pour le progrès social**. Cela constitue pour lui une bataille avec tout un processus et des ruptures, pour un autre crédit et une autre politique monétaire. Mais cela a été utilisé par certains comme justification pour « accepter l'euro tel qu'il est » et ne pas faire grand-chose ! Et par d'autres pour dire : « regardez, l'euro cela ne marche pas », sans voir qu'une monnaie – dans la vision marxiste qu'il a contribué à développer – ce n'est pas qu'un taux de change, un étalon, un intermédiaire dans les échanges ou une réserve de valeur, c'est aussi – surtout ? – un pouvoir de création monétaire et d'orientation de cette création. C'est dire qu'une monnaie est inséparable des institutions qui la gèrent et des critères de ces institutions. Donc un autre euro, c'est aussi d'autres fonctionnements des institutions, jusqu'à d'autres institutions et critères, comme Denis et la deuxième table-ronde l'ont mis en lumière.

– **La révolution informationnelle**. Elle peut être déformée en une sorte de « fatalisme technologique », qui permettrait – quelle aberration – d'éviter des transformations sociales révolutionnaires, alors que tout au contraire elle révèle la radicalité du conflit entre l'ancienne logique et la nouvelle logique, qui est une logique potentielle, refoulée distordue appelant à une révolution des régulations et de la structure sociale.

– Je pointerai enfin **la sécurité d'emploi et/ou de formation**, la SEF, qu'Hélène vient de développer. Elle est déformée et récupérée tous azimuts. Mais elle a progressé dans toute la société, et ça continue. Mais elle n'est pas toujours prise à sa juste ambition. Certains la tirent trop vers le nouveau : la mobilité, jusqu'à accepter toute suppression d'emploi, donc finalement la conservation du capitalisme, et ils réduisent la SEF à une allocation du service public de l'emploi. D'autres la tirent trop vers la conservation de l'emploi, « l'emploi garanti », sans voir la novation révolutionnaire de donner un rôle central à la formation. Or avec ce rôle central à la formation, un des buts de la société pourrait pourtant devenir le développement de chacun... comme condition du développement de toutes et tous ! D'autres tendent à couper la SEF des enjeux radicaux de nouvelle gestion des entreprises, de nouvelles institutions et pouvoirs.

Le contrefeu à la récupération, c'est le passage aux chantiers pratiques, dans un aller-retour avec la théorie. Tout particulièrement le dialogue à organiser avec les syndicalistes et les associatifs.

D'autant que nous arrive le défi du plein-emploi néolibéral de Macron et de l'Union européenne ! Qui appelle une bataille pratique chantier par chantier et une bataille d'idées projet contre projet.

Troisième partie - Six novations 1-Type de révolution

Paul développe l'idée d'une voie pacifique révolutionnaire, dépassant l'idée d'une voie révolutionnaire « violente », inefficace de nos jours. Il l'élabore en lien avec les expériences, avancées et échecs des luttes. Dans ce processus révolutionnaire nouveau, la question de l'État et de son pouvoir reste décisive,

Mais Paul donne une importance majeure à son articulation à celle des entreprises, fondamentale aujourd'hui, à celle du pouvoir sur leur gestion, ainsi qu'à la dimension autogestionnaire, non-délégitaire des pouvoirs, comme vient d'y insister Évelyne.

Il souligne aussi la différence de conditions avec la révolution de 1789 et sa monarchie absolue à renverser, insistant sur le pluriel des pouvoirs à prendre, de nos jours, mais aussi sur le rôle du crédit, bien au-delà du seul budget de l'État qui, lui, était l'enjeu central de la révolution de 1789. La radicalité, ce n'est pas la violence ou l'élimination des adversaires. C'est changer la logique, rompre avec la régulation capitaliste par le taux de profit et rompre avec les régulations du libéralisme dans l'anthropologie.

Cela n'empêche pas qu'il se peut que la conflictualité pacifique connaisse des moments violents.

Précisons quelques concepts et notions :

– Par **régulation**, il désigne l'articulation entre forces productives et rapports sociaux, C'est elle qu'il faut révolutionner (« la logique »), tout particulièrement, en économie, en s'attaquant au régulateur, le taux de profit, mais aussi aux règles (concurrence, circulation des capitaux...) et aux réglages (gestions, politique économique...).

– Il reprend la notion de **transition révolutionnaire radicale** (conçue comme tout un processus), qu'il l'hérite des historiens marxistes.

– Et il élabore la notion de « **mixte de transition** », comme l'était la société d'Ancien Régime – mixte marchand/non-marchand, transition entre féodalisme et capitalisme – comme pourrait l'être une société de transition socialiste à partir de notre capitalisme très mûr.

– C'est aussi le concept de « **dépassement** » – une abolition réussie, qui cherche à répondre au problème posé au lieu de le nier – précisée avec le dépassement des quatre marchés, dont a parlé Yves.

2-Entreprise et critères de gestion

L'entreprise, il l'analyse comme une **institution** essentielle du capitalisme. Il n'y a pas que les institutions labellisées « politiques ». Les entreprises sont directement branchées sur la régulation systémique par le taux de profit, et branchées sur l'État qu'elles subordonnent à leur logique actuelle de rentabilité, particulièrement dans le CME jusque dans sa crise. Mais les entreprises expriment aussi le besoin d'efficacité, défi à relever ! Elles font le lien micro-macro, ce qui souligne l'importance du débat avec les économistes hétérodoxes, particulièrement les keynésiens, sur les critères d'utilisation de l'argent et le rôle du capital, comme on vient de s'y livrer avec Dominique.

D'où l'idée de conquête de pouvoir au niveau de l'État... pour conquérir des pouvoirs décentralisés sur les entreprises et les banques, ou dans les territoires, et l'idée d'une bataille pied à pied, sans attendre, sur les critères de gestion.

C'est aussi l'idée d'une correspondance du système de pouvoir dans les entreprises... avec le présidentielisme, ou avec la structure parentale.

Ou encore l'enjeu des cadres et des couches moyennes salariées : leur rôle dans le consensus de gestion, et dans le consensus politique, parce qu'elles sont sensibles aux enjeux d'efficacité mais aussi l'importance de leurs ressources de créativité pour dépasser notre civilisation.

3-Crédit, monnaie, dollar

Paul a montré l'importance du crédit, décisif pour une logique nouvelle économique *et* politique (politique, car le crédit renvoie à des pouvoirs décentralisés et transversaux, branchant sur le monde entier). Il le fait à partir de Marx, où – contrairement à ce qu'on prétend – le crédit est très présent. Et, établissant le lien avec Keynes, il recherche le débat constructif avec les keynésiens jusqu'aux questions de politique monétaire... Une politique monétaire avec de tout autres critères, dans une vraie novation théorique sur la monnaie qui est inséparable des institutions qui la gèrent, comme on le voit concernant la BCE (Banque centrale européenne).

C'est aussi son analyse du dollar, levier d'un système de prélèvement sur le monde entier pour les multinationales et l'impérialisme étatsunien, analyse qui va de façon très rassembleuse jusqu'à des propositions aiguës pour une monnaie commune mondiale de financement des biens et services communs et de l'emploi partagé... pour un monde de partage. Un de ses ultimes papiers (traduit en chinois et espagnol) a d'ailleurs été une analyse des potentiels et ambivalences de la banque des BRICS.

Ces analyses sont très liées à celles des multinationales, que j'ai développées en lien avec une analyse poussée des bouleversements qu'introduit la révolution informationnelle, pour une tout autre mondialisation dans une optique internationaliste.

4-Révolution informationnelle

C'est d'abord sa radicalité trop peu vue dans le mouvement, comme y a insisté Catherine. Tout le reste lui est lié, y compris les autres révolutions.

L'information qui peut être transformée par des machines remplaçant certaines activités du cerveau humain est en son cœur. L'information, c'est par exemple la formule chimique pour fabriquer un médicament ou bien les programmes informatiques pour que des équipements matériels mettent en œuvre cette formule chimique. Elle amène une séparation et articulation nouvelle entre humains, information et moyens matériels.

Mais l'information se partage presque sans coût, contrairement au principe d'appropriation, de reproduction matérielle et d'échange du capitalisme. D'où l'absolue nécessité de partages, d'une toute autre mondialisation pour un monde de partage, au lieu des idées étroites du souverainisme ou de la radicalité illusoire de la « démondialisation ». Et développer l'information demande à développer les dépenses pour les êtres humains, contrairement au biais fondamental du capitalisme en faveur des moyens matériels.

La révolution informationnelle crée les conditions objectives d'un dépassement possible du capitalisme. Mais cela exige de révolutionner la régulation. D'où les cercles vicieux... tant que la régulation capitaliste est fondamentalement conservée! Comme on l'a un peu vu dans la table ronde sur la crise.

Se développent ainsi sa récupération capitaliste, avec des cercles vicieux effroyables, exploitations et aliénations ren-

forcées. D'où son ambivalence actuelle. Elle est l'enjeu d'une bataille de classe et de valeurs à la fois!

Pour Paul, la technologie, son type comme il disait, est fondamental en économie. Et elle a une dimension anthropologique : car elle joue profondément sur la relation entre les humains, l'information et les moyens matériels. Donc l'hominisation.

5. Écologie

Son analyse originale de l'écologie la replace dans tout un ensemble de défis négatifs... et de potentialités. Il montre le lien profond aux critères de gestion des entreprises, marqués par « la prédominance des moyens matériels de production *et* de consommation ». Caractère fondamental du capitalisme, mais dépassable! Il montre aussi les limites et cercles vicieux des prétendues solutions (marchés et corrections étatiques), et l'importance décisive des services publics. Analyses que j'ai développées dans mes travaux.

C'est enfin le potentiel de radicalité... et de « rassemblement de *différentes* luttes » ainsi que le lien avec l'anthropologie. Car l'écologie questionne le lien aux générations futures, donc à la fois l'angoisse devant la mort et la survie dans l'apport aux générations futures.

Pour lui l'écologie, au lieu de décentrer l'enjeu révolutionnaire, le renforce et l'élargit.

6. Anthroponomie

Bien au-delà de la classique « reproduction » économique, elle concerne la re-génération des êtres humains en société, tout le processus d'hominisation, et la recherche de ses



Nasser Mansouri-Guilani,
président de l'Association des amis de Paul Boccard

Mots de fin

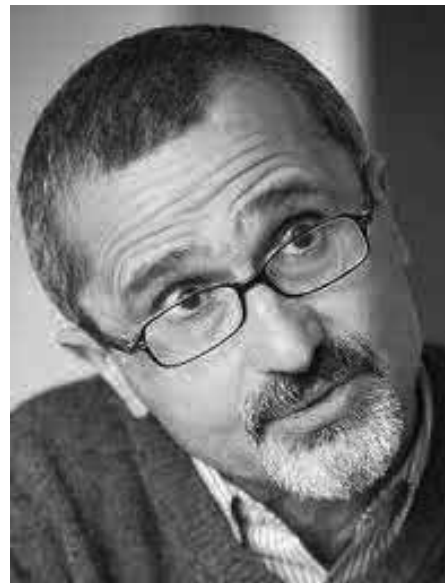
Merci encore à toutes et tous pour cette journée riche. Il ne s'agit pas de conclure la journée. Nous allons nous réunir bientôt en bureau de l'association pour tirer les enseignements de cette riche journée. Il s'agira donc ici, par ces mots, d'une introduction à nos futurs travaux.

L'objectif de notre association est de poursuivre le travail engagé par Paul. Il s'agit donc d'un travail tourné vers l'avenir et en lien avec les luttes sociales. Nous visons donc deux séries d'objectifs :

– Faire connaître et/ou faire mieux connaître le travail de Paul.

– Poursuivre l'œuvre en y intégrant de nouveaux aspects et de nouvelles données qui apparaissent dans la société. Ce deuxième aspect nous conduit à deux choses : 1) poursuivre la recherche articulée aux luttes ; 2) dialoguer avec les intellectuels, les syndicalistes et autres acteurs, avec celles et ceux qui partagent plus ou moins nos idées et qui sont prêts à discuter avec nous. Cette recherche et ce dialogue devraient aussi avoir une dimension internationale, compte tenu de l'intérêt que suscitent les travaux de Paul dans de nombreux pays.

Pour réaliser ces objectifs, nous comptons sur deux moyens. En premier lieu, nos publications, notamment à travers le site Internet de l'association (<<https://www.associationpaulboccarda.org/>>).



Le site aura donc deux grandes composantes :

– Présentation de l'œuvre de Paul.

– Présentation de nos travaux de recherche et des résultats de nos échanges et dialogues avec nos amis. Le support pour la présentation de ces travaux pourrait être la revue *Issues*, dont Paul a été directeur pendant de nombreuses années. Nous comptons relancer cette revue en l'appelant *Nouvelle Issues*. Nous sommes en train de créer un conseil de rédaction de la revue. Dans cette perspective, nous souhaitons demander à l'ensemble des intervenants aux tables rondes et aux présidents de séance de bien vouloir accepter de faire partie de ce conseil de rédaction.

Le deuxième moyen pour notre travail est d'organiser des séminaires, conférences, etc. Il s'agira donc d'initiatives du type de celle d'aujourd'hui, mais pour ce faire, nous comptons sortir du cadre parisien et faire des initiatives décentralisées. Je peux annoncer, d'ores et déjà, que nous avons l'accord de notre ami Roland Gori pour une conférence sur l'anthroponomie qui aura, sans doute, lieu à Marseille.

L'archivage des travaux de Paul pour les rendre accessibles aux chercheurs est aussi un aspect de notre travail. À cet égard, nous avons d'ores et déjà réalisé deux choses :

– Grâce à l'aide de notre ami Pascal Carreau, que je remercie au nom de l'association, il y a un fonds Paul Boccard aux archives départementales de la Seine-Saint Denis.

– Une partie de la bibliothèque personnelle de Paul est aussi disponible sur le site Condorcet de l'université de Paris Nord à Aubervilliers. Mais nous devons encore poursuivre ce travail.

Pour vraiment finir, comme vous le savez, notre association, comme toute autre organisation, vit grâce aux forces qui la composent et qui la soutiennent. N'hésitez donc pas à nous aider, à contribuer à nos travaux et si le cœur vous en dit, à adhérer à notre association.

Pourquoi les travaux de Paul Boccara sont-ils révolutionnaires ?

Nous publions ci-après l'entretien croisé publié dans l'Humanité du 16 juin 2023 à l'occasion de la rencontre avec Frédéric Boccara, Nasser Mansouri-Guilani et Fabienne Rouchy.

En quoi les travaux de Paul Boccara permettent-ils d'analyser la crise actuelle du capitalisme ?

Frédéric Boccara :

Paul Boccara a montré que nous sommes dans une crise systémique radicale. Tous les mots comptent. Systémique : elle fait système et met en cause le système. Radicale, elle touche à la racine même du système. Les précédentes crises systémiques ont amené le système à se transformer, mais en limitant le jeu de la rentabilité – son régulateur central – avec, par exemple, les nationalisations industrielles et bancaires d'après-guerre et la création de la Sécurité sociale, qui sont au cœur du capitalisme monopoliste d'État social (CMES). Donc en conservant une place centrale à la logique du capital, d'où le retour d'une crise systémique dès 1967-1969. C'est toute l'analyse de la suraccumulation- dévalorisation du capital. La présente crise, par différence avec les autres, pose la question de principes radicalement nouveaux. Enfin crise, c'est à la fois exacerbation des maux capitalistes et créations, tout particulièrement une « révolution des opérations techniques sociales » (monnaie, information, écologie) et des révolutions sociétales ou anthroponomiques (re-génération des êtres humains). Mais la structure sociale et la régulation restent inchangées. D'où l'amplification de la crise et ses cercles vicieux. Nous pourrions être dans ce qu'il appelait la « tragédie de fin de cycle ». Sauf que, par rapport aux cycles précédents, celui-ci s'allonge indéfiniment en raison même du changement profond des conditions de la reproduction économique. Cette idée de régulation est fondamentale : elle désigne l'articulation entre forces productives et rapports sociaux. Son cœur, c'est le taux de profit. Mais elle désigne aussi les régulations dites « anthroponomiques ».

Nasser Mansouri-Guilani :

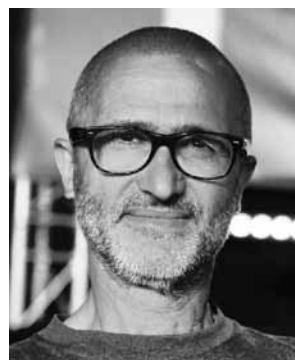
En effet, il s'agit d'une crise de civilisation capitaliste. Les travaux de Paul Boccara étant systémiques et pluridisciplinaires, ils aident à expliquer non seulement cette crise mais aussi les voies pour en sortir. Compte tenu du rôle déterminant du facteur économique, je mettrai ici l'accent sur certains aspects de ses analyses dans ce domaine. Il explique que la montée du chômage témoigne de la crise systémique du capitalisme et que, contrairement au discours libéral, sa cause fondamentale n'est pas le « choc pétrolier », mais bien la suraccumulation du capital et son corollaire, l'insuffisance du revenu du travail. Ensuite, il analyse la nature parasite de l'accumulation du capital financier et son exigence de rentabilité contre le développement des capacités humaines (emploi, salaire, formation, condi-

tions de travail) et l'investissement productif. Ces analyses permettent d'expliquer la situation actuelle marquée notamment par le chômage massif, la précarité, la faiblesse du revenu du travail et, parallèlement, la hausse des inégalités et l'accumulation des fortunes par une petite minorité. Cette crise résulte également des rivalités impérialistes et du pillage des peuples. Ici aussi la dimension mondiale des analyses de Paul Boccara fournit des outils puissants. Enfin, son insistance sur l'économie des moyens matériels pour augmenter les dépenses favorables au développement des capacités humaines désigne une approche originale des problèmes écologiques.

Quelle est l'utilité de ses conclusions dans les luttes sociales et le combat actuel à mener au sein des entreprises ?

Fabienne Rouchy :

Les travaux de Paul Boccara intéressent la CGT et peuvent être utiles au syndicalisme en général. Il est en effet un théoricien reconnu dont l'activité syndicale tient compte, en particulier, de la question des droits d'intervention des salariés dans la gestion des entreprises. C'est un sujet essentiel dans notre bataille syndicale. Me concernant, en tant que syndicaliste CGT salariée de la Banque de France, j'ai régulièrement expérimenté la nécessité absolue d'être à l'écoute des propositions des salariés, dans le cadre notamment de grands projets portés par la direction. Pour donner des exemples concrets, lorsqu'il s'est agi de modifier certains processus de fabrication et de mettre en place de nouvelles machines dans les sites industriels de fabrication des billets, les errements de la direction ont failli mettre en péril la possibilité pour nos usines de produire des billets de qualité et, par là même, mettre en danger la pérennité de ces sites industriels et les emplois associés.



ENTRETIEN

Si la Banque de France est aujourd'hui le premier producteur de billets en euros, c'est parce que les syndicalistes de l'imprimerie de Chamalières, après des années de mobilisations, ont en leur temps convaincu Jean-Claude Trichet, alors gouverneur, de corriger des choix technologiques désastreux pour adopter ceux qui ont fait le succès industriel d'aujourd'hui. Et si la papeterie fiduciaire de Vic-le-Comte est actuellement en capacité d'accueillir la construction d'une nouvelle imprimerie moderne, porteuse d'avenir, c'est parce que les très fortes mobilisations sociales ont imposé la modernisation et l'intégration de la papeterie de la Banque de France dans un pilier public européen de fabrication des billets. Tout cela ne s'est pas fait sans grèves, parfois dures, et sans le soutien de la population et de ses élus. Le conflit en cours à Chamalières pour des conditions de travail acceptables, avec un nombre suffisant d'ouvriers autour des machines d'impression, est partie prenante de cette lutte acharnée pour le respect des personnels et la reconnaissance de leur expertise. L'obstination des dirigeants de l'institution à maintenir un climat social délétère, tout en jouant la division entre catégories de salariés et en faisant pression sur les autres organisations syndicales contre la CGT, très implantée et majoritaire sur le site, relève d'une stratégie destructrice que nous dénonçons avec force.

Nasser Mansouri-Guilani :

Paul Boccarda explique qu'il est possible de réduire la pression résultant de l'exigence de rentabilité financière et dégager ainsi des moyens pour répondre aux besoins et développer les capacités humaines et productives ; par de nouveaux mécanismes de financement, comme des crédits sélectifs et bonifiés, ou encore par une meilleure organisation de l'intervention publique, par exemple en conditionnant les aides aux entreprises au respect des critères comme l'emploi, le salaire, la formation, l'égalité femmes/hommes, la recherche, l'investissement productif et le respect de l'environnement. Aussi, il développe de nouveaux critères de gestion des entreprises articulés aux droits et pouvoirs pour les salariés et leurs représentants. L'application de ces critères dans certaines entreprises a donné des résultats intéressants. Néanmoins, dans certains cas, les militants ont connu des difficultés. Il importe de dialoguer avec eux pour comprendre les blocages et peaufiner les mots d'ordre. Le dialogue entre la « sécurité d'emploi et de formation » que propose Paul Boccarda et la « sécurité sociale professionnelle » que porte la CGT est aussi nécessaire.

Frédéric Boccarda :

Exiger des corrections et des limitations, comme la taxation des dividendes ou la limitation des licenciements ne répond pas au problème posé par la vie elle-même ! Il faut d'autres principes. Par exemple une sécurité d'emploi ou de formation avec de tous autres pouvoirs sur les entreprises. Les révolutions anthroponomiques dans les relations humaines et la conception des pouvoirs peuvent aider à mettre en cause le monopole patronal dans les entreprises et, avec la question écologique, pour un autre type d'efficacité et d'autres critères. L'anthroponomie peut aider à des « déblocages » révolutionnaires dans l'économie. Opposer à la rentabilité financière et à l'accumulation de nouveaux critères de gestion et croissance de la valeur ajoutée disponible pour les travailleurs et les populations est, en réalité, au cœur des tâtonnements des luttes des entreprises. Cela permet de larges convergences entre couches sociales salariales. Mais la bataille centrale pour une autre logique d'utilisation de l'argent est constamment récupérée, d'où le besoin d'une cohérence sur les objectifs, les moyens, les pouvoirs, avec de nouvelles institutions « de planification

stratégique, incitative et démocratique » depuis les territoires et les entreprises. Elle aide aussi à faire le lien entre politique économique et bataille sur les entreprises, car la rentabilité est ce qui traverse les deux, jusqu'à l'État et les conditions de ses aides, les banques et la BCE avec leurs critères de crédit. Cela va jusqu'à la question du dollar et du FMI, au service du grand capital financier.

Quelle est alors la portée révolutionnaire de la pensée de Paul Boccarda pour une « civilisation de partage » ?

Nasser Mansouri-Guilani :

L'élément fondamental est ici ce que Paul Boccarda appelle « révolution informationnelle ». La particularité de cette révolution est que sa substance, à savoir l'information, a une propriété unique. En effet, dans l'échange classique, l'une des deux parties est privée de l'objet d'échange. Par exemple, si vous achetez un produit, le vendeur ne le détient plus, c'est vous qui en êtes désormais propriétaire. Tel n'est pas le cas de l'information. Si vous partagez une information avec autrui, vous ne la perdez pas. Il y a là la possibilité d'un enrichissement mutuel, d'un dépassement des normes marchandes pour établir des mécanismes non marchands échappant aux règles du marché capitaliste, à l'instar des services publics. D'où la nécessité de s'opposer aux privatisations, nationaliser les entités structurantes et développer les services publics de qualité. Il y a là les clés d'une nouvelle civilisation fondée sur le partage, la solidarité, la fraternité et la paix partout dans le monde. Pour ma part, tant pour mes activités militantes que pour mon travail de recherche, je dois beaucoup à Paul. Grâce à ses encouragements, j'ai essayé, modestement et dans le prolongement de ses travaux, d'apporter quelques éclairages sur la crise, la « nouvelle économie », la mondialisation ou encore les services publics.

Frédéric Boccarda :

La pensée de Paul Boccarda donne le niveau de l'ambition : la civilisation, c'est économie et anthroponomie occidentales ensemble, en crise. Capitalisme et libéralisme à dépasser. C'est voir que le développement des capacités humaines de toutes et tous, dans le monde entier, est devenu fondamental pour sortir de la crise systémique mondiale. C'est voir que, pour cela, il faut s'opposer à la domination de la logique du capital et du taux de profit en promouvant une autre logique. Cette autre logique, c'est celle du partage par opposition à tous les monopoles économiques et anthroponomiques : des firmes multinationales à l'écologie (qui oblige à penser un monde partagé), aux services publics. C'est l'exigence d'une autre anthroponomie, c'est-à-dire la mise en œuvre de nouveaux pouvoirs et partages des rôles politiques, parentaux, dans le travail, d'une culture dépassant les coupures entre Occident et Orient, jusqu'à une autre spiritualité et une maîtrise informationnelle nouvelle.

Fabienne Rouchy :

Quoi qu'en pensent les employeurs, les salariés sont les meilleurs experts de leur travail et la conquête de nouveaux droits d'intervention pour eux et leurs représentants est plus que jamais d'actualité. Elle se situe dans une bataille pour davantage d'administrateurs salariés et un pouvoir accru pour ces représentants des personnels, partie intégrante du combat difficile que nous menons contre le capital. Au contraire de critères de pure rentabilité, les nouveaux critères de gestion proposés par Paul Boccarda sont des outils utiles sur lesquels il nous faut continuer à travailler.

Entretiens croisés réalisés par Pierre Chaillan.

Témoignages

Jean-Pierre Charles

Disposant d'une formation initiale en histoire et en sociologie, le jeune militant que j'étais dans les années 1980 ressentait la nécessité de s'armer intellectuellement et politiquement sur les questions de l'économie et de la gestion tant publique que privée. C'est ainsi que répondant aux invitations de l'IRM, je participais régulièrement aux conférences de « l'Association des experts et militants dans la gestion » ainsi que celles de « Confrontations ». C'est là que je découvrais vraiment Paul Boccarda et les perspectives ouvertes dans ses travaux sur les nouveaux critères de gestion. Une vision séduisante, féconde, tonique permettant une véritable dialectique entre la recherche fondamentale et les pratiques militantes. Une vision vraiment novatrice par sa dimension universelle, pluridisciplinaire, encyclopédique au plein sens du siècle des Lumières. De fait, le travail sur les nouveaux critères de gestion se remplissait de sens au regard du concept d'anthroponomie qui bien sûr interpellait le passionné des sciences humaines et sociales que je suis toujours. Intervenant professionnellement dans le domaine de la formation des fonctionnaires territoriaux puis ensuite, durant 35 ans, maire, conseiller départemental et président d'intercommunalité, le miel offert par la pensée et les travaux de Paul, la lecture régulière d'*Économie et politique* ont nourri ma réflexion et mes pratiques face à l'invasion de la doxa du « new public management » dans la gestion publique. Ainsi, l'exigence démocratique contenue explicitement dans l'œuvre de Paul a joué un rôle qui n'est certainement pas mineur dans la gestion territoriale. C'est pourquoi je lance un appel aux élus locaux, actuels et anciens, pour qu'ils nourrissent de leurs propres expériences et réflexions l'enrichissement des travaux de notre association naissante.

Claude Gindin, ancien directeur de *La Pensée*

Le premier critique de Paul Boccarda

Pour s'appropriier les apports de Paul Boccarda, il faut se rappeler que sa pensée s'est développée dans une confrontation ininterrompue d'idées. On n'en évoquera ici que deux moments.

Le premier parce qu'il remonte à ses premiers pas dans la recherche. En 1961, s'est amorcée une discussion avec Maurice Godelier qui a donné lieu à plusieurs articles dans *Économie et politique*¹. Son objet est bien rendu par les trois mots qui forment le titre du livre publié plus tard, en 1965, sous la direction de Louis Althusser, *Lire le Capital*.

Que la parution de ce dernier ouvrage et du *Pour Marx* de Louis Althusser la même année, ait souvent été perçue comme le point de départ des débats sur ce thème doit sans doute beaucoup à la conception qu'avait alors le Parti communiste français du marxisme et de la place de la philosophie au sein de celui-ci². La controverse, non poursuivie, entre les jeunes Godelier et Boccarda témoigne cependant de l'émergence de la question dans un autre cercle que celui des philosophes communistes déjà quelques années auparavant.

Le second moment que l'on a choisi d'évoquer est la discussion organisée par l'Institut de recherches marxistes que dirigeait alors Francette Lazard, discussion qui comptait parmi ses acteurs Lucien Sève, Paul Boccarda, Antoine Casanova, Yves Clot et Jean Lojkine. Il y était notamment question d'anthroponomie, d'individualité, de biographie, de formes historiques d'individualité, (ces dernières constituant, pour Lucien Sève, le cadre de l'activité des individus singuliers), ou de modes historiques d'individualité sociale (ce qui désignait, pour Antoine Casanova, des façons historiquement et socialement différenciées d'être et de se percevoir comme individu). La présentation des thèses soutenues dans cette discussion a donné lieu à un article auquel on se permet de renvoyer³. Mais il serait utile de voir quelles ont été les suites. S'opposaient des pensées fortement structurées et chacun est resté sur ses rails. Pour autant, personne ne tenait-il compte des autres ? Ici, une analyse serrée des textes et des enregistrements sonores serait nécessaire. De ce que Paul Boccarda défendait ses conceptions avec ardeur, on ne conclura pas hâtivement qu'il ait été sourd aux idées qui lui étaient opposées.

Si l'on veut partir de l'anthroponomie pour mettre en avant l'actualité de la pensée de Paul Boccarda, il faut du moins faire le lien avec les autres axes majeurs de recherche de celui-ci et non l'en isoler, comme parfois peut en exister la tentation. On insistera sur trois d'entre eux.

1. — La visée de Paul Boccarda avec l'anthroponomie ne se comprend pas en dehors de ses élaborations théoriques sur la révolution informationnelle et les exigences de développement des capacités et des pouvoirs de tous les individus humains dont celle-ci est porteuse. L'expression « révolution informationnelle » apparaît chez lui au début des années quatre-vingts. Dans *La Pensée*, en 1983 encore, il parle de « révolution de "l'automatisme" »⁴. Par contre, l'article suivant s'intitule, en un temps où il est beaucoup question de « révolution de l'intelligence », « Quelques indications sur la révolution informationnelle »⁵. Mais les premiers jalons de la problématique sont bien antérieurs. Paul Boccarda les situe en 1961 et ils ont donné lieu en 1964 à un exposé au Centre d'études et de recherches marxistes suivi d'un article pionnier dans *La Pensée*⁶.

2.- La question de la régulation, en lien avec sa critique constante du structuralisme, a un rapport direct avec les préoccupations d'où est née l'anthroponomie. Dans sa postface, rédigée en 1976, de *Sur la mise en mouvement du Capital*..., Paul Boccarda écrit que « dès 1971, la ques-

TÉMOIGNAGES

tion de la régulation sociale d'ensemble est posée, en considérant, notamment, le problème du temps social de toutes les activités humaines dans une société donnée⁷. Comprendre les processus de régulation est nécessaire pour expliquer les cycles de différentes durées, ainsi que leur imbrication, et parvenir à une vision systémique d'ensemble. Paul Boccara s'est en particulier intéressé aux cycles longs, de cinq à six décennies environ, découverts par Kondratieff. Quand il en propose une explication globale, comme celle que l'on trouvera dans son livre d'une grande richesse *Théories sur les crises, la suraccumulation et la dévalorisation du capital*, il fait intervenir notamment, en relation avec les « conditions technico-économiques de la croissance capitaliste », la fécondité, la natalité, la maternité, leur temporalité et leurs effets immédiats ou différés sur le rapport entre population active et population totale⁸. Le domaine proprement anthroponomique de ce qu'il appelle la « régénération » des êtres humains est ici pleinement intégré dans son hypothèse explicative.

3. Grande fut aussi la place de sa réflexion sur la réalité des pays se réclamant du socialisme, sensiblement avant l'effondrement de ces régimes. L'atteste ce qu'il écrit en 1976, et publié en 1978, sur la « maturité nouvelle des problèmes liée notamment aux difficultés profondes des expériences révolutionnaires », montrant le rôle crucial des instances anthroponomiques, « en interaction intime avec les instances économiques, la base économique de la société » et sur le fait que « la non-élucidation des aliénations spécifiques et de leur rôle, au niveau anthroponomique, en interaction avec celles du niveau économique, peut contribuer à reproduire ces aliénations et aussi à renforcer certains caractères conservateurs voire régressifs des transformations économiques elles-mêmes »⁹.

Des premiers aux derniers écrits de Paul Boccara sur l'anthroponomie, la continuité de visée est ponctuée par des évolutions. Par exemple, la thèse des quatre « moments » du cycle de la régénération de la vie humaine en allant de la naissance à la mort (successivement parental, du travail, politique et informationnel) n'apparaît-elle pas d'emblée. Ainsi, en 1983, Paul Boccara dit-il des « divers domaines non économiques de la vie des sociétés humaines » qu'il « s'agit, tout particulièrement, des formes et relations parentales, politiques, psychiques et culturelles »¹⁰; puis, après avoir traité des mouvements de longue durée que sont les « trends » séculaires ou pluriséculaires, il évoque les « crises de la famille, de l'État, de la culture et du psychisme », ayant ici incontestablement en vue l'anthroponomie, ce que montrent les textes auxquels il renvoie en note¹¹. Mais, en 1995, il écrit : « De même que, depuis les économistes classiques et Marx, on distingue dans la production économique les quatre moments de la production, de la circulation, de la répartition et de la consommation, je distingue, pour la régénération anthroponomique, les quatre moments du parental, du travail, du politique et de l'informationnel », une note ayant préalablement caractérisé l'informationnel comme le « dernier moment rebouclant la boucle de la régénération (en conservant l'information humaine par-delà la mort) »¹². Les développements conséquents sur ces « moments » dans les *Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique* donnent des matériaux pour une discussion, éventuellement contradictoire, tant sur la démarche d'ensemble que sur ses déclinaisons dans différents domaines¹³.

La politique était toujours présente dans les batailles que Paul Boccara engageait, sur l'anthroponomie, comme sur les autres terrains. Par exemple, lorsque, fort de l'expérience des gouvernements de gauche à direction socialiste

et à participation communiste issus des élections de 1981, il promeut l'idée de nouveaux critères de gestion, des entreprises notamment¹⁴. Il s'agit alors de répondre, à la fin du vingtième siècle, dans un pays capitaliste développé, à cette réalité, nullement nouvelle, que le changement révolutionnaire ne pouvant être un acte unique, instantané, la coexistence avec l'adversaire dans la durée s'imposera à lui. D'où, pour la viabilité du processus, en vue d'une mixité conflictuelle, évolutive et victorieuse, le besoin de disposer de critères de gestion nouveaux simultanément cohérents entre eux et compatibles avec ceux encore bien présents de la recherche du profit, afin d'aider à en combattre l'emprise, à la faire reculer et, finalement, à l'éradiquer.

Paul Boccara s'est plus d'une fois rectifié, surtout sur les sujets dont il avait une connaissance intime et continue : la progression de la productivité du travail total plutôt que le développement historique des forces productives, la régénération des êtres humains plutôt que la production des hommes. Il pouvait ensuite être mordant à l'encontre de ceux qui répétaient des formulations datant d'un stade de sa pensée que lui-même avait dépassé. Sa vision systémique était englobante, ce qui l'a amené sur des terrains qu'il ne connaissait pas toujours bien. Lui qui en était venu à reprocher à Marx d'avoir été injuste envers Malthus, est passé à côté de l'apport d'Henri Wallon sur l'émergence de la conscience de soi chez le petit d'homme, apport qu'il évacue en quelques mots quand il écrit que l'identification « ne se réduit pas à l'émotion, sur laquelle a travaillé Wallon »¹⁵.

Il a eu, jusqu'à la limite de ses forces, la volonté passionnée de construire une œuvre utile aux autres. Volonté qui a pu l'amener à outrepasser ce qui était humainement à sa portée. Il n'a cependant pas ignoré qu'il pouvait y avoir du provisoire dans ce qu'il avançait. D'où ces mots écrits à la fin de ses *Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique* : « [...] ce que je fais est follement prétentieux, et pourtant, même si on le fait mal, il faut le faire. C'est en le faisant mal qu'on le fera mieux un jour. »¹⁶

Aussi, le premier critique de Paul Boccara fut-il Paul Boccara. Et pas le moins fécond.

1. Cf. Maurice Godelier, « Les structures de la méthode du *Capital* de Karl Marx », *Économie et politique*, n° 70, mai 1960, p. 35-52 ; *idem*, « Les structures de la méthode du *Capital* de Karl Marx (II) », n° 71, juin 1960, p. 15-36 ; Paul Boccara, « Quelques hypothèses sur le développement du *Capital*, 1^{re} partie. Problèmes de contenu du *Capital* » n° 79, fév. 1961, p. 2-26 ; *idem*, « Quelques hypothèses sur le développement du *Capital*, 2^e partie. Quelques questions économiques du matérialisme historique » n° 80, mars 1961, p. 34-48 ; Maurice Godelier, « Quelques aspects de la méthode du *Capital* », même numéro, p. 49-63, avec une « Note sur l'article de M. Boccara », p. 61-63 ; Paul Boccara, « Quelques hypothèses sur le développement du *Capital* (suite). Quelques questions économiques du matérialisme historique », n° 81, avril 1961, p. 39-60 et n° 82, mai 1961, p. 21-42. Le versant Boccara de ce débat dans Paul Boccara, *Sur la mise en mouvement du Capital. Premiers essais*, Éditions sociales, 1978, p. 14-15 et 19-71.

2. Cf. Louis Althusser, Étienne Balibar, Pierre Macherey, Roger Establet, Jacques Rancière, *Lire Le Capital et Louis Althusser, Pour Marx*, tous deux aux Éditions François Maspero, Paris, 1965.

3. Cf. Claude Gindin, « Société en mouvement, questions ouvertes », *La Pensée*, n° 235, sept.-oct. 1983, p. 3-18.

4. Paul Boccara, « Réversibilité et irréversibilité à travers les cycles longs. Mutations technologiques et originalité de la crise de structure actuelle », *La Pensée*, n° 234, juil.-août 1983, p. 24.

5. *La Pensée*, n° 241, sept.-oct. 1984, p. 27-37, où il renvoie (note 2) à son article « Cycles longs, mutations technologiques et originalité de

la crise structurelle actuelle », *Issues*, n° 16, 2^e-3^e trimestres 1983 pour l'introduction des termes « révolution informationnelle ».

6. Son témoignage dans *Sur la mise en mouvement du Capital...*, *op. cit.*, p. 15 ; cf. Paul Boccara, « Sur la révolution industrielle et ses prolongements jusqu'à l'automatisation », *La Pensée*, n° 115, mai-juin 1964, p. 12-27, repris dans *Sur la mise en mouvement du Capital...*, *op. cit.*, p. 265-290 et 314-316.

7. *Op. cit.*, p. 327 où il renvoie à ses *Études sur le capitalisme monopoliste d'État, sa crise et son issue*, Éditions Sociales, 1^{re} éd. 1973.

8. Cf. Paul Boccara, *Théories sur les crises, la suraccumulation et la dévalorisation du capital. Sur les fondements des crises du capitalisme, leur nécessité systémique, leurs issues, les transformations et la mise en cause du système*, Paris, Éditions Delga, volume I, *Analyses fondamentales et des bases des crises cycliques de moyenne période*, 2013, et volume II, *Crises systémiques et cycles longs. Transformations du capitalisme jusqu'aux défis de sa crise radicale*, 2015. Citation : volume II, p. 247.

9. Postface à *Sur la mise en mouvement du Capital...*, *op. cit.*, respectivement p. 328-329 et 329.

10. « Marx et marxisme, économie et anthroponomie : quelques enjeux », *La Pensée*, n° 232, mars-avril 1983, p. 68.

11. « Réversibilité et irréversibilité à travers les cycles longs. Mutations technologiques et originalité de la crise de structure actuelle », *La Pensée*, n° 234, juil.-août 1983, p. 31.

12. « En deçà ou au-delà de Marx ? Pour des systémiques ouvertes en économie et en anthroponomie », *La Pensée*, n° 303, juil.-août-sept. 1995, p. 34 et p. 24 pour la note.

13. Cf. Paul Boccara, *Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique*, Éditions Delga, 2017.

14. Cf. Paul Boccara, *Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères*, Messidor/Éditions Sociales, 1985.

15. Paul Boccara, *Neuf leçons sur l'anthroponomie systémique*, *op. cit.*, p. 208 où il se réfère à Henri Wallon, *L'évolution psychologique de l'enfant*, 1941, réédition 2002.

16. *Ibidem*, p. 212. 3.

Pierre Assante

Depuis le 10 mai 1981, la France avait un gouvernement d'« union de la gauche » à participation communiste, issue d'une longue bataille pour un « programme commun » entre communistes, socialistes, radicaux de gauche.

La bataille ouvrière de 1968, les autres qui ont suivi, sociales et sociétales en unité et en divergences (contradiction !), la recherche du PCF pour de nouvelles voies favorisant une hégémonie sociale du salariat, ouvrant le chemin d'une transformation sociale viable dépassant la crise du capital et le système lui-même, ont précédé cette « prise de pouvoir ».

Il était plus facile de se féliciter de cette réussite plutôt que de pointer les difficultés à surmonter, les changements de « gouvernance » à effectuer impérativement, les luttes ouvrières et populaires pour le permettre.

Le numéro des *Cahiers du communisme* daté d'avril a porté sur le plan des analyses à effectuer et mettre en œuvre, et sur le plan d'une nouvelle vision, d'une nouvelle attitude à adopter.

Je recommande, pour comprendre et les erreurs et les causes des erreurs qui ont impacté l'histoire de notre pays dans l'histoire de l'Europe et du monde, de reprendre le contenu historique de ce numéro, en particulier l'analyse, les critiques et les propositions de Paul Boccara qui n'ont pas eu de suites suffisantes dans les décisions politiques, si ce n'est dans sa recherche propre et celle de ses camarades économistes, entre autres, mais aussi de quelques

philosophes du PCF et amis qui avaient peu d'influence sur les décisions, alors que comme dans toute organisation d'autres avaient « l'écoute » officielle.

Le numéro suivant en prenait, déjà, plus ou moins, le contre-pied.

Aujourd'hui, dans la crise exponentielle actuelle de suraccumulation du capital, ses conséquences sur les moyens à mettre en œuvre dans la catastrophe climatique, énergétique et de civilisation, ceci devrait inciter urgemment à l'alerte claire et incontournable sur la (les) transformation progressive et radicale de l'organisation sociale indispensable pour la survie humaine : c'est-à-dire son développement sur d'autres bases, que nous proposons dans *Economie et Politique* et que proposent des chercheurs dans les domaines les plus avancés telle l'organisation locale et mondiale du travail.

Retard

J'estime que l'article de Paul Boccara « Pour de meilleurs résultats, des critères de gestion nouveaux » parus dans les *Cahiers du communisme* d'avril 1982, est de l'ordre de la « Critique du programme de Gotha » de 1875, de Marx, soutenue et reprise par Engels.

Ni l'un ni l'autre de ces deux avertissements n'ont été entendus.

C'est aussi de l'ordre de la crise catastrophique globale de ce ^{XXI} siècle au quart de son parcours.

Ces *Cahiers* contenaient aussi « La nouvelle alliance, métaphore de la science », exposé critique, non au sens populaire de « critique », mais au sens scientifique, des très importants travaux (certes pas les seuls !) d'Ilya Prigogine et d'Isabelle Stengers sur la thermodynamique et « la flèche du temps ».

C'est aussi du même ordre, lorsqu'on pense au déni dont la science et la recherche rationnelle et pratique, en fonction des besoins humains, de la vérité, (la recherche !) a si peu de crédit à qui qu'on puisse s'adresser.

Dixi et salvavi animam meam. (Littéralement : « J'ai dit, et j'ai sauvé mon âme. »)

Gérard Alezard,
secrétaire de la CGT (1982-1995)

Paul Boccara... Infiniment vivant !

Paul Boccara respirait la vie. Tout en lui en était l'inspiration, engagement politique et sociétal, réflexion, clairvoyance, créativité et action... Novateur de la pensée marxiste, fondateur de concepts qui aujourd'hui encore, aujourd'hui surtout, sont au cœur des alternatives, dépassant la seule analyse économique ; capitalisme monopoliste d'État, crise structurelle, crise systémique, révolution informationnelle, avec en fond de scène les liens entre les activités humaines et leurs relations dans la vie, dans le travail, dans la vie économique, politique, sociétale.

Chercheur et militant du quotidien, penseur impénitent, le dogmatisme lui était étranger. Praticien de sa propre théorie, tout pour lui était l'objet d'étude et d'intervention, où qu'il soit. Dès lors, son empreinte marque fortement le syndicalisme. Pour la CGT, ce n'est pas de l'histoire ancienne. Ainsi de l'enjeu des critères de gestion et de leur changement de logique par les travailleurs eux-mêmes.

TÉMOIGNAGES

J'ai vécu personnellement l'expression de cette audace intellectuelle et praticienne, de son pouvoir de conviction, de ses interventions fortes et passionnées, parfois tonitruantes mais jamais blessantes, qu'il s'attachait à adoucir de son humour décapant. Dans les années 1970, j'ai appris à être un auditeur stupéfait et attentif de Paul Boccara, sur les thèmes du PCG, lors de meetings et de débats publics à la salle de la Mutualité ou au siège du Parti communiste et ensuite dans des séances de travail sur les questions de nationalisations. C'est à cette période que nous avons constaté une bizarrerie en comparant nos notes manuscrites respectives : deux couleurs pour moi, beaucoup plus pour lui, et des dérivations multiples qui en faisaient des hiéroglyphes pour tout le monde. Bien sûr nous ne jouions pas dans la même catégorie, lui le géant et moi le militant syndicaliste... Mais cette singularité a nourri une complicité qui a beaucoup compté par la suite. Nous avons des divergences, nous en avons gardé et avec, l'amitié, toujours. À partir de 1981, avec la victoire du programme commun et face à un gouvernement d'union de la gauche, la CGT s'attache à placer les nouveaux critères de gestion « en situation », dans les propositions comme dans l'action des syndicats dans les entreprises, « pour mettre en œuvre les critères nouveaux de gestion substituant au taux de profit et à la rentabilité du capital la logique du progrès et de la rentabilité économique et sociale à l'échelle du pays »¹. Les travaux pratiques de ces conceptions vont se multiplier, confrontant et (ou) conjuguant les travaux du secteur économique de la CGT et les avancées théoriques de PB. C'est le temps du débat et de la mobilisation pour d'autres critères de gestion et aussi d'expérimentation des potentialités et de l'efficacité de l'action sur le lieu de travail, et pas seulement au niveau des nationalisations mais sur l'ensemble du terrain économique. Formation des prix, vérité des coûts, et rôle des CE, nouvelle politique du crédit et critères d'utilité publique, financement de la protection sociale... des essais ont été nombreux, transformés ou non. La confédération va multiplier les réunions et organiser des conférences au sein de la CGT sur cet enjeu des critères de gestion d'efficacité économique et sociale, par exemple sur l'intervention économique des CE ou encore sur le rôle des administrateurs salariés des entreprises nationalisées. À l'extérieur aussi, les débats vont se multiplier. Ainsi de l'initiative de la revue *Économie et politique* en 1982, le 6 novembre, sur le thème « quels critères pour une gestion nouvelle », qui rassemblait, avec Paul Boccara, Dominique Strauss Kahn, Philippe Herzog et moi même². Paul fit en introduction *ex cathedra*, un de ces exposés dont il avait le secret, précisant ce qu'il entendait par « intervenir dans les gestions, avec de nouveaux critères ».

La démonstration est alors avancée d'une dialectique qui conjugue analyse théorique du mouvement économique et élaboration de nouveaux critères expérimentaux au niveau de l'entreprise. Telle est précisément la démarche de P. Boccara, cultiver en permanence théorie et pratique de terrain pour mieux fortifier et crédibiliser des principes novateurs pour avancer vers une issue à la crise. Nombre d'exemples viendront valider cette construction. Tous les secteurs ont vécu ces expériences³. C'est beaucoup la dynamique de la lutte qui a nourri les contenus. Des résultats ont été arrachés, des stratégies d'entreprise et des normes de gestion ont été remises en cause. Mais des résistances, une certaine frilosité, des refus aussi, ont limité ces efforts. Il n'a jamais été simple d'occuper à la fois le terrain social et celui de l'économie, jamais facile de bâtir et d'assumer une pratique où se conjuguent ces deux composantes d'une même responsabilité syndicale, *a fortiori* dans un

tel contexte. Si la direction confédérale n'a pas ménagé ses efforts pour avancer dans ce sens, au sein de la CGT, çà et là, se trouvait contestée la place pourtant essentielle du versant économique dans le combat syndical et les besoins d'intervention des salariés sur la gestion.

Parmi les thèmes débattus : efficacité économique du pouvoir d'achat, relance d'activités utiles, gestion et démocratie, démocratie et développement au niveau des territoires, rapport PME-donneurs d'ordres, transparence et efficacité du financement, rôle et démocratisation de l'État... En même temps, on ne peut éluder les problèmes et les blocages non résolus. Des propositions ont été élaborées, mais où souvent le général l'emportait sur le réel économique et sur le vécu des salariés, le sectoriel sur le local, le macro sur le micro, le volontarisme du slogan « juste » sur l'efficacité de la réponse « vraie » au nécessaire et au possible.

Paul Boccara, qui a suivi, voire participé, à nombre de rencontres dans l'entreprise, mesurait les obstacles sur le terrain lui-même. Son souci est constant : cultiver théorie et pratique « du réel » pour mieux expérimenter et valoriser son démarche. C'est pourquoi, toujours à la recherche de nouveaux critères dans l'entreprise au service d'une conception qui conjugue analyse théorique du mouvement macro-économique et élaboration d'outils techniques opérationnels au niveau micro-économique, il va publier un nouvel ouvrage⁴. Celui-ci, devait dire Paul, « ne vise pas seulement des spécialistes, des dirigeants. La théorie permet d'éclairer les luttes nouvelles dans les entreprises et les localités pour sortir de la crise. Tous les travailleurs, tous les citoyens, les militants syndicaux sont concernés car il faut arracher le tabou de la gestion au patronat, aux directions, à leurs spécialistes ». Insistant sur le caractère autogestionnaire et décentralisé de l'intervention des travailleurs, il énonce trois pistes, relance centrée sur l'emploi, financement avec des critères d'attribution des crédits et recherche de nouvelles coopérations internationales. Dans les luttes, ajoutait-il, « les travailleurs font de nouveaux critères sans le savoir »!!!

« La théorie permet d'éclairer les luttes dans les entreprises et les localités pour sortir de la crise » avait-il coutume de souligner. Il n'a jamais cessé de faire comprendre sa théorie. Dans ce souci de vulgariser, en 1987, un livre paraît, fruit d'un travail collectif d'économistes, de syndicalistes et d'analystes de gestion, cet ouvrage est coordonné par Paul, qui rédige 5 des douze leçons⁵... Il se propose de « relever un défi : permettre au public le plus large, notamment aux militants des entreprises, de comprendre les éléments des choix économiques et de gestion dans la crise. Il s'agit d'éclairer l'expérience des salariés pour qu'ils puissent élaborer des propositions alternatives favorisant les revendications et le développement de tous les travailleurs. Volontairement simplifié, ce livre a pour ambition de contribuer à surmonter les doutes de tous les salariés sur leurs capacités à « intervenir » dans les gestions. Il veut « participer à la construction d'une culture de gestion nouvelle, émancipée de la domination capitaliste ».

Hier l'actualité le justifiait pleinement : « jamais comme aujourd'hui sans doute, et dans la lutte, n'est apparue avec autant de force, parmi les salariés et devant l'opinion, la question du lien indissociable entre progrès économique, réponse aux besoins des travailleurs et conditions du redressement. Cela donne toute sa raison d'être à ces 12 leçons... Elles mettent de plus en plus sur la sellette la gestion des directions d'entreprise et du gouvernement à qui les salariés demandent des comptes »⁶. En 1987, donc, Paul éditait ce *vade-mecum*. Trente ans après... l'expérience des luttes de ces décennies, dans leurs succès comme dans leurs limites ou leurs échecs, placent, sur le devant de la scène, toutes choses égales par ailleurs, l'ur-

gence de nouveaux critères de gestion, la nécessaire intervention de travailleurs pour une logique d'efficacité économique et sociale.

À chacune, à chacun aujourd'hui aussi, de trouver la voie de cette alternative pour laquelle Paul Boccara en conclusion appelait à la rescousse un autre Paul, Éluard...! ⁷

«... Écoutons le tonnerre des bruits
et les muets cherchant à dissiper leur nuit
Écoutons ce qui dort en nous d'inexprimé
Franchissons nos limites

Les cinq sens confondus c'est l'imagination
Qui voit qui sent qui touche qui entend qui goûte
Qui prolonge l'instinct qui précise les routes

J'imagine je vois le dessous le dessus
D'un pont qui joint les hommes
D'un pont qui joint les mondes... »⁸

Pour cela aussi, l'empreinte de Paul Boccara se décline au présent et au futur! »

1. Cf. document d'orientation du 41^e congrès de la CGT – *Le Peuple*, 1135/36/37

2. Les positions de la CGT sont alors précisées : l'enjeu « ou bien perpétuer une gestion dépassée et condamnée par son propre bilan, végéter et s'enfoncer dans la crise, ou bien avancer résolument dans la direction de critères d'efficacité économique et sociale et progresser durablement vers l'issue à la crise... Et le défi est bien celui de l'intervention des salariés sur et dans la gestion ; non pas pour une "meilleure gestion" mais pour une autre gestion fondée sur une autre logique de croissance ». Cf. G.A., *Le Peuple*, 1144, novembre 1982.

3. Cf. Actes du colloque de l'IHS « 1975-1995, la CGT à l'épreuve des crises », 24/25 novembre 2016.

4. *Intervenir dans les gestions avec de nouveaux critères*, Messidor-Éditions sociales, 1985.

5. Cf. Paul Boccara, Claude Laridan, Jean-Christophe Le Duigou, Monique Prim, Said Yahiaoui, *Économie et gestions d'entreprises en 12 leçons*, préface de Gérard Alezard, Messidor-Éditions sociales, novembre 1987.

6. Cf. ouvrage cité.

7. Cf. P. Boccara, *op. cit.*, 1985.

8. Paul Éluard, *Ailleurs, ici, partout*.

6 décembre 2017

Association pour la Fondation

PAUL BOCCARA

Bulletin d'adhésion

Nom : Prénom :

Adresse :

Adresse mail :

Tél. :

Cotisation annuelle ordinaire : 20 € Adhérent actif : 60 €

Jeune travailleur, étudiant, chômeur, militaire : 10 €

Personnes morales : 120 €

Je soutiens l'association

Par un don de 20 €, 50 €, 100 €, illimité

Je soutiens par un prélèvement mensuel de € (joindre un RIB)

A envoyer à : Association pour la Fondation Paul Boccara

11 rue Daubenton, 75005 Paris

Mail : pourlafondationpaulboccara@gmail.com

TÉMOIGNAGES